

Cinéma

«Les oiseaux de passage»,
l'essor des narcotrafiquants
en terre de chamans ●●● PAGE 20



Société

Porno, caméras cachées,
machisme: la face sombre de
la K-pop coréenne ●●● PAGE 19

Sport

En Allemagne, la passion
du football au service du
travail social ●●● PAGE 18

Economie

Quand les femmes prennent
l'industrie en main et
la réinventent ●●● PAGES 12-13

Notre-Dame, la cathédrale du peuple

DOMMAGES Après une nuit de frayeur et de prières, Paris se lève dans un élan de solidarité pour récolter des fonds et restaurer la cathédrale gravement touchée

■ Il ne sera pas possible de reconstruire à l'identique la charpente. Mais les principales œuvres d'art sacré et les reliques ont pu être sauvées

■ La question des coûts et des responsabilités reste ouverte. Le bâtiment n'était pas assuré alors que beaucoup d'experts le jugeaient «déliquescents»

■ A Lausanne, la cathédrale est-elle bien protégée? Les responsables de sa sécurité se sont réunis en urgence pour évaluer leurs stratégies d'intervention

ÉDITORIAL

Notre-Dame, pour
une «résurrection»
européenne

RICHARD WERLY
@LTwerly

Et si Notre-Dame de Paris devenait le chantier d'un continent entier? A voir, mardi, la profusion d'équipes de télévision européennes, toutes branchées en direct sur Paris grâce à leurs journalistes dépêchés en bord de Seine, la question mérite d'être posée alors que les collectes et les offres d'entraide se multiplient.

Monument le plus visité d'Europe, pièce maîtresse de l'imaginaire mondial depuis que Victor Hugo en fit le personnage central de son plus fameux roman, Notre-Dame est un point de ralliement pour tous ceux qui s'interrogent sur les racines chrétiennes de nos sociétés, et sur leur capacité à se réinventer ensemble, aux côtés d'autres convictions religieuses. Restés à son chevet parfois toute la nuit, comme l'on veille un parent toujours aimé, des milliers de badauds de toutes origines ont encore démontré combien les lieux où souffle l'esprit peuvent transgresser les douloureuses fractures.

Il s'agit de saisir
cette occasion à
fort potentiel de
réconciliation

Il ne s'agit pas, en proposant cela, de «voler» aux Français leur chantier le plus symbolique, pour lequel les offres de services et de fonds affluent déjà. Il s'agit de

saisir, en ce début de Semaine sainte de Pâques, l'occasion d'une catastrophe à fort potentiel de réconciliation, et à forte valeur ajoutée pédagogique. Notre-Dame a connu les famines, les rois, les croisades, les épidémies, les guerres et les révolutions, au point d'être plusieurs fois prises pour cible dans l'histoire. Notre-Dame, épice de l'Eglise de France, a aussi accompagné l'évolution de celle-ci au fil des siècles, passant du rôle de citadelle catholique à celui de sanctuaire ouvert aux autres religions, pour promouvoir la paix et s'ériger contre les haines. Le 15 novembre 2015, la messe pour les victimes des attentats commis deux jours plus tôt fut exemplaire. C'est sous sa voûte de pierre, ce soir-là, que battait le cœur d'une société entrée en résistance contre les peurs et contre l'obscurantisme.

Mobiliser les Européens au secours de cette majestueuse voûte gothique, aujourd'hui crevée à trois endroits par un incendie a priori «accidentel», aurait donc beaucoup de sens. Portée par les réseaux sociaux, intégrant les nouvelles technologies, surfant sur l'image populaire et laïque qui fait de ses murs, de son bourdon et de ses gargouilles des compagnons de notre imaginaire littéraire, artistique et musical, la résurrection de Notre-Dame peut servir d'horizon aux nouvelles générations de ce si vieux continent.

Il faudra de la patience. Cela prendra des années et des trésors d'ingéniosité pour reproduire les secrets des architectes du Moyen Age, puis de leurs successeurs. Tant mieux! Patience et conscience de l'histoire manquent trop, dans les débats actuels, pour ne pas saisir cette chance de les ressusciter.



STÉPHANE LAGOUTTE / MYOP



2 Temps fort

«Grâce à nous tous, Notre-Dame peut ressusciter»

RÉSILIENCE Pour les milliers de badauds agglutinés, mardi, aux abords de Notre-Dame, la reconstruction de la cathédrale sera «le chantier du siècle». Un chantier qui, une fois élucidées les raisons de l'incendie, pourra peut-être permettre de panser les plaies françaises

RICHARD WERLY, PARIS
@LTwerly

Les chaises de l'église Saint-Séverin, à quelques centaines de mètres de Notre-Dame sur la rive gauche de la Seine, n'ont pas désempli de la nuit. A terre, des cartons de boissons, biscuits et fruits ont été déposés par le gérant de la supérette voisine, alors que les *Salve Regina* se font encore entendre dans le chœur. Il est près de midi, ce mardi à Paris, et la silhouette noircie de Notre-Dame se profile au dehors. Traces de fumée sur la rosace de vitraux sud et les deux beffrois. Toiture écroulée sous le carcan d'échafaudages toujours en place. Plus de 200 tonnes de zinc et de plomb fondus, en plus de 500 tonnes de charpente, dans l'incendie le plus violent de l'histoire presque millénaire de cette cathédrale, dont la première pierre fut posée en 1163.

Thierry et son groupe de choristes se trouvaient là lundi soir, vers 18h30, lorsque le public présent à l'intérieur de la cathédrale a été évacué. La messe de cette première journée pascale venait d'être interrompue par une alerte que le prêtre, au début, a ignorée. Un quart d'heure pour vider l'édifice puis découvrir le pire: un départ de feu dans le dédale des poutres de la charpente, surnommée la «forêt». «Nous avons tout de suite commencé à prier, se souvient l'une des fidèles, septuagénaire. Et les visiteurs ont commencé à franchir la Seine et à affluer ici, à nous rejoindre, à chanter avec nous...»

L'espoir après l'effroi

C'est dans une autre église du cœur de Paris, Saint-Eustache, dans le quartier des Halles, que se tiendra vendredi la messe de Pâques, célébrée par l'archevêque de la capitale, Mgr Aupetit. Un choix douloureux, une déchirure pour tous ceux qui pensaient encore, ce matin, pouvoir pénétrer en fin de semaine dans le bâtiment éventré par la chute des poutres enflammées, sous la voûte à ciel ouvert, pour y célébrer le premier office de sa «résurrection».

Impossible. Au moins 72 heures seront indispensables pour sécuriser les abords immédiats du site. Sur le parvis, devant une nuée de caméras disposées tout au long d'une des nuits les plus longues de Paris, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, confirme l'extrême dangerosité des lieux. Cinq immeubles d'habitation ont

dû être évacués. Les deux beffrois rescapés, noircis par les fumées, semblent soupirer, comme soulagés. Débarrassée des milliers de touristes sur son parvis et dans l'île de la Cité, clôturée par la police, Notre-Dame offre son flanc de grande blessée dans un inhabituel silence. A «un quart d'heure près», les flammes, lundi soir, dévoraient ses deux tours. Une vingtaine de pompiers, montés dans leurs escaliers, y ont, entre 21h et minuit, affronté le feu en direct, presque au corps à corps. Puis l'incendie a reculé, chassé de cette façade dont Victor Hugo avait, dans son roman épique, déjà imaginé la meurtrière destruction.

Ce quart d'heure-là a tout changé. Incontrôlé, l'incendie menaçait de broyer la «structure» aujourd'hui rescapée, qu'il faudra étayer et consolider d'urgence. Désormais, un trou béant s'offre au regard derrière les deux tours. La voûte est exposée, déchirée, surplombée par les échafaudages tordus, trouée par la chute de la flèche, un peu avant 21h. Juchés sur des nacelles au bout de grues, pompiers et architectes examinent les dommages et descendent les dernières statues. Les ultimes lances anti-incendie se sont tues mardi, vers 10h du matin. Au sol, des nappes d'eau mêlées de cendres recouvrent le bitume. «Si l'un des beffrois était tombé, nos espoirs se seraient fracassés», admet Pauline Ndiaye, une étudiante sénégalaise venue se joindre, sous la voûte gothique de Saint-Séverin, à ce groupe de fervents catholiques.

«Un jour comme celui-ci doit être dédié à notre mémoire commune»

UN PHOTOGRAPHE FRANÇAIS

Car l'espoir est au rendez-vous. A Paris ce mardi, au pied de l'immense cathédrale mutilée, chacun s'échange informations et anecdotes pour mieux se prouver que la force de l'Eglise et de la foi ont triomphé du mal. Un résident de la rue Saint-Jacques, juste à côté de Saint-Séverin, montre à tous, sur son téléphone portable, les images de l'évacuation, le 11 avril dernier, des statues des 12 apôtres et des quatre évangé-

listes, juchés jadis sur le toit de Notre-Dame aujourd'hui écroulé. Toutes devaient être restaurées. Elles se trouvaient donc en lieu sûr lorsque le feu a pris dans des conditions encore inconnues, mais probablement «accidentelles».

Jacques, un serveur du Bistrot Saint-Michel resté ouvert toute la nuit, face au parvis, confirme à des touristes japonais que les vitraux de la rosace nord, la plus exposée à l'incendie, du côté de l'Hôtel de Ville, sont restés intacts. A chacun sa nouvelle positive, malgré la destruction des deux tiers du toit et la voûte qui devra, d'urgence, être renforcée. Un prêtre montre l'image de l'autel, miraculeusement indemne au cœur du transept, sous un amas de poutres noircies. La croix, tendue au-dessus par un câble, n'a pas bougé. Le mot «miracle» vient sur toutes les lèvres.

Autre miracle: le fait que le grand orgue de la cathédrale, avec ses cinq claviers et ses 3000 tuyaux, soit apparemment intact, seulement inondé par les pompiers. Idem pour les deux reliques les plus précieuses: la couronne d'épines du Christ et la tunique de Saint Louis, monarque capétien, principal fondateur de l'édifice dont il consacra le gros œuvre, en 1245, au retour de croisade. Portées dans la nuit à l'Hôtel de Ville de Paris, elles rejoindront bientôt le reste du trésor, exfiltré dans la nuit vers le Louvre.

La «résurrection»: cet autre mot court le long des quais de Seine, où chacun veut voir, dans la reconstruction annoncée, un signe d'espoir pour la France, pour l'Eglise et pour l'Europe. La mise entre parenthèses de la tumultueuse vie politique française, confirmée par Emmanuel Macron à 20h à la télévision, ravit presque les passants. Personne, parmi les Parisiens agglutinés sur les quais, ne se soucie des annonces présidentielles avortées de lundi, reproduites mardi après-midi dans la presse. Baisse d'impôts, réforme du scrutin législatif, suppression possible de l'Ecole nationale d'administration honnie... «On s'en fiche. Un jour comme celui-ci doit être dédié à notre mémoire commune. C'est bien plus important. La France est là. Grâce à nous tous, Notre-Dame peut ressusciter», s'exclame un photographe amateur, appareils en bandoulière.

Chacun parle d'histoire, de littérature, de Victor Hugo, de souvenirs partagés au pied de cette église dont les

MAIS ENCORE

Cinq ans de travaux

«Nous sommes un peuple de bâtisseurs, a asséné Emmanuel Macron. L'incendie de Notre-Dame nous rappelle que notre histoire ne s'arrête jamais»

Autre leitmotiv du président français: «Changer cette catastrophe en occasion de devenir meilleurs tous ensemble [...] Il nous revient de retrouver le fil de notre projet humain, passionnément français.» Un conseil des ministres dédié à Notre-Dame se réunit ce mercredi.



Le feu a été maîtrisé peu avant l'aube. La voûte et une grande partie de la charpente sont gravement endommagées.

guides rappellent aux touristes qu'elle est le cœur géographique de la France, puisque c'est de là que partent les distances kilométriques calculées à partir de Paris. Tout un peuple est au chevet de Notre-Dame. Tout un peuple veut la revoir debout «au plus vite», alors que les autorités parlent déjà de longues années de restauration et de travaux.

Deux étudiants en architecture partagent avec nous la meilleure manière, selon eux, de restaurer la «dame»: avec des arches de béton et d'acier, comme cela fut le cas pour la cathédrale de Reims, détruite par les bombardements de 1914-1918 et reconstruite grâce à la générosité du mécène Rockefeller. Voire. La collecte nationale, ouverte par la Fondation du patrimoine, est dans tous les esprits. La déshérence du patrimoine national religieux, coïncé entre l'Etat et l'Eglise, est jugée «désolante». Oui, ressusciter. Une enseignante passe à proximité, avec un groupe de lycéens de province. Eux aussi devaient, ce mardi, visiter

Notre-Dame. Et tous semblent plonger dans les feuilles de documentation distribuées de bon matin, dans leur bus, par leur professeure. Ils ont entre 15 et 18 ans. Tous se disent croyants, chrétiens ou musulmans. Tous regardent Notre-Dame, convalescente mitraillée par des milliers de téléphones portables. Il fait gris sur Paris. Tous ces jeunes se disent que cette reconstruction sera, pour sûr, «celle de leur génération». Les noms des personnalités qui firent la gloire mémorielle de l'édifice, de Napoléon à Charles de Gaulle en passant par tous les rois de France, ne leur disent pas grand-chose. Silence gêné. Jusqu'à ce que l'un d'eux se risque: «On a compris que c'était Notre-Dame pour tous. C'est de l'histoire. C'est un peu la maison France. Finalement, ce genre de catastrophes nous fait prendre conscience de ce que nous sommes.» La résurrection attendue de Notre-Dame sera peut-être, demain, ce ciment national que la France attendait. ■

Qui va payer pour le monument qui n'était pas assuré?

ASSURANCES Les autorités françaises rivalisent d'ingéniosité pour assurer le financement de la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame

Souscription nationale, conférence de donateurs, mécènes, cagnotte en ligne... Au lendemain de l'incendie qui a ravagé lundi soir la cathédrale Notre-Dame de Paris, les Français rivalisaient d'appels ingénieux pour financer sa reconstruction. A croire que le monument aux 14 millions de visiteurs par an n'était pas assuré.

C'est pourtant bien le cas. En vertu de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, les édifices religieux construits avant 1905 sont propriété des communes ou – pour le patrimoine national – directement en mains de l'Etat français.

Or, ce dernier a décidé en 1889 de se passer des «compagnies privées» dans l'assurance contre les incendies. Ce principe du Ministère des finances n'a pourtant pas été rendu public avant 2001, comme l'explique le portail La Vie Immo. La mise en place d'un dispositif anti-catastrophe avait alors forcé les autorités à l'exhumer. Selon ce rapport de 148 pages et ses 51 pages d'annexes, c'est bien à l'Etat de «garder lui-même la charge des conséquences du feu». En clair: en cas de sinistre, il pourra directement dans les deniers publics. C'est le principe d'auto-assurance.

Interpellé par *Le Temps*, le réassureur Swiss Re va dans la même direction. «La reconstruction sera probablement de la responsabilité de l'Etat. Les œuvres d'art et les reliques sont habituellement non

assurables parce qu'elles n'ont pas de prix», indique une porte-parole.

Aides publiques et responsabilité civile

Irraisonnable? Philippe Duvignac ne le pense pas. Directeur sociétaires de la Mutuelle Saint-Christophe, premier assureur des diocèses français, il rappelle que «l'Etat a la capacité d'engager des fonds de manière beaucoup plus importante que n'importe quel assureur privé».

Les collectivités publiques ont d'ailleurs déjà commencé à faire tourner la planche à billets des aides publiques. La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, a annoncé qu'elle allait débloquer 10 millions d'euros d'«aide d'urgence pour aider l'archevêché à faire les pre-

miers travaux» de reconstruction. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a elle annoncé 50 millions d'euros.

La question de la responsabilité de l'incendie doit pourtant encore être éclaircie. Et notamment la possibilité que l'auto-assureur, l'Etat, se retourne contre une partie tierce. Une enquête a été ouverte lundi soir par le parquet de Paris pour «destruction involontaire par incendie». La police judiciaire a d'ores et déjà communiqué son intention d'interroger les ouvriers, issus de cinq entreprises, qui travaillaient sur la rénovation du bâtiment depuis l'été dernier.

Une fois les responsabilités établies (ce qui pourrait nécessiter un procès), les assurances privées pourraient être amenées à verser des indemnités dans la limite de la responsabilité civile de leurs clients,

prévue par contrat. «Mais, au vu de l'ampleur du sinistre, il y a peu de contrats qui couvrent les montants évoqués», précise Philippe Duvignac. Ensuite, ce sont les restaurateurs qui pourraient devoir passer à la caisse, pour autant qu'ils soient solvables. Et qu'une culpabilité puisse être établie. «Ce qui semble compliqué vu l'état de la charpente», précise l'assureur.

Le raisonnement se décline donc au conditionnel, tant que la cause du départ du feu n'est pas connue, comme le précise Swiss Re. Et son service communication d'ajouter: «A ce stade, nous ne pouvons indiquer si Swiss Re sera impacté. Nous évaluons la situation.» ■

ADRIÀ BUDRY CARBÓ
@AdriaBudry



magées. (CHRISTOPHE PETIT TESSON/POOL VIA REUTERS)

«Reconstruire à l’identique, on n’y arrivera pas»

AVENIR Emmanuel Macron a promis que le chantier durerait cinq ans. Les questions sur l’incendie, les possibilités et les limites de la reconstruction, l’ampleur des dommages demeurent. Des experts répondent

1 • QU’A-T-ON APPRIS DEPUIS LUNDI SOIR?

En direct à la télévision mardi soir, Emmanuel Macron n’est pas revenu sur les circonstances du départ des flammes, objet de l’enquête pour «destruction involontaire» du parquet de Paris. Or elles restent loin d’être élucidées. Le déroulement des événements? Il est 18h20 lorsque retentit, lundi, la première alerte incendie. La messe de 18h15 commence tout juste en ce premier jour de la Semaine sainte. Consigne est donnée d’évacuer la cathédrale tandis que des pompiers se rendent sous les combles. Aucun feu n’est signalé. Le répit sera de courte durée. Seconde alerte à 18h43. Cette fois, des flammes sortent des combles, au niveau de l’échafaudage qui, depuis quelques semaines, enserre la flèche construite lors de la rénovation menée, entre 1844 et 1864, par Viollet-le-Duc. La charpente enflammée n’était pourtant pas concernée par les travaux, consacrés à cette flèche altérée par le temps. Officiellement, toutes les précautions avaient été prises. Aucun fil électrique n’était autorisé dans la «forêt» de poutres. Des produits chimiques pour traiter les bois et les sculptures y étaient en revanche entreposés. Entre l’Eglise et l’Etat, propriétaire du bâtiment mais sans ressources, les différents sur les frais d’entretien étaient récurrents. Beaucoup d’experts jugeaient Notre-Dame «déliquescence». Que s’est-il passé entre 17h, lorsque les ouvriers des cinq entreprises impliquées ont quitté les lieux, et ce moment fatidique où le feu s’est déclaré? Une dizaine

d’ouvriers ont déjà été auditionnés par la police. Le procureur de Paris Rémy Heitz a affirmé mardi que «rien ne va dans le sens d’un acte volontaire», tout en annonçant des investigations «longues et complexes».

2 • QUELLE EST L’AMPLEUR DES DOMMAGES?

«Les deux tiers de la toiture de Notre-Dame ont été ravagés», a précisé le général Jean-Claude Gallet, commandant des sapeurs-pompiers de Paris. Le grand orgue «n’a pas été brûlé». Mais sa structure pourrait souffrir de dégâts infligés par le sinistre, a indiqué l’un des trois organistes titulaires de la cathédrale. Lundi soir, le feu s’est «propagé très rapidement sur l’ensemble de la toiture», sur 1000 m² environ. La structure de Notre-Dame de Paris «tient bon», a relevé le secrétaire d’Etat à l’Intérieur Laurent Nuñez. Les «vulnérabilités» identifiées dans l’édifice se trouvent au niveau de la voûte et du transept nord. Le sauvetage de la cathédrale s’est joué «à un quart d’heure, une demi-heure près». Le mystère perdurait encore, mardi, sur la sauvegarde des vitraux muraux, en dehors des trois grandes rosaces préservées. Plusieurs vitraux auraient «explosé» car le plomb qui les lie a fondu. Entre 5 et 10% des œuvres d’art seraient perdues. Symbole: le coq per-

ché au sommet de la flèche, tombé au sol, a été retrouvé. Cabossé.

3 • LA RECONSTRUCTION EST-ELLE POSSIBLE?

«Reconstruire à l’identique, on n’y arrivera jamais, répond Thomas Büchi, maître charpentier à Genève. Les chênes utilisés pour la charpente en 1250 avaient été préparés durant 50 ans: coupe en hiver, en phase de Lune descendante, 25 ans dans des marais pour les renforcer. La reconstruction à l’identique est-elle d’ailleurs souhaitable ou faut-il oser une charpente moderne? Ma religion n’est pas faite. En 2019, on ne construit pas comme en 1250. Il y aura des voix pour dire qu’il ne faut pas rebâtir le tout en bois, vu que cela brûle. Alors que l’on peut bien évidemment protéger ces structures avec des «sprinklers» [équipements d’extinction fixes à déclenchement automatique, ndlr]. Je ne sais d’ailleurs pas pourquoi un tel système n’avait pas été installé à Notre-Dame.»

4 • QUELS SERONT LE COÛT ET LE CALENDRIER?

Emmanuel Macron a fixé l’agenda: 2024 devra voir l’achèvement des travaux. Ce qui correspond à l’estimation de Thomas Büchi: «L’argent nécessaire sera vite récolté, je ne me fais pas de souci (700 millions d’euros d’annonces ont déjà été enregistrés, avec, côté privé, des dons des milliardaires Pinault, Arnault, Bettencourt ou Bouygues, de Total). Un temps d’étude sera nécessaire pour tester la solidité de la structure en pierre. Il faudra ensuite déterminer s’il faut reconstruire une flèche ou pas. Il faudra beaucoup d’abnégation, de passion, de persévérance pour reconstruire ce merveilleux édifice.» ■

RICHARD WERLY, DAVID HAEBERLI
@Tlwerly, @David_Haeberti

«Les chênes utilisés pour la charpente en 1250 avaient été préparés durant 50 ans»

THOMAS BÜCHI, MAÎTRE CHARPENTIER À GENÈVE



La cathédrale en 1880. (DOMAINE PUBLIC)

Notre-Dame de Paris, corps plastique de l’histoire française

ARCHITECTURE L’effroi créé par l’incendie géant de la cathédrale ne doit pas faire oublier que le monument a été plus souvent modifié et transformé qu’on ne le croit

Les premiers hommes regardaient déjà vers le ciel: les premières traces d’un édifice religieux sur l’île de la Cité remontent aux Gaulois, qui y avaient édifié des autels, qu’à leur arrivée les Romains remplacèrent par des temples. Eux-mêmes furent ensuite détruits par les premiers chrétiens, qui y construisirent une basilique dont les vitraux «retenaient captifs les rayons du soleil», s’émerveillait le poète chrétien du VIe siècle Fortunat. Las, les invasions normandes eurent raison de l’édifice, qui fut entièrement reconstruit au IXe siècle. La deuxième basilique Saint-Etienne était très grande et très riche, comprenant des piliers de marbre, des mosaïques. A son tour, l’édifice dut être reconstruit trois siècles plus tard, tant Paris avait grandi.

Embellir sans cesse

C’est en 1160, sous Louis VII le Jeune, que le nouvel évêque de Paris, Maurice de Sully, décida de doter Paris d’une cathédrale qui manifesterait dans la cité la puissance des Capétiens, l’essor démographique de la ville et le rayonnement des écoles-cathédrales, alors que Laon, Sens ou Senlis avaient déjà leurs cathédrales gothiques. La première pierre est posée en 1163 et les premiers travaux allèrent vite, compte tenu des contraintes de l’époque, d’autant qu’il fallait laisser en place l’ancienne église, pour la continuité des offices.

C’est à la Révolution qu’elle connaîtra les plus grands dommages: la nef sert de lieu de stockage, les objets en plomb sont fondus, la flèche est démontée...

Achat des terrains alentour pour dégager de l’espace, percement d’une rue dans un quartier qui était suroccupé, et lancement des travaux qui font venir à Paris l’élite des maçons, charpentiers et architectes: quand l’évêque-bâtitseur meurt en 1196, le chœur et la nef sont quasiment achevés. La dentelle de pierre progresse lors de plusieurs campagnes de travaux, et sous Saint-Louis, en 1239,

Notre-Dame s’impose comme haut lieu de la chrétienté d’Europe en accueillant la Sainte Couronne, cette couronne d’épines posée sur la tête du Christ avant sa crucifixion, selon la tradition chrétienne. En 1240, la cathédrale est «fonctionnelle», dirait-on aujourd’hui. Mais les travaux continuent jusqu’au milieu du XIVe siècle, tant les bâtisseurs de cathédrales et leurs donneurs d’ordre revoient sans cesse leur ouvrage pour l’embellir, le renforcer, le réparer. Les portails du transept, construits en style roman, sont ainsi reconstruits en style gothique. Signe qu’ils sont désormais reconnus, les noms des nouveaux maîtres d’œuvre sont connus – Jean de Chelles, Pierre de Montreuil...

Flèche controversée

Boudée quand le gothique n’est plus dans l’air du temps, Notre-Dame continue d’évoluer. Ses murs sont passés au blanc sous Louis XIV et les vitraux colorés jugés trop sombres seront même remplacés par du verre blanc – les rosaces sont préservées. En 1771, l’architecte Soufflot en vient à détruire le trumeau du portail central qui gênait les processions et empêchait le passage du dais... Mais c’est à la Révolution qu’elle connaîtra les plus grands dommages: la nef sert de lieu de stockage, les objets en plomb sont fondus, la flèche est démontée, toutes les grandes statues des portails sont détruites, à l’exception d’une Vierge sur le portail du cloître. Et le 27 octobre 1793 on passe une corde au cou des 28 statues de rois de la galerie des rois, on tire – et les 28 statues s’écraient sur le parvis, sur décision de la ville.

En 1804, Napoléon 1er s’y fait couronner, donnant lieu à un célèbre tableau de David. Mais c’est surtout le *Notre-Dame de Paris* de Victor Hugo, en 1831, qui remet au goût du jour la cathédrale, en triste état. «Restaurer un édifice, ce n’est pas l’entretenir, le réparer ou le refaire, c’est le rétablir dans un état complet qui peut n’avoir jamais existé à un moment donné.» Son credo pousse l’architecte Viollet-le-Duc, seul aux commandes de sa restauration à partir de 1857, à installer notamment une flèche XIXe à la croisée des transepts, quand l’originale avait disparu à la Révolution – c’est cette flèche qui a brûlé lundi soir. C’est la dernière transformation majeure qu’a connue la cathédrale, qui a échappé au feu des communards et n’a pas souffert des deux guerres mondiales. L’importance de la polémique de l’époque, toujours pas éteinte aujourd’hui, donne un très faible avant-goût de ce qui attend les amoureux de Notre-Dame. ■

CATHERINE FRAMMERY
@cframmary



NOS LECTEURS ET NOTRE-DAME

LA CATHÉDRALE DE PARIS QUI S'EMBRASE: L'IMAGE A MARQUÉ LES LECTEURS DU «TEMPS». ILS RACONTENT LEUR LIEN AVEC CE MONUMENT HISTORIQUE

Enseignante dans le canton de Vaud, la Française Claire Duquenoy livre un témoignage émouvant sur la cathédrale Notre-Dame. Le monument historique est la clé de voûte de son existence, un lien entre les générations d'une même famille. Nous avons décidé de publier son texte en intégralité.

On est en 1992, j'ai 13 ans. Pour me faire plaisir et parce que je n'y suis jamais allée, mes grands-parents décident de m'emmener à Paris. A Besançon, avec mon grand-père, on prépare notre voyage et il me parle de Notre-Dame de Paris: Victor Hugo, Quasimodo, Esmeralda, la rosace, la «forêt de chênes» qu'il a fallu abattre pour construire cette cathédrale quasi millénaire... tout y passe, mais je sens bien que mon grand-père a très envie d'aller explorer la charpente, à la recherche du «Bourdon», Emmanuel, ainsi que des autres cloches.

Il fait un peu frais mais beau ce jour où j'arrive sur le parvis de la cathédrale, très impressionnée par les deux grandes tours, mais aussi par les touristes qui sont si nombreux. Je me souviens de la fraîcheur ressentie en entrant dans cet édifice imposant, l'obscurité soudaine, le silence. J'aime d'emblée cet endroit mythique. On fait la visite, mon grand-père protestant saupoudrer ses explications littéraires, religieuses et historiques de quelques taquineries pour faire bisquer ma grand-mère catholique,

j'adore. Et puis soudain, mon grand-père se tait, et nous faisons face à cette gigantesque et magnifique rosace.

Avec les rayons du soleil qui nous parviennent au travers, le spectacle est de toute beauté. On se pose, silencieux, on profite de l'instant. Nous monterons ensuite dans les tours, nous emprunterons ces petits escaliers de bois pour aller voir Emmanuel. Je verrai mon grand-père devant moi, avaler les marches comme un gamin qui se presse pour aller ouvrir ses cadeaux de Noël. Toute la charpente est impressionnante, je comprends mieux pourquoi on parle d'une «forêt». Je caresse du bout des doigts des poutres pluricentennaires, c'est très émouvant. Emouvant aussi de tenter de s'imaginer, du haut de ses 13 ans, le travail titanesque que ça a demandé aux hommes de l'époque de bâtir une telle cathédrale.

On est en 2002, j'ai 23 ans. Je viens à peine de finir mes études et je sillonne les rues de Paris avec mon bébé dans sa poussette. On vient de s'installer à Asnières et je profite des beaux jours pour me promener dans la capitale avec ma petite Louise. Elle n'aime pas spécialement la chaleur, et j'ai bien envie de retourner à Notre-Dame pour m'offrir une petite madeleine de Proust tout en lui offrant un peu de fraîcheur. Rien ou presque n'a changé en dix ans. J'appelle mon



Les rosaces de Notre-Dame ont été construites au XIIIe siècle. [PATRICK KOVARIK/AFP]

grand-père depuis le parvis pour lui dire que je l'ai juste sous les yeux, qu'elle est toujours aussi belle, aussi majestueuse et qu'il y a toujours autant de touristes!

Comme je m'occupais de mon bébé dans l'année qui a suivi, j'y reviendrai souvent, quelle que soit la saison. C'est comme la vue qu'on a du Léman, des Alpes et du Mont-

Blanc, en descendant depuis Saint-George: la beauté est telle qu'on ne s'en lasse jamais. Au fil des mois, je reviendrai souvent à Notre-Dame, je contemplerai la rosace, mais

bébé/poussette oblige, je ne grimperai pas voir les cloches.

On est en 2007, j'ai 28 ans. Je ne suis pas revenue à Paris depuis plusieurs années, depuis notre déménagement en fait. J'ai un petit week-end de prévu avec des amis là-bas, donc pas vraiment le temps pour du tourisme, mais avant de reprendre mon train le dimanche, je sais que je passerai à Notre-Dame. Je n'ai pas beaucoup de temps, alors je resterai sur le parvis et je me contenterai de me souvenir de mes grands-parents, de mes excursions en poussette...

On est en 2019, j'ai 40 ans, j'habite sur La Côte depuis bientôt cinq ans et ce soir mon cœur se serre en voyant les images à la télévision. Voir la flèche tomber dans les flammes est d'une tristesse infinie, et j'ai du mal à me concentrer sur les commentaires. J'ai peur pour les pompiers sur place aussi. Ce soir, je fais partie de ces milliers de personnes qui ont chacune des souvenirs liés à cet endroit si singulier. Mon grand-père n'est plus là depuis un bail, et Louise, qui vient d'avoir 17 ans, est maintenant au Gymnase de Nyon. C'est vraiment la tristesse qui domine ce soir: la perte d'une grande partie d'un monument rare doublée de l'impossibilité d'y amener un jour mes trois filles pour qu'elles la voient comme mes grands-parents et moi l'avons connue.

Une idée, une remarque ou une critique? hyperlien@letemps.ch

COURRIER

LES YEUX REMPLIS DE LARMES

Originaire de Sion, Julie Michel raconte un séjour à Paris chargé d'émotions. Elle était adolescente et venait d'apprendre une terrible nouvelle.

Ma première visite à Paris remonte à mes 15 ou 16 ans. Un soir, la mauvaise nouvelle tombe. Un ami proche de mes parents, atteint d'une tumeur cérébrale, vient de décéder. Nous avions prévu de visiter Notre-Dame le lendemain. Nous nous y rendons dans la matinée et je suis d'abord impressionnée par la façade et le parvis. A la seconde où j'entre dans l'édifice, je suis bouleversée tant par la beauté qui m'en-toure que par les émotions qui m'envahissent. Je regarde ma mère et nous avons toutes deux les yeux remplis de larmes. Nous avons allumé une bougie avant de nous recueillir dans ce lieu si symbolique.

Aujourd'hui, devant ma télévision, je suis sous le choc, sidérée. Je repense à toute cette beauté, ces richesses culturelles, ce patrimoine. Et je pleure...

UN PRESENTIMENT

Le Chaux-de-Fonnier Christian Georges raconte un bref moment près de la cathédrale, avant un retour en Suisse.

Ce qui se joue ce soir est impensable. Je reste scotché devant mon poste de télévision comme au soir du 11 septembre 2001. L'incrédulité est la même qu'au soir de l'attentat du Bataclan.

J'étais à Paris le 24 mars dernier. Au risque de manquer le train du retour, j'ai choisi de sortir du métro au Pont-Neuf, puis de poursuivre à pied jusqu'à Notre-Dame. Pour aller la saluer et la prendre en photo, comme on va poser sa main sur le tronc de l'arbre multiséculaire lors d'une balade en forêt. Un pressentiment?

UNE DÉESSE QUI S'EFFONDRE

Il a quitté Martigny pour vivre à Paris. Ronysson Gillieron est installé dans la capitale française depuis un an. Il raconte sa soirée au chevet de Notre-Dame.

Je sortais de la bibliothèque de Pompidou lorsque nous avons vu, avec ma compagne, cet énorme nuage de fumée jaune et blanc. Nous recevons en même temps la notification que Notre-Dame est en feu. Nous nous dépêchons et lorsque nous arrivons dans la rue qui donne sur le monument, nous voyons cet énorme feu... Une émotion incroyable nous submerge à ce moment-là. Plus de 200 personnes sont déjà présentes dans la rue. Nous essayons tant bien que mal de nous rapprocher. Pour pouvoir admirer Notre-Dame, une déesse qui s'effondre sous nos yeux.

Nous prenons une première photo quelques secondes avant la chute de la flèche. Le seul moment où les centaines de personnes présentes sur le parvis de l'Hôtel de Ville ont émis un bruit. Un cri d'effroi... C'est une triste soirée à Paris. Un rassemblement de tout un pays. Une tristesse mondiale. Nous avons eu la chance de lui dire adieu. La voir une dernière fois. Comme pour lui dire je t'aime. Nous sommes forts et cette ville est belle. La cathédrale faisait partie du patrimoine de Paris et de la France. Elle le sera à jamais.

UN GOÛT D'ÉTERNITÉ

Claire Muller partage un souvenir familial.

Un souvenir personnel lié à Notre-Dame de Paris: un concert nocturne de musique sacrée en octobre 2017 avec mes enfants endormis sur mes genoux... Pour moi, ça avait un goût d'éternité.

UNE SÉANCE DE CRISE ORGANISÉE À LAUSANNE

UNE RÉUNION EXCEPTIONNELLE A EU LIEU MARDI MATIN POUR ÉVOQUER LA SÉCURITÉ DE LA CATHÉDRALE DE LAUSANNE. LE CHEF DU SERVICE DE PROTECTION ET DE SAUVETAGE SE VEUT RASSURANT

L'incendie survenu à la cathédrale Notre-Dame de Paris pose la question de la sécurité des bâtiments historiques. Où en est la Suisse face à des failles potentielles? La cathédrale de Lausanne est-elle bien protégée? La question se pose avec suffisamment d'acuité pour qu'une réunion extraordinaire ait été convoquée mardi matin. Le chef du Service de protection et sauvetage de Lausanne (SPSL), Sylvain Scherz, se veut rassurant face à ces inquiétudes.

Quel est le dispositif de sécurité actuel en cas d'incendie de la cathédrale? La cathédrale est un point de vigilance, de même que toutes les infrastructures qui ont une importance patrimoniale. Un dossier d'intervention est établi: il s'agit d'un plan d'action qui définit toutes les modalités à suivre en cas d'urgence. Le procédé n'est pas extraordinaire, les plans sont quelque chose de standard, établi en amont par la police du feu. De plus, le concept d'évacuation est mis à jour régulièrement avec l'intendant de la cathédrale, et s'appliquerait si une évacuation du public lors des offices devait avoir lieu.

Une alarme est installée à l'intérieur de la cathédrale. Elle déclencherait une procédure d'intervention. Il serait ainsi possible de détecter l'incendie de manière précoce et d'agir au plus vite. Les feux se propageant de façon exponentielle, il est essentiel de pouvoir envoyer une équipe plus rapidement et éviter l'escalade.

Les colonnes sèches, présentes dans la cathédrale de Notre-Dame de Lausanne et dans certains immeubles récents, permettent d'acheminer l'eau de façon rapide lors des incendies [aucun tuyau de ce type n'existe dans le monument historique qui a pris feu, ndlr], évitant ainsi de devoir déployer tout le matériel alors que le temps est compté.

Une vigilance accrue sera-t-elle mise en œuvre lors des prochains travaux de rénovation? Les services de protection n'ont pas identifié de risques particuliers lors des travaux de rénovation à Lausanne. Mais l'expérience parisienne et les expertises qui vont ressortir pourraient éventuellement mettre en évidence des points de vigilance particuliers à surveiller et à intégrer dans le futur.

A ce jour, les sapeurs-pompiers du SPSL n'ont jamais eu à intervenir pour un incendie confirmé. En revanche, ils sont présents à titre préventif, notamment lors des illuminations du Nouvel An. Ils se forment en continu à la cathédrale, avec différents engins (comme des échelles automobiles ou un bras élévateur). A l'été 2015, l'exercice «Tornado» avait permis aux sapeurs-pompiers de procéder à l'évacuation de plusieurs personnes, depuis le premier étage de la cathédrale, au moyen du bras élévateur.

Les contrôles de sécurité vont-ils évoluer à la suite du drame parisien? Nous testons régulièrement les accès. En organisant des tests avec des camions pour vérifier l'accessibilité

du bâtiment, au minimum une fois par an. Mais nous le faisons en réalité beaucoup plus souvent. Si des changements devaient avoir lieu pour évacuer le bâtiment, la direction générale du patrimoine du canton de Vaud nous informerait et nous travaillerions avec les sapeurs-pompiers.

Dans le futur, il n'y aura pas de besoin de modification particulière. En tout cas, rien n'a été décidé pour l'instant. Des mesures d'urgence face à une potentielle faille ne sont pas nécessaires. Mais les mesures préventives sur la cathédrale vont être maintenues. Elles garantissent un niveau satisfaisant en termes de sécurité publique. Il n'y a donc pas de crainte particulière à avoir pour l'instant.

COLLECTION

Fifty Fathoms



JB
1735
BLANCPAIN
MANUFACTURE DE HAUTE HORLOGERIE

©Photograph: Laurent Ballesta/Gombessa Project



RAISE AWARENESS,
TRANSMIT OUR PASSION,
HELP PROTECT THE OCEAN

www.blancpain-ocean-commitment.com

RUE DU RHÔNE 40 · 1204 GENEVA · TEL. +41 (0)22 312 59 39
BAHNHOFSTRASSE 28 · PARADEPLATZ · 8001 ZÜRICH · TEL. +41 (0)44 220 11 80

Le général Subianto vise l’Indonésie

ASIE DU SUD-EST Malgré son échec à l’élection de 2014, un officier au passé controversé brigue à nouveau mercredi la présidence du plus grand pays musulman du monde en s’appuyant sur les islamo-conservateurs

ROSA BROSTRA, HONGKONG

C’est un match retour, mais à cinq ans d’intervalle. Et c’est peut-être, pour cet ex-officier des forces spéciales de 67 ans au passé controversé qui lorgne depuis quinze ans sur le pouvoir, une ultime occasion de se hisser à la tête du plus grand pays musulman du monde. Au terme d’une campagne de sept mois où il aura électrisé les foules, Prabowo Subianto défie mercredi le sortant Joko Widodo lors de la présidentielle indonésienne. Une réédition de l’affiche de 2014 qui avait tourné de justesse à l’avantage de celui que tout le monde appelle «Jokowi».

«Son alliance avec les islamistes est de circonstance. Aucune des deux parties ne fait confiance à l’autre»

MARCUS MIETZNER, SPÉCIALISTE DE L’INDONÉSIE À L’UNIVERSITÉ NATIONALE AUSTRALIENNE



Prabowo Subianto en meeting, dans un stade de Djakarta, début avril. (WILLY KURNIAWAN/REUTERS)

Aujourd’hui, «Jokowi», ex-gouverneur de Djakarta, n’est cependant plus l’outsider du paysage politique indonésien, mais un chef d’Etat en exercice de 57 ans au bilan économique contrasté, notamment parce que la croissance, pas aussi forte qu’il l’avait espéré, n’a pas suffi pour sortir des dizaines de millions d’Indonésiens de la pauvreté. Une brèche dans laquelle Prabowo Subianto s’est engouffré lors de discours enflammés, jouant à fond la carte de l’homme à poigne dénonçant des élites corrompues de la capitale qui auraient abandonné le peuple à sa misère et vendu les bijoux de la nation aux capitaux étrangers.

Un paradoxe quand on sait que l’ancien général est tout sauf un novice. Né en 1951 au sein de la riche aristocratie javanaise, cet homme qui a fait une partie de ses études à Londres est étroitement associé à l’histoire politique de son pays puisqu’il est l’ancien gendre de l’ex-dictateur Suharto.

Accusations d’enlèvements
Ses agissements en tant que général sous le règne de Suharto (1967-1998) demeurent encore aujourd’hui très controversés puisque les forces spéciales qu’il commandait furent accusées, entre autres, d’être derrière des enlèvements de mili-

tants de la démocratie. Des ONG l’accusent également d’exactions contre le mouvement indépendantiste timorais. Après son départ de l’armée en 1998, l’officier s’exile en Jordanie avant de revenir quelques années plus tard pour se jeter dans la bataille politique. En 2009, il est candidat malheureux à la vice-présidence sur le ticket de l’ex-présidente Megawati Sukarnoputri, la fille du héros de l’indépendance indonésienne Soekarno.

Troisième plus grande démocratie du monde, l’Indonésie (266 millions d’habitants dont plus de 85% de musulmans) est également une terre de progression d’un islam

conservateur. Et Prabowo n’a pas ménagé les efforts pour séduire la frange radicale de l’islam. Un choix très stratégique. «Il est proche des groupes islamistes depuis 1998», explique Marcus Mietzner, spécialiste de l’Indonésie à l’Université nationale australienne (ANU). «Bien qu’il ne soit pas lui-même religieux, il a utilisé les islamistes comme groupe de pression politique, et ils l’utilisent en retour pour se rapprocher du pouvoir.» Mais, insiste ce chercheur, «son alliance avec les islamistes est purement de circonstance. Aucune des deux parties ne fait confiance à l’autre.»

Joko Widodo a d’ailleurs lui aussi cherché à flatter l’électorat musulman conservateur, en choisissant pour son ticket comme candidat à la vice-présidence l’ouléma Maruf Amin, 75 ans, dont les prises de position inquiètent les plus libéraux. «La société a déjà glissé vers la droite religieuse. Mais ce n’est pas de la seule responsabilité de Prabowo, relève Marcus Mietzner. Jokowi a également poussé le pays dans ce sens-là.»

S’il a fait la cour aux mouvements islamo-conservateurs, dénoncé la prétendue corruption des élites, Prabowo a aussi cherché à séduire les 193 millions d’électeurs en culti-

vant, avec le Mouvement pour une grande Indonésie (Gerindra) qu’il a fondé en 2008, la fibre nationaliste. Cet homme qui s’affiche volontiers à cheval dans des postures militaires n’a pas eu de mots assez durs pour dénoncer les investissements chinois dans le pays et l’ouverture de l’économie par un président résolument partisan du libéralisme.

Bilan économique contrasté
«Le scrutin de 2019 est largement un référendum sur le bilan de Jokowi, particulièrement en matière économique», analyse le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS). «Si ce bilan est contrasté, aucun des candidats n’a proposé de nouvelles idées majeures et le prochain leader indonésien n’apportera probablement pas de changement d’importance en termes de politique économique.»
Prabowo Subianto a accusé Joko Widodo d’avoir, pendant ses sept mois de campagne, utilisé à des fins électorales les différents échelons du pouvoir et des institutions comme l’armée et la police. Des allégations légitimes aux yeux de certains spécialistes de l’archipel aux 17000 îles. Même si cela n’est certainement pas le seul facteur de la confortable avance présumée du président sortant.
En 2014, Jokowi l’avait emporté de justesse (53,1% contre 46,8%). Mais les observateurs parient sur une victoire cette fois beaucoup plus large. «Tous les instituts de sondage crédibles placent Prabowo 15 à 20 points derrière, observe Marcus Mietzner. Une victoire de Prabowo sonnerait le glas des sondages politiques en Indonésie.» Une nouvelle défaite de l’ex-général, en revanche, pourrait laisser le champ libre, en vue de la présidentielle de 2024, à son colistier, l’homme d’affaires Sandiaga Uno, 49 ans, qui a gagné en popularité au cours de la campagne et pourrait bien représenter le véritable changement que Prabowo peine à incarner. ■

L’Allemagne partagée sur l’aide au suicide

EUTHANASIE La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a entrepris de débattre sur la fin de vie. Depuis quatre ans, législateur et justice se sont contredits sur la question, rendant la situation si opaque que médecins et patients ne savent plus ce qui est permis

Helmut Feldmann espère vivre encore assez longtemps pour être enfin fixé. Social-démocrate depuis trente ans, anciennement actif dans la politique communale à Dortmund, il est atteint d’une maladie chronique des bronches, une BPCO, qui lui donne régulièrement l’impression d’étouffer et lui interdit le moindre effort. Il sait que, lorsque sa fin sera proche, aucun soin palliatif, aucune morphine ne pourra soulager ses douleurs. Sa sœur, atteinte de la même affection, est morte dans d’atroces souffrances après avoir échoué à se trancher les veines.

«Toute ma vie j’ai respecté les lois, explique le septuagénaire. Mais cette loi-ci, je ne la respecterai pas.» Helmut Feldmann évoque le paragraphe 217 du Code pénal, adopté en novembre 2015 par le Bundestag à l’issue de débats enflammés. Régulièrement interviewé par la presse allemande, il a déposé – aux côtés de médecins, d’autres patients et d’associations notamment

suisses d’aide à la fin de vie – un recours devant la Cour Constitutionnelle, qui doit permettre aux personnes incurables souhaitant abréger leurs souffrances de le faire dignement.
La situation semble pour l’heure inextricable. «Il ne s’agit pas de réaliser une évaluation morale ou politique du suicide et de son impact sur la société mais d’établir l’étendue de la liberté limitée par la menace de poursuites», explique le président de la cour, Andreas Vosskuhle, lors de l’ouverture des débats. Dans un pays fortement marqué par les pratiques d’euthanasie du IIIe Reich à l’encontre des personnes handicapées, un pays où les Eglises catholique et protestante jouent un rôle prépondérant (seuls 16% des députés du Bundestag se disent aujourd’hui «sans confession»), le sujet polarise.

Au nom de la dignité
En novembre 2015, au terme de débats passionnés, le Bundestag a banni l’assistance organisée au suicide, passible de 3 ans de prison. Mais deux ans plus tard, la Cour administrative de Leipzig, la plus haute juridiction administrative allemande, a rendu une décision inattendue: les juges ont considéré que, dans des cas exceptionnels, l’Etat ne pouvait empêcher l’accès

d’un patient à des produits anesthésiques qui lui permettraient de se suicider de manière digne et sans douleur. Les fonctionnaires de l’Institut du médicament de Bonn étaient chargés de décider quel patient aurait accès au pentobarbital de sodium, utilisé dans l’aide au suicide. Une centaine de personnes

Dans un pays marqué par les pratiques d’euthanasie du IIIe Reich, le sujet polarise

ont déposé un dossier. Mais quelques mois plus tard, le très conservateur nouveau ministre de la Santé, Jens Spahn (CDU), a contraint l’administration à rejeter toutes les demandes.
Pour les familles de patients incurables en fin de vie, c’est l’incompréhension. Les plaignants – dont Helmut Feldmann – estiment que la législation actuelle viole les articles 1 et 2 de la Loi fondamentale, la Constitution allemande, sur le «respect intangible» de la

«dignité humaine». «Il n’y a pas seulement un droit à la vie mais aussi un droit à une mort responsable», estime le médecin Michael de Ridder, lui aussi plaignant. Trente pour cent du corps médical serait favorable à l’assistance au suicide pour les patients incurables.
Pour l’heure, la situation est des plus confuses. «Dans la situation actuelle, seul un profane peut fournir une assistance au suicide, résume Jochen Taupitz, spécialiste d’éthique en médecine. Le médecin peut aussi le faire. Mais une fois seulement. Le paragraphe 217 interdit l’assistance au suicide «commerciale» et par «commerciale», la loi entend «de façon répétée». Mais si un médecin aide un patient incurable à mettre fin à sa vie, il le fait par conviction. Et s’il a agi une fois par conviction, il sera tenté de le faire de nouveau avec d’autres patients dans la même situation!» En Europe, trois pays (la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas) ont légalisé l’euthanasie. La Suisse, la France, la Grande-Bretagne et les pays scandinaves tolèrent l’assistance au suicide pour les personnes incurables. L’Italie, l’Irlande et la Pologne interdisent toute forme de suicide assisté. ■
NATHALIE VERSIEUX, BERLIN

EN BREF

Recherche fébrile d’une épave ultra-secrète

Une semaine après la disparition au large du nord-est du Japon d’un avion de chasse F-35A, des navires militaires américains et japonais s’activent pour retrouver tous les morceaux de l’épave afin de protéger ses précieux «secrets». Les radars avaient perdu la trace de l’appareil le 9 avril au-dessus du Pacifique alors qu’il participait à une mission d’entraînement à l’est de la base de Misawa (nord-est du Japon). Akira Kato, professeur de politique internationale et de sécurité régionale à l’Université J.F. Oberlin de Tokyo, estime que la Chine et la Russie seraient «très intéressées de trouver ne serait-ce qu’une vis de cet avion dernier cri». AFP

Plus de 60000 personnes ont fui le Nicaragua

Plus de 60000 personnes ont fui le Nicaragua depuis le début de la crise politique il y a un an, la plupart se réfugiant au Costa Rica voisin, a annoncé mardi l’ONU. Depuis le 18 avril 2018, les violences politiques dans ce pays d’Amérique centrale ont fait plus de 325 morts, en majorité dans les rangs de l’opposition au président Daniel Ortega, tandis que plus de 600 opposants ont été jetés en prison. AFP

MAIS ENCORE

Soupçon de complicité

Le pilote de l’hélicoptère pris en otage par Redoine Faïd pour permettre son évasion en 2018 et sa belle-fille ont été placés en garde à vue, a-t-on appris de source proche de l’enquête mardi. Les enquêteurs ont découvert que la jeune femme avait entretenu une relation épistolaire avec le braqueur. AFP

«L'Office fédéral des transports a usurpé son rôle»

TRANSPORTS A la veille de sa retraite, Matthias Finger, professeur de l'EPFL et bon connaisseur des entreprises publiques, publie un pamphlet qui propose de redistribuer les cartes et les rôles entre les CFF et l'administration fédérale

PROPOS RECUEILLIS
PAR BERNARD WUTHRICH, BERNE
@BdWuthrich

Matthias Finger est un fin connaisseur des entreprises publiques suisses. Professeur en management des industries de réseau à l'EPFL et directeur du secteur transports à la Florence School of Regulation, il prendra sa retraite l'année prochaine. Dans cette perspective, il publie un pamphlet sur l'avenir des CFF et de l'Office fédéral des transports (OFT), sur lequel il porte un regard très critique qui suscitera la controverse. Publié en allemand chez NZZ Libro, cet ouvrage intitulé *SBB – was nun?* sortira en français en mai, sous le titre *Que faire des CFF?*, chez le même éditeur. *Le Temps* l'a rencontré.

INTERVIEW

Quel doit être le rôle des CFF à l'avenir? La Suisse est une métropole et les CFF doivent en être le métro. Ils doivent se concentrer sur les grands axes, le transport de masse entre les villes et assumer la maîtrise de ce système. Dans les régions périphériques, je plaide pour une complémentarité entre le train, le bus et la mobilité individuelle.

Les CFF doivent-ils se désengager du trafic régional? Le trafic régional est commandé par les cantons. C'est à eux de dire ce qu'ils veulent et de décider quel mandat ils veulent donner aux CFF, dont ce n'est pas le cœur de métier. On peut très bien imaginer la combinaison suivante: des trains circulent aux heures de pointe, mais ils sont remplacés par un service de bus aux heures creuses. Mon livre est un plaidoyer pour le rail là où il est le meilleur.

Faut-il davantage de concurrence dans le trafic régional? La concurrence me paraît tout à fait possible

en trafic régional. A condition que celui qui emporte la mise intègre l'horaire et la communauté tarifaire. Mais c'est aux cantons, qui subventionnent ce service, de décider s'ils veulent aller dans cette direction.

Et pour le trafic grandes lignes? Je n'exclus pas totalement la concurrence, mais je fais deux remarques. Le transport de masse est déjà très dense, il me semble donc techniquement difficile de libérer de la place pour insérer des concurrents. Par ailleurs, la concession est conçue de telle manière que les lignes rentables subventionnent celles qui ne le sont pas. Si l'on ouvre le marché des grandes lignes à la concurrence, les nouveaux opérateurs se précipiteront sur les axes lucratifs et délaisseront les autres. Avec un tel modèle, il faudrait verser des subventions aux CFF pour qu'ils exploitent les lignes moins rentables. Ce serait une usine à gaz.

L'OFT a néanmoins attribué deux concessions grandes lignes à la compagnie BLS, entre Berne et Bienne et entre Berne et Olten. Est-ce une mauvaise idée? C'est un peu cavalier. On ne peut pas retirer deux lignes aux CFF sans rediscuter l'ensemble de la concession. Ce n'est donc pas une bonne idée.

Sur le réseau grandes lignes, la concurrence ne se nomme-t-elle pas Flixbus, l'autocar longue distance? Oui, tout à fait. La vraie concurrence n'est pas sur le rail. Elle oppose plutôt un mode de transport à un autre. Or, il y a là une distorsion évidente. Contrairement au train, les bus longue distance ne couvrent pas leurs coûts externes, comme l'ensemble des usagers de la route d'ailleurs.

Vous préconisez des changements organisationnels. Lesquels? Je sou-

haite que les CFF soient le pilote du système de mobilité en Suisse. Or, aujourd'hui, c'est l'OFT qui se sent investi de ce rôle. C'est une erreur, et cela pour deux raisons. Il s'agit d'une fonction opérationnelle, et celle-ci ne peut pas être assumée par un office fédéral, ni par la nouvelle autorité de surveillance et de régulation Railcom. Et c'est le parlement qui devrait confier cette tâche aux CFF, pas l'OFT, qui s'est octroyé le rôle d'organisateur du transport de masse en Suisse. Il faut séparer ce qui est politique de ce qui est opérationnel.

«Notre système donne trop de pouvoir aux offices fédéraux, c'est l'administration qui gouverne»

Vous préconisez le rattachement de la propriété des CFF au Département des finances (DFF). Pourquoi? L'organisation actuelle est confuse. L'OFT, qui est rattaché au DETEC, est à la fois le propriétaire, le maître du système et le régulateur. Il faut mettre fin à ce mélange des genres. L'OFT ne doit pas être le gestionnaire des CFF. Il doit se charger de la planification, Railcom doit être le régulateur et le DFF le propriétaire des CFF. Cette structure serait plus saine. Il faudrait d'ailleurs faire la même chose avec La Poste et Skyguide.

Votre livre n'est-il pas un réquisitoire contre l'OFT? Je ne le nie pas. Au fil du temps, l'OFT a usurpé son rôle. C'est l'illustration parfaite de notre système politique. Il donne



Matthias Finger: «Les CFF doivent se concentrer sur les grands axes, le transport de masse entre les villes.» (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

trop de pouvoir aux offices fédéraux, c'est l'administration qui gouverne. Un office ne doit pas avoir d'autre fonction que celle de conseiller la politique pour définir les conditions-cadres. J'espère que notre nouvelle ministre des Infrastructures, Simonetta Sommaruga, redonne le contrôle au politique.

Vous préconisez le regroupement de trois offices, ceux des transports, des routes et du développement territorial, au sein d'un nouvel Office fédéral de la mobilité. Quels en seraient les avantages? Ne créerait-il pas un nouveau mammoth admi-

nistratif? L'autonomie de ces trois offices faisait sens dans l'après-guerre car il fallait gérer en parallèle le développement du territoire, du rail et de la route. Aujourd'hui, face à l'encombrement généralisé auquel nous assistons, il faut une approche beaucoup plus intégrée. Notez que cela pourrait aussi être un Secrétariat d'Etat à la mobilité qui chapeauterait ces trois entités administratives. Le problème de base, c'est que le DETEC est beaucoup trop grand. Aucun autre pays n'a qu'un seul ministère pour l'environnement, les transports, les télécommunications et l'énergie.

Dans votre livre, vous dites que les CFF sont à la pointe mondiale en termes de ponctualité. Comment expliquez-vous le ressenti des usagers, qui est très différent? Je vous assure que, en comparaison internationale, les CFF sont vraiment à la pointe, même si la ponctualité a baissé ces derniers temps à cause de la densité du service. Le train reste un moyen plus sûr d'arriver à l'heure que la route. Le jour où l'on aura généralisé l'horaire cadencé au quart d'heure sur tous les grands axes, plus personne ne se souciera de l'horaire précis à la minute, comme c'est déjà le cas avec les transports publics des grandes villes. ■

L'UE cale sur les règles du chômage des frontaliers

SUISSE-UE Les Vingt-Huit n'ont pu avaliser la réforme controversée qui aurait changé les règles de l'indemnisation des chômeurs frontaliers. Le report du dossier à la prochaine législature est un gain de temps bienvenu pour Berne

Il est difficile de s'en réjouir officiellement, mais c'est plutôt une bonne nouvelle pour la Suisse: les Vingt-Huit n'ont pas été en mesure de valider, la semaine dernière à Bruxelles, la réforme très controversée des régimes de sécurité sociale en discussion depuis fin 2016. La patate chaude a été transmise au prochain Parlement européen, qui entrera en fonction le 2 juillet, après les élections des 23-26 mai.

Ces nouvelles règles comportaient un coûteux changement de responsabilité pour le paiement des allocations de chômage des travailleurs frontaliers. En vertu d'un basculement de cette responsabilité vers l'Etat d'activité, au bout de six mois, la réforme imaginée par la Commission européenne et soutenue notamment par la France aurait pu coûter des

centaines de millions de francs au système suisse. Du fait d'une exportation des indemnités pouvant aller jusqu'à 15 mois dans le cas des frontaliers.

Aujourd'hui, c'est l'Etat de résidence qui prend en charge l'indemnisation et le suivi du chômeur frontalier, le pays d'activité lui reversant une partie des cotisations. Pour la France par exemple, basculer la responsabilité vers la Suisse ou d'autres voisins permettrait une économie de près de 700 millions d'euros par an, si l'on se rapporte aux chiffres de 2017.

Certes, ce n'est pas sur cette règle de basculement que les choses ont capoté mais les cartes sont désormais rebattues. Le désaccord entre Etats membres de l'UE porte notamment sur la durée générale d'exportation des droits au chômage (hors frontaliers), qui devait être portée de trois à six mois. Des pays comme l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique ou encore les Pays-Bas, pour lesquels cette durée d'exportation des droits a toujours été jugée trop longue, ont donc voté contre la réforme, sans surprise, lors d'une ultime réunion. Mais alors que 17 pays étaient pour, la Pologne et quelques

autres pays de l'Est ont fait au final le choix de s'abstenir, privant ainsi de majorité les fervents partisans de la réforme.

Prudence au Seco

La Roumanie a bien tenté de sauver cette réforme. En vain: l'échec a été entériné le 10 avril. Est-ce à dire que la réforme est morte? A Berne, au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), on observe un silence prudent. On se borne à rappeler que la Suisse ne serait pas obligée de reprendre cette révision, même si cela introduirait une complication, l'UE en ayant fait l'un des éléments associés à l'accord-cadre Suisse-UE actuellement en discussion.

La réforme en tout cas est en pause et c'est le nouveau Parlement européen, en fonction le 2 juillet, qui devra reprendre le dossier. Du côté français, on se déclare sûr que cette règle des frontaliers ne bougera pas, «car ce n'est pas sur ça que le soutien a manqué». Pour d'autres, le renvoi au prochain Parlement rend les choses à nouveau ouvertes: il n'est pas à exclure que tous les points problématiques de la réforme soient remis sur la table. ■ SOLENN PAULIC, BRUXELLES

Plus une ville est grande, plus l'exécutif est à gauche

STATISTIQUE Dans les petites villes de moins de 20 000 habitants, c'est le PLR qui place le plus des membres

Dans les six villes suisses de plus de 100 000 habitants (Zurich, Genève, Bâle, Lausanne, Berne et Winterthur), le PS, les Verts et les petits partis de gauche occupaient plus de 70% des sièges en 2018, a indiqué mardi l'Office fédéral de la statistique (OFS). Dans les villes de moins de 20 000 habitants, c'est 23%, et c'est souvent le PLR qui est le plus représenté.

Sur l'ensemble des exécutifs des 172 villes suisses examinées par l'OFS, le PLR arrive en tête avec 30% des sièges. PLR, PDC et UDC occupent ensemble 56% des sièges et la gauche 28%.

Les exécutifs des villes romandes sont plus à gauche si on compare avec l'ensemble des 172 villes, relève l'OFS. Le PS, les Verts et les petits partis de gauche y occupent 42% des sièges. En Suisse italophone, le PDC, le PLR et la Lega s'adjugent 80% des mandats. En Suisse allemande, l'UDC occupe 16% des sièges dans les exécutifs. Dans les villes des autres régions linguistiques, ce parti est presque totalement absent (moins de 1%).

Selon les chiffres de l'OFS, la part des femmes dans les exécutifs et les législatifs reste relativement stable depuis vingt ans. Ce sont le PS et les Verts qui comptent le plus d'élues (40% dans les exécutifs et entre 41 et 44% dans les législatifs). A l'opposé, la part des femmes UDC élues est de moins de 20%. ■ AT5

Siéger au conseil de la BCGE, un exercice contesté au PS

GENÈVE Le député socialiste Grégoire Carasso a touché l’an dernier 72 000 francs d’indemnités et d’actions pour siéger au conseil de la banque cantonale. La question du montant de la rétrocession au parti provoque des critiques

LAURE LUGON ZUGRAVU
@LaureLugon

Est-il bien convenable qu’un socialiste touche 72 000 francs par an d’indemnités forfaitaires et d’actions pour siéger au conseil d’administration de la Banque cantonale genevoise (BCGE)? C’est l’interrogation que nourrissent certains élus du Parti socialiste (PS). L’interrogation a fait surface à la faveur d’une question écrite urgente déposée la semaine dernière par Patrick-Etienne Dimier, député MCG au Grand Conseil. Il s’attaque au salaire du directeur de l’établissement, augmenté de 10%, et réclame des informations sur les indemnités des députés qui y siègent. Il n’en fallait pas plus pour que les camarades s’interrogent sur l’un des leurs, Grégoire Carasso, député au Grand Conseil et au conseil d’administration de la banque.

La chose est limpide et figure dans le rapport annuel. En 2018, Grégoire Carasso a touché 70 400 francs d’indemnités forfaitaires et 1128 francs en actions bloquées. Pour quelle présence? «Le conseil d’administration s’est réuni 15 fois en 2018 pour une durée moyenne de quatre heures, répond Olivier Schaerer, chargé de communication à la BCGE. Il faut y ajouter les comités.» Dans le cas de l’élu socialiste, qui siège dans l’un d’eux, il s’agit de six séances supplémentaires.

Au-delà du soupçon d’avidité que certains socialistes durs prêtent à leurs collègues moins effrayés par le grand capital, pèse un autre reproche. Les statuts du PS prévoient que les membres siégeant dans des conseils d’administration ou de fondations rétrocèdent 50% de leur rémunération à leur section. Lorsque Grégoire Carasso entre au conseil de la BCGE, en 2014, il demande comment concilier cette règle avec l’exception. «De tout temps, il y a eu un régime différent pour la BCGE [ndlr: eu égard à la charge de travail et aux risques juridiques], explique-t-il. Les administrateurs ne reversaient que les jetons fixes, à savoir 6000 francs par an. Comme ce système n’était pas formalisé, j’ai proposé, par souci de transparence, de le régulariser. Le comité a validé de manière transitoire une rétrocession de 25% et l’assemblée générale en a été informée.»

«Le principe cardinal du PS, c’est l’égalité»

Cette explication ne convainc pas Olivier Gurtner, conseiller municipal en ville: «Il est important, dans des situations inhabituelles, que ce soit l’assemblée générale qui avalise ce type de changement de statut, or ce n’est que deux ans plus tard que celle-ci a voté. Il y va du respect des principes de transparence et d’égalité de traitement.» Vérification faite auprès du trésorier, Damien Gumy, il y a bien eu un règlement intermédiaire prévoyant 25% de rétrocession jusqu’au vote



GRÉGOIRE CARASSO
DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL
(PS)

«Comme ce système n’était pas formalisé, j’ai proposé, par souci de transparence, de le régulariser»

de l’assemblée, «car les discussions ont commencé à fin 2014 et nous étions en campagne pour les élections municipales».

Pour le député au Grand Conseil Alberto Velasco, qui a siégé aux conseils d’administration de l’Aéroport et des SIG – «pour lesquels j’ai reversé religieusement 50% à mon parti» – le PS a fait ici une entorse coupable: «Ce statut particulier a été taillé pour Grégoire Carasso, alors que le principe cardinal du PS, c’est l’égalité. Un principe intangible, sans lequel le PS perd son âme. Et l’assemblée générale a succombé à cette transgression.» Aujourd’hui, les représentants socialistes rétrocèdent 50% jusqu’à concurrence de 20 000 francs par an. Elu au Grand Conseil l’année dernière, Grégoire Carasso va prochainement démissionner de sa charge à la banque cantonale.

«Système de l’entre-soi à la section Ville»

Pour plusieurs députés, qui n’osent toutefois apparaître, ce cas est révélateur d’un «système de l’entre-soi» qui sévirait dans la section Ville, une forme de «copinage» parmi les poids lourds du parti. «Ce statut sur mesure est révélateur d’un système où un groupe de gens se soutient et où on étouffe le débat», estime l’un d’entre eux. Un autre: «Il y a une mainmise de certains à la section Ville qui n’échappe à personne.» Les différences de sensibilité existent dans tous les partis, le PS n’échappe pas à la règle. Ici, les puristes reprochent aux plus ambitieux de ne point trop s’embarrasser des principes.

Dernièrement, la réforme de l’imposition des entreprises (RFFA) a créé une autre scission au sein du parti. Grégoire Carasso était de ceux favorables au compromis RFFA négocié entre la droite et la gauche qui a finalement été refusé par une seconde assemblée générale. Preuve de son intérêt pour le sujet, il se consacre actuellement à une thèse sur la fiscalité des entreprises au sein de l’Union européenne. Bon connaisseur enfin de l’univers des entreprises – sa famille est aux commandes de Carasso Cafés depuis 1866, où il siège au conseil d’administration –, il avait donc le profil idoine pour siéger à la BCGE. Mais en politique, un atout peut se retourner contre vous. ■

MAIS ENCORE

Naissance de sept saint-bernards à Martigny

Cinq mâles et deux femelles saint-bernards ont vu le jour la semaine dernière à la Fondation Barry à Martigny. Le public pourra découvrir les chiots à partir du 23 mai. **ATS**



Christoph Blocher a convié mardi les médias à une rencontre où il a fait face aux questions durant deux heures. (WALTER BIERLI/KEYSTONE)

Confronté au recul de l’UDC, Blocher relativise

ÉLECTIONS Réchauffement climatique et pertes électorales: à en croire le doyen de l’UDC, le parti n’a plus qu’à attendre que l’orage passe

CÉLINE ZÜND, ZÜRICH
@celinezund

A 79 ans, le patriarche Christoph Blocher reste aux affaires. Il l’a démontré une fois de plus mardi en conviant les médias à discuter dans un restaurant à la gare de Zurich. Le schéma classique de la conférence de presse veut qu’il y ait une annonce, suivie de questions des journalistes. Rien de tel, dans ce cas. «J’ai reçu tellement de demandes d’interview. Je n’ai pas besoin de vous dire quelque chose, c’est vous qui avez besoin de me parler», a déclaré Christoph Blocher avant de passer deux heures à répondre aux journalistes.

Son parti est en pleine tourmente, après la débâcle électorale à Zurich, Lucerne et Bâle-Campagne. Dans son fief, l’UDC a reculé à son score de 1995. Mais Christoph Blocher affiche un air décontracté. Le parti va bien, dit-il. «Nous ne nous laissons pas emporter par la mode de la fin du monde. Nous gardons la tête froide.» Et le président de l’UDC nationale, Albert Rösti, n’a pas de souci à se faire: «Il est bon.» Il compare l’inquiétude autour du climat aux discussions sur la mort des forêts, dans les années 1980. A l’époque, l’UDC avait riposté à coups de campagnes agressives. Or cette fois, Christoph Blocher admet l’impuissance de son parti: «Nous ne sommes pas parvenus à contrer le rouleau compresseur du discours sur la catastrophe climatique. C’est comme une religion. On a beau dire que c’est faux, cela ne sert à rien. Il faut attendre que cela

passe. Mais le monde ne va pas s’effondrer.»

Pour Christoph Blocher, si les glaciers reculent, c’est bien le signe d’un réchauffement. Mais là aussi, il sème le doute. «Les glaciers ont toujours reculé et avancé. Je ne veux pas me mêler de discussions pseudo-scientifiques. Et, même si la Suisse n’emettait plus de CO₂, elle ne pourrait rien changer au réchauffement tant que la Chine et l’Inde continuent d’en produire.» L’UDC n’a-t-elle donc aucune réponse à apporter aux inquiétudes de la population sur le climat? «Nous ne devons pas nous fier à un baromètre des préoccupations, mais plutôt nous demander quel est le plus grand danger pour notre pays: l’atteinte à la liberté.» Selon le doyen, le rôle de l’UDC est plutôt de lutter, au nom des «classes moyennes», contre les «charges massives» voulues par la gauche pour financer les mesures contre le réchauffement climatique. Ou contre la signature d’un accord-cadre avec l’UE, qui «priverait la Suisse de sa capacité de décision».

«Le parti a dormi»

Quant à la défaite électorale zurichoise, de mauvais augure pour l’automne, le fondateur de l’UDC l’explique par un manque de préparation: «Le parti a dormi.» La sanction est tombée peu après le scrutin, avec l’éviction de la direction de l’UDC zurichoise au complet. Le père de l’UDC, qui a lui-même fait le ménage, affirme qu’il s’agissait d’une décision longuement mûrie, «stratégique et non politique». Il s’empresse aussi d’invoquer une oscillation inévitable: «Au moment de prendre la direction du parti en 1977, je n’ai jamais imaginé qu’il dépasserait 25% des voix. Lorsqu’on est arrivé si haut, on ne peut que

redescendre», dit-il pour mieux nuancer les pertes. L’ancien conseiller fédéral ajoute: «Un parti n’a pas comme tâche de gagner des élections. Il doit se saisir de thèmes.»

Il en est convaincu: tout changera quand l’économie ira moins bien. «Les électeurs votent à gauche lorsqu’il y a de l’argent à distribuer et à droite quand ils ont du souci à se faire pour leurs emplois», affirme-t-il sur le ton du vétéran, lui qui avait pris la tête d’un parti mal en point en 1977. «On ne choisit pas quelqu’un comme moi quand tout va bien.»

«Lorsqu’on est arrivé si haut, on ne peut que redescendre»

CHRISTOPH BLOCHER

Désormais, l’homme providentiel s’appelle Roger Köppel, candidat aux élections pour le Conseil des Etats, actuellement en tournée dans les 162 communes zurichoises. «Avec lui, nous sommes sûrs que le parti ne s’endormira pas», souligne Christoph Blocher. Le tribun se dépeint dans le rôle d’un vieux sage expérimenté, que l’on consulte en cas de problème. Or, le fait qu’il intervienne en coulisses à chaque turbulence n’est-il pas le signe d’un manque de relève et de leadership à la tête du parti? Non, l’UDC n’est pas dépourvue de meneurs, rétorque le tribun. Et pourtant, il a cette métaphore: «Ce n’est que lorsqu’un vieux chêne tombe que les jeunes pousses ont suffisamment de place et de lumière pour émerger.» ■

PUBLICITÉ

MASTER EN JOURNALISME

- ✓ Une formation professionnalisante
- ✓ Des ateliers pratiques et 2 stages payés
- ✓ Des enseignants reconnus
- ✓ Une pédagogie innovante

CANDIDATURES
JUSQU'AU 30 AVRIL

www.unine.ch/ajm/candidature

EN BREF

Le Ministère public genevois dessaisi d’un dossier gabonais

Le Ministère public genevois doit se dessaisir d’une importante affaire de corruption au Gabon, liée à l’attribution de marchés publics. Le Tribunal pénal fédéral a décidé de confier l’instruction au Ministère public de la Confédération. L’affaire repose sur des soupçons à l’endroit d’un homme d’affaires italien décédé en août 2018. Ce dernier aurait corrompu des fonctionnaires gabonais. Comme le Ministère public genevois enquêtait sur cette affaire depuis la mi-2017, le MPC lui avait confié l’ensemble du cas. Mais la famille du défunt a fait recours contre cette décision et a obtenu gain de cause à Bellinzone. **ATS**

Jeunes migrants: des associations s’inquiètent

A Genève, le monde associatif qui s’occupe des jeunes migrants s’inquiète du manque d’encadrement et de suivi de ces personnes. Entre 100 et 150 mineurs non accompagnés vivent dans des conditions très précaires, souvent dans la rue, ont fait savoir des militants mardi. Certains lieux d’hébergement à disposition de ces jeunes sont problématiques, a déploré Dario Lopreno, membre du Syndicat des services publics (SSP). Il a notamment mis dans cette catégorie le foyer de l’Etoile, «trop grand et sous-doté en personnel». Un jeune adulte qui y était hébergé avait récemment mis fin à ses jours. **ATS**

Berne jette la tradition humanitaire de la Suisse par-dessus bord

OPINION

En août 2018, sur la base d'un rapport de l'administration, le Conseil fédéral décidait de ne pas signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TPNW), adopté en 2017 par 122 Etats, dont la Suisse. En réaction, le parlement, tous partis confondus, adoptait la motion Sommaruga invitant le Conseil fédéral à signer et ratifier sans délai le TPNW.

Le 3 avril, le Conseil fédéral a confirmé sa décision négative. Toutefois, son communiqué de presse fournit ironiquement les meilleurs arguments pour signer le TPNW. Ainsi relève-t-il qu'«il est difficilement concevable que l'arme nucléaire puisse être utilisée conformément au droit international humanitaire». Or, le Conseil fédéral était arrivé à cette conclusion il y a dix ans déjà! La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey avait en effet déclaré à la conférence du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 2010: «L'arme nucléaire est illégale au regard du droit international humanitaire. Nous ne voyons pas de cas de figure dans lequel elle pourrait être utilisée sans contrevenir au droit international humanitaire... Il s'agit donc de la mettre hors la loi au moyen d'une convention et de lancer le débat sur sa délégitimation.» Pourquoi le Conseil fédéral refuse-t-il de signer un traité qui vise l'objectif d'un monde sans armes nucléaires qu'il s'était fixé il y a dix ans?

Le Conseil fédéral note plus loin que «le retrait des Etats-Unis et de la Russie du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) doit être pris en compte» et qu'il veut attendre fin 2020 pour «faire le bilan en matière de sécurité internationale». En fait, le retrait américain et russe du FNI traduit le mépris des grandes puissances pour leurs engagements de désarmement et constitue un argument de plus pour signer le TPNW. Supposons que le bilan en matière de sécurité internationale en 2020 soit pire qu'aujourd'hui. Cela signifierait-il que le Conseil fédéral s'appuierait sur l'arme nucléaire pour notre sécurité? L'argument du parapluie nucléaire de l'OTAN a fait bondir plus d'un parlementaire vu son incompatibilité avec notre neutralité.

Tout semble indiquer que les experts fédéraux tentent désespérément de se sortir de la situation délicate dans laquelle ils se sont enfermés eux-mêmes avec leur rapport. Ce dernier contient des erreurs, contredit notre neutralité et ne présente pas d'arguments solides. Il ne convainc même pas le Conseil fédéral, d'ailleurs. Le communiqué annonce en effet qu'il demandera une réévaluation externe, comme s'il ne faisait pas confiance à ses propres experts. Le rapport fait la part belle aux arguments du Département de la défense, dont la guerre froide plutôt que le désarmement constitue l'ADN. Le DFAE n'a pas voulu ou pu défendre les considérations humanitaires, autrefois dominantes. Cela n'est pas surprenant! L'expertise du DFAE se perd avec chaque rotation du personnel. De surcroît, ce n'est plus un secret que la secrétaire d'Etat, chargée du rapport, manque d'expérience et de profondeur politique. Le résultat de cette malheureuse constellation est que le conseiller fédéral Ignazio Cassis a entraîné avec lui le Conseil fédéral dans une impasse. La Suisse a ainsi perdu beaucoup de crédibilité auprès de ses «like-minded» et ne peut plus guère prétendre jouer un rôle de «bâtitseur de ponts», que les Etats dotés de l'arme nucléaire ne veulent de toute façon pas.

Le communiqué souligne enfin que les pays neutres n'ont pas de position uniforme. La réalité est plus complexe. Deux pays neutres ont en effet signé le TPNW: l'Autriche et l'Irlande. La Suède, qui ne se dit plus neutre par ailleurs, a aussi produit un rapport indiquant qu'elle renonçait au TPNW car elle envisage d'adhérer à l'OTAN. A l'Heure des questions



L'arme nucléaire est illégale au regard du droit international humanitaire. (NICOLE NERI/REUTERS)

tat de cette malheureuse constellation est que le conseiller fédéral Ignazio Cassis a entraîné avec lui le Conseil fédéral dans une impasse. La Suisse a ainsi perdu beaucoup de crédibilité auprès de ses «like-minded» et ne peut plus guère prétendre jouer un rôle de «bâtitseur de ponts», que les Etats dotés de l'arme nucléaire ne veulent de toute façon pas.

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a entraîné avec lui le Conseil fédéral dans une impasse

Le communiqué souligne enfin que les pays neutres n'ont pas de position uniforme. La réalité est plus complexe. Deux pays neutres ont en effet signé le TPNW: l'Autriche et l'Irlande. La Suède, qui ne se dit plus neutre par ailleurs, a aussi produit un rapport indiquant qu'elle renonçait au TPNW car elle envisage d'adhérer à l'OTAN. A l'Heure des questions

du parlement, le conseiller fédéral Ignazio Cassis a cité le rapport suédois, sans expliquer le choix de ce pays. Envisage-t-il aussi de faire adhérer la Suisse à l'OTAN?

Avec sa décision, le Conseil fédéral s'est placé dans une situation difficile. Sans convaincre, il nuit à la réputation internationale du pays et brusque le parlement. Bien que la Constitution précise que c'est à lui qu'il revient de conduire notre politique étrangère, est-il opportun de ne pas respecter le parlement en cette année électorale? La crédibilité de la Suisse à l'étranger devrait en effet aussi intéresser les partis politiques. Il n'est pas trop tard pour arrêter une saga qui n'a que trop duré, mais le temps presse. Le chef du DFAE doit rapidement élaborer une politique de désarmement nucléaire. En effet, la prochaine conférence du TNP aura lieu en mai 2020 et la Suisse devra à cette occasion avoir une approche crédible et cohérente. ■

GEORGES MARTIN
ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT
ADJOINT ET CHEF DE LA DIVISION
POLITIQUE DE SÉCURITÉ (DFAE)

SUR
LES BLOGS

Une annulation humoristique
«Le Tribunal fédéral vient donc d'annuler le scrutin relatif à la fameuse initiative PDC sur le mariage et la fiscalité des époux. Notre Cour suprême a prononcé semble-t-il cette annulation pour erreur grave d'information des citoyens relative aux conséquences fiscales de l'initiative», écrit sur son blog l'ancienne députée au Grand Conseil vaudois Suzette Sandoz. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse https://blogs.letemps.ch

CHARIVARI

Chez Tibits, tu paies pour travailler

Je ne vais pas chez Tibits. Ni chez Starbucks. Ni, à l'étranger, chez Costa. Un peu parce que ces chaînes se ressemblent toutes et que c'est angoissant. Surtout parce que je ne comprends pas l'équation «tu paies ta consommation (chère) et tu dois te lever pour aller la chercher». Pour moi qui ai grandi dans le dernier tiers du XXe siècle, le self-service, c'est le resto pratique et bon marché où tu vas sans te vanter, parce que franchement, le coup du plateau-repas, bon, bon...

J'ai toujours aimé le Buffet de la Gare lausannois. Je lui ai toujours trouvé un charme fou avec son mélange de fresques historiques bien helvétiques et ses airs de brasserie parisienne quadrillée par ses garçons francs du collier. J'adore manger de la choucroute, du boudin et des abats. Au Buffet, je trouvais tout cela et j'étais en joie.

Mais voilà, après toutes les tribulations que l'on sait, Tibits s'est installé dans les

murs du vénérable établissement et comme je ne suis pas mauvaise joueuse, j'ai proposé à mon amoureux un apéro au végétarien. Je n'ai pas franchi la porte qu'une jeune hôtesse me saute dessus pour me placer. Elle est charmante, mais cet accueil archi-souriant et empressé fait un peu «little sister is watching you». Quand j'entre dans un café, j'aime bien me poser à une table, tranquille, sans sonner le rassemblement. Là, c'est raté. D'autant que, vu la saturation des lieux ce jour-là, la jeune femme a dû héler sa collègue du fond pour que cette hôtesse bis m'escorte dans la partie alcôve du restaurant.

Je respire, m'assieds et m'apprête à commander deux boissons, quand, toujours parfaitement souriante, l'hôtesse bis me dit: «Ah non, vous laissez votre veste sur le siège pour réserver votre place et vous allez chercher votre boisson au bar.» Boisson qui, comme vous l'ima-

ginez, n'est pas moins chère que dans un autre bistro, au contraire. Le verre de vin blanc revient, au minimum, à 6,50 francs et le café à 4,30 francs. Je me crispe, mais je m'exécute. Manque de bol pour Tibits, la dame du bar se trompe de touche et facture mon déci et mon café 15 francs. Voilà, voilà...

Je passe sur l'erreur qui est humaine. Ce qui l'est moins, c'est l'équation citée au début. Je paie (cher) pour faire le boulot moi-même. Non, pas question. Je retournerai au Tibits boire un apéro ou manger un plat végétarien lorsque l'établissement aura remplacé ses Barbies placeuses par des serveurs, serveuses agiles et un brin insolents.■

MARIE-PIERRE GENECAUD
@letemps



La démocratie, une espèce d'espace politique

IL ÉTAIT UNE FOIS

Pour parler d'espace, Georges Perec présente la page blanche sur laquelle il écrit, un rectangle vide où vont bientôt s'aligner des mots de gauche à droite et de haut en bas. Puis, il décrit le lit, un rectangle plus grand, la rue, le quartier, la ville et ainsi de suite. Il dit des choses à première vue banales: «Le lit est l'un des rares endroits où l'on se tient dans une position grosso modo horizontale. Les autres sont d'un emploi beaucoup plus spécialisé: table d'opération, banquette de sauna, divan de psychanalyste.» La banalité apparente du propos sert le projet grandiose de retirer leur banalité aux objets visités afin qu'ils soient vus dans leurs dimensions réelle et imaginaire.

La démocratie est un sujet péréquien. Une espèce d'espace politique dont on croit tout savoir alors qu'en y pensant de plus près, on peine à le distinguer. J'ignore les relations du politologue français Yves Mény avec Georges Perec, mais sa façon d'étudier cette bonne vieille démocratie dans son livre *Imparfaites démocraties** a la malice méthodique de l'écrivain.

Il commence lui aussi par le début. Pas la Grèce mais les Etats-Unis et la France où se bricole dès 1776 un système hissant le peuple en souverain. Sans le peuple, pas de démocratie. C'est aussi simple que de dire, comme Perec, que «l'alignement parallèle de deux séries d'immeubles détermine ce qu'on appelle une rue». Sauf qu'après, ça se complique. Dans une rue, il y a le peuple. Lequel? Ce peuple abstrait, investi de toutes les prérogatives? Ou le peuple réel, castré depuis le début, dit Mény, réduit par mille artifices – la fortune, l'éducation, le genre, les mœurs, l'origine – à ne pas être LE souverain. Les pères fondateurs sont en même temps des pères castrateurs. La rue leur fait peur. La démocratie souffre de cette malformation baptismale d'un peuple régnant qui ne règne pas. Régulièrement, il se fâche.

Dans une démocratie, dit Yves Mény, il y a la légitimité, les institutions et les règles du jeu. Depuis que les dictateurs se font élire par le peuple, la légitimité est en souffrance. Les institutions, elles, s'achètent en kit auprès des grandes puissances ou anciennes puissances coloniales, pour le meilleur et pour le pire. Quant aux règles du jeu, «l'Etat de droit», au nom duquel s'exerce l'autorité, elles soumettent le peuple souverain aux procédures que les ancêtres ont établies. Régulièrement, il essaie de les changer.

L'espèce d'espace de la démocratie ressemble à un écheveau de complexité dont le Brexit est une illustration: le référendum a exprimé une volonté souveraine mais dans un corset de règles liées au respect des traités et des droits acquis. «L'Etat de droit», indispensable au système démocratique, est aussi mutilateur. Son extension – droits humains, droits des minorités, droit des générations futures – diminue la capacité effective du peuple de décider selon ses choix et préférences. «C'est un paradoxe de la démocratie, écrit Mény, que tout en étant plus complexe que toute autre forme de gouvernement, elle ne peut subsister si ses principes et mécanismes dépassent l'horizon intellectuel du citoyen lambda.» Régulièrement dépassé, celui-ci se met en colère.

En louchant, dit Perec, nous arrivons à voir le bout de notre nez. Notre champ visuel dévoile un espace assez limité. Notre champ mental n'est guère plus vaste. Il faut donc bien regarder pour voir, tourner la tête, se déplacer. Ce que fait Mény pour bien voir la démocratie, son imperfection fondamentale, toutes les petits signes mal perçus qui annonçaient le populisme, ses effets, ce qu'il a déjà transformé sans qu'on s'en rende compte, ce qu'il peut éventuellement corriger ou au contraire fracasser dès lors qu'il ne conçoit le peuple que dans la «nation». La description est simple dans son érudition, familière comme le rectangle d'une feuille de papier ou d'un lit. Mais quand on l'a lue, on voit la démocratie comme pour la première fois: l'espace réel et imaginaire de notre existence politique depuis deux siècles. ■

* Presses de Sciences Po, 2019.

JOËLLE KUNTZ



JEUDI 9 MAI 2019 DE 9 H À 17 H,
SWISSTECH CONVENTION CENTER, LAUSANNE

FORUM DES 100

TRANSITION ÉCOLOGIQUE: LE TEMPS DE L'ACTION

Les débats sur le changement climatique montent en intensité. Le constat est clair, mais que faire ? En cette année d'élections fédérales, le Forum des 100 vise à nourrir la discussion, mais aussi à formuler des propositions d'action.

AU PROGRAMME

Une journée avec des plénières et des sessions thématiques : plus de 30 orateurs inspirants, des experts, mais aussi la présence de la jeune génération.

Les cinq sessions de l'après-midi permettront d'approfondir les thèmes portant sur l'énergie, l'alimentation, la technologie, la finance ainsi que la société et l'économie face aux défis de la transition écologique.

DÉTAIL ET INSCRIPTION

www.forumdes100.ch

DES ORATEURS EXCEPTIONNELS

DAVID HOCHSCHILD, Chair of the California Energy Commission
SOPHIE SWATON, Maître d'enseignement et de recherche, UNIL, Présidente, Fondation Zoein
VIRGINIE HÉLIAS, Chief Sustainability Officer, Procter & Gamble
GILBERT GHOSTINE, PDG, Firmenich
PAUL BULCKE, Président du conseil d'administration, Nestlé SA
URS SCHAEPPPI, Directeur général, Swisscom
SOFIA DE MEYER, Fondatrice et directrice, Opaline
PHILIPP HILDEBRAND, Vice-président, BlackRock
ANDRÉ HOFFMANN, Vice-président, Roche Holding

JACQUES BOSCHUNG, Membre de la direction du groupe CFF, Responsable Infrastructure
BERTRAND PICCARD, Président de la Fondation Solar Impulse
IGNAZIO CASSIS, Conseiller fédéral, Département des affaires étrangères

PRIX

CHF 390.- *
Spécial abonnés Le Temps, PME Magazine
CHF 490.- * Standard

*Plénières, lunch de réseautage, sessions thématiques, apéritif de clôture. TVA incluse.



EPFL

BCV

Clinique de La Source Lausanne

GENÈVE AÉROPORT

LOTÉRIE ROMANDE

Unil
UNIL | Université de Lausanne

M.I.S TREND

Retraites Populaires

ROMANDE ENERGIE

swisscom

TISSOT
SWISS WATCHED SINCE 1853

RTS
Radio Télévision Suisse

SBB CFF FFS

LE TEMPS

Partenaires académiques

Partenaires principaux

Partenaire média

Partenaire stratégique

Organisateur

«La Suisse, mauvaise élève du vivant»

BIODIVERSITÉ La disparition de milliers d'espèces animales est au cœur de la nouvelle exposition du Musée de zoologie de Lausanne. Interview d'Olivier Glaizot, conservateur et commissaire de la manifestation

PROPOS RECUEILLIS
PAR NATHALIE JOLLIEN

La biodiversité est en crise. Des milliers, voire des dizaines de milliers d'espèces animales auraient disparu depuis le début de la révolution industrielle, selon plusieurs sources. La taille des populations de vertébrés s'est, quant à elle, réduite en moyenne de 60% en moins de cinquante ans. Et cette dégringolade ne semble pas près de s'arrêter. En effet, parmi les millions d'espèces aujourd'hui recensées sur Terre, plus de 25000 sont considérées comme menacées d'extinction par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Comment expliquer ce phénomène? Faut-il s'en soucier? Est-il possible d'inverser la tendance? Autant de questions posées à Olivier Glaizot, conservateur au Musée cantonal de zoologie à Lausanne et commissaire de la nouvelle exposition consacrée à la disparition de la biodiversité.

Les scientifiques ont dénombré cinq épisodes d'extinctions de masse qui ont marqué l'histoire du vivant. La dernière a vu la disparition des dinosaures il y a 66 millions d'années. Sommes-nous en train d'en traverser une sixième? Certains le pensent, mais il ne s'agit pas, comme il est

généralement dit, du fait unique de l'espèce humaine. La plupart des extinctions de masse ont comme cause des modifications du climat, des événements géologiques majeurs comme des éruptions volcaniques de grande taille ou des changements chimiques dans l'eau ou l'air. La période d'extinction actuelle a été provoquée par une succession d'âges glaciaires et d'époques interglaciaires ces deux derniers millions d'années. Le mammouth, disparu il y a environ

INTERVIEW



Le patrimoine génétique du gypaète alpin a disparu. Les individus réintroduits en Suisse proviennent principalement de l'Himalaya. (NOVACK N./HORIZONFEATURES/LEEMAGE)

à mon sens, possible qu'avec des décisions politiques courageuses et certainement des sacrifices individuels.

Quel est l'état de la biodiversité en Suisse? La Suisse est une très mauvaise élève. Selon le rapport du WWF International et les données de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) de 2018, plus d'un tiers des espèces ainsi que la moitié des milieux naturels sont considérés comme menacés et 255 espèces comme éteintes. Les causes principales sont toujours les mêmes: pollution par les herbicides, pesticides et engrais notamment, et la destruction des habitats par les cultures, les routes, les captages d'eau, etc.


Si cette extinction de masse se poursuit, il ne restera plus de vie sur Terre? Même si 99% des espèces (dont l'homme) disparaissent au cours de cette sixième extinction de masse, le pour cent restant prendra son temps pour occuper les milieux abandonnés, former de nouvelles espèces et finalement donner un visage nouveau à la planète, peuplée d'espèces aujourd'hui difficilement imaginables!

Cela étant dit, rien ne nous empêche, à beaucoup plus court terme et à l'échelle locale, de faire notre possible pour conserver un environnement riche et diversifié. Ne serait-ce que pour améliorer notre qualité de vie quotidienne. Tout dépend donc de l'échelle de temps à laquelle on considère le problème. ■


Le Musée cantonal de zoologie à Lausanne présente l'exposition «Disparus» depuis le 12 avril 2019, entrée gratuite. Pour l'occasion, une petite collection d'espèces disparues, des pièces de grande valeur, a été sortie des stocks. Des espaces consacrés aux mécanismes de disparition, à la conservation de la faune et à des programmes de réintroduction ainsi qu'une galerie de photographies complètent l'exposition. Visites commentées et ateliers pour enfants sont proposés au public. Plus d'informations sur: zoologie.vd.ch

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Mercredi 17 avril 2019



lever: 06h46
coucher: 20h25
4 minutes de soleil en plus

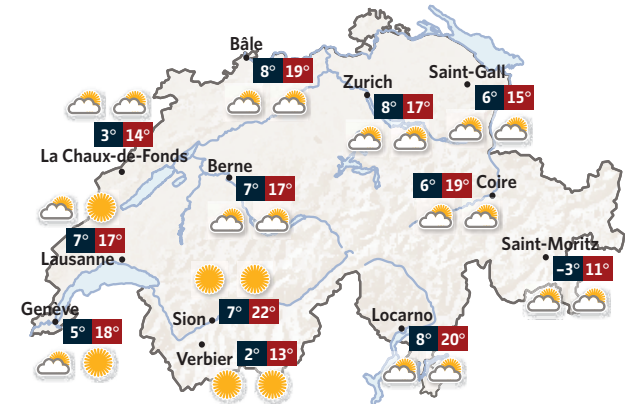
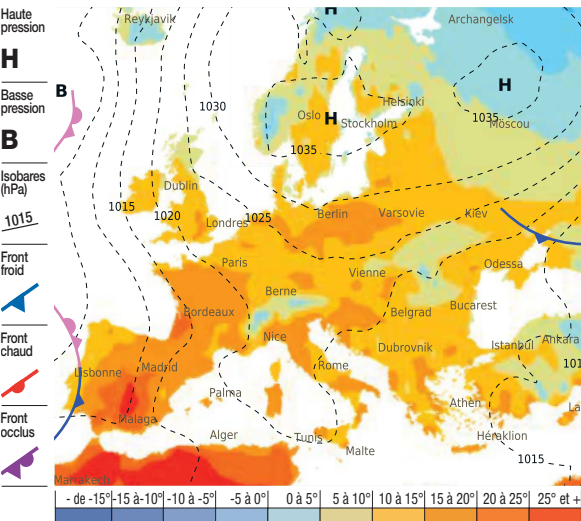


lever: 17h59
coucher: 06h11

lune croissante

taux de remplissage: 95%

Situation générale aujourd'hui à 13h



APRÈS DISSIPATION DES RÉSIDUS nuageux en début de matinée, notamment le long des Préalpes et au nord, le soleil s'imposera rapidement aujourd'hui. Quelques cumulus inoffensifs orneront les crêtes l'après-midi et une faible bise concernera le Plateau et

le Jura. Le menu du jour sera sensiblement le même jeudi avec de surplus un mercure qui pourrait régionalement dépasser la barre des 20°C en plaine. Vendredi, quelques passages nuageux et averses éparses pourraient péjorer quelque peu le temps.

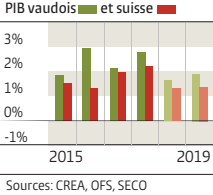
PRÉVISIONS À CINQ JOURS					
	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
	80%	70%	70%	50%	40%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	4° 20°	6° 19°	6° 19°	7° 20°	7° 20°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	6° 23°	8° 22°	7° 22°	8° 23°	8° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	6° 23°	8° 22°	7° 22°	8° 23°	8° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	6° 23°	8° 22°	7° 22°	8° 23°	8° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Economie & Finance

Vaud affecté par le ralentissement

La dégradation de la conjoncture mondiale continue de peser sur les prévisions du CREA. Malgré un recul, de 1,8 à 1,6% pour 2019, elles restent positives pour le canton de Vaud.

IMPACTÉ PAR LA CONJONCTURE



LUDGER SCHUKNECHT Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Il a mis en garde mardi la Chine contre l'endettement de ses entreprises, «l'un des plus élevés du monde», qui constitue un «défi majeur» pour une économie fragilisée par la guerre commerciale avec Washington.



44%

PAS MOINS DE 44% DES SOCIÉTÉS GENEVOISES ONT AUGMENTÉ LEUR VOLUME D'AFFAIRES L'AN DERNIER, CONTRE 46% EN 2017. Sur le plan des effectifs, 28% des entreprises ont embauché en 2018 et 13% réduit le nombre de leurs postes, Selon un sondage publié mardi par la CCIG.

SMI 9579,85 +0,70%	↑	Dollar/franc	1,0076	↑
Euro Stoxx 50 3463,36 +0,37%	↑	Euro/franc	1,1372	↑
FTSE 100 7469,92 +0,44%	↑	Euro/dollar	1,1287	↓
		Livre st./franc	1,3143	↓
		Baril Brent/dollar	71,27	↑
		Once d'or/dollar	1285	↓

Les entrepreneures prennent en main le

ÉGALITÉ Des femmes sont aujourd’hui à la tête d’entreprises dans des secteurs où elles sont encore peu représentées. Récits croisés d

RACHEL RICHTERICH
@RRichterich

D'emblée, on comprend qu'on marche sur des œufs. «J'ai quelque réticence à m'exprimer sur ce sujet, car inévitablement on me demande comment je concilie vie privée et vie professionnelle. Vous ne poseriez jamais cette question à un homme», lance Aude Pugin, directrice de l'entreprise spatiale APCO Technologies, qui fabrique notamment des structures de satellites. Bien, c'est noté.

Partons donc d'un constat, relayé récemment par le cabinet de conseil EY: la part de femmes à la tête de PME a progressé en Suisse au cours des deux dernières années, dépassant aujourd'hui les 20%. Y compris dans des métiers industriels où les femmes sont encore peu représentées: tous postes confondus la proportion est de 27%, contre 45% dans l'ensemble de l'économie, selon les estimations de la faïtière de la branche des machines-outils et des métaux Swissmem.

Au bon endroit au bon moment

Faut-il y voir un changement de mentalité ou le simple fruit du hasard? Un peu des deux, à en croire les intéressées. «Je dirais que j'étais là au moment où l'entreprise en avait besoin», raconte Anne-Sophie Spérisen. Elle dirige SOLO Swiss à Porrentruy, qui fabrique des fours pour le traitement thermique des métaux, destinés aux industries automobile, aéronautique ou spatiale. Quand elle succède à son père en 2001, la société était en grandes difficultés financières en raison de très gros projets mal maîtrisés sur les plans technique et financier. Il a fallu restructurer complètement les quatre usines,

mettre en place une gestion par unités d'affaires et développer de nouveaux produits et services pour que l'entreprise redevienne pérenne au bout de quatre ans, relate-t-elle.

Même combat pour Nicola Thibaut: quand elle reprend MPS en 2003, l'entreprise venait tout juste de se restructurer avec des centaines d'emplois perdus l'année précédente. Une nouvelle stratégie, couplée à une amélioration des processus et un engagement de tous les collaborateurs, a permis de reprendre le chemin de la croissance. Tant et si bien que la société, qui fabrique notamment des microsystèmes pour le médical, comme des pompes implantables, affichait en 2018 une croissance de 30%

sur un an. «Les difficultés que j'ai rencontrées sont inhérentes au fonctionnement de l'entreprise, au marché, à la concurrence.»

Pour Isabelle Harsch, directrice de la société de déménagement

Quand, du haut de ses 28 ans, elle reprend l'entreprise de son père en 2017 et commence par remodeler l'organigramme de l'entreprise, elle rencontre des résistances. Elle instaure une

crédibilité mise en doute en raison du fait d'être une femme. «Je n'ai pas cette histoire à raconter», souligne Aude Pugin, qui a elle aussi repris les commandes de l'entreprise familiale en 2017.

Nicola Thibaut renchérit: «Je viens du Québec, où les femmes sont majoritaires dans les universités, y compris dans certains domaines particuliers de l'ingénierie, c'était naturel de me lancer dans cette voie. Et je ne me suis jamais posé la question quand j'ai pris la direction de Mecanex (aujourd'hui RUAG) puis de MPS.» A titre de comparaison, la part d'étudiantes dans les écoles polytechniques fédérales est de moins d'un tiers – chez les professeurs, tout juste 15%. Dès lors, arrivée en Suisse, elle notera

Dans les métiers industriels, les femmes représentent – tous postes confondus – 27% des effectifs, contre 45% dans l'ensemble de l'économie

et de transport d'œuvres d'art Harsch – qui s'est notamment chargée du voyage du sarcophage romain entre Genève et Antalya en Turquie –, les obstacles étaient surtout liés à son jeune âge.

hiérarchie plus plate et une organisation transversale, un changement qu'il «n'a pas été évident de conduire, surtout dans une entreprise qui a plus de 60 ans!».

Mais aucune d'elle n'a senti sa

Les femmes pour pallier le manque de personnel

EMPLOI Elles y sont largement minoritaires, mais leur arrivée serait bienvenue. Les organisations faïtières tentent de convaincre les jeunes femmes d'intégrer l'industrie ou la construction

Quelques jours avant la rentrée de l'automne 2018, l'organisation Sens de construction s'offrait une petite vitrine à la gare centrale de Zurich. Le but: mettre en avant des apprenties et des femmes peintres, spécialistes des échafaudages ou autres métiers du bâtiment pour inciter d'autres femmes à envisager cette voie. Quelques semaines plus tard, la même association tenait une conférence de presse, cette fois pour dire qu'il manquait 3000 apprentis pour cette même rentrée.

Il est trop tôt pour parler des résultats de cette opération de séduction, précise ces jours l'association. «Les nouveaux contrats d'apprentissage seront connus dans toutes les branches d'ici au mois d'août», justifie une porte-parole, qui ajoute: «En plus, le processus de choix d'un métier dure souvent deux ans, donc on ne s'attend pas for-

cément à un énorme changement pour 2019.» Pour Sens de construction, «ce n'était de toute façon pas l'intention. Les changements d'image prennent du temps et il faut de la patience.»

Question purement pragmatique

Il ne s'agit pas d'éthique. La question est purement pragmatique et concerne toujours plus de secteurs. Chez Swissmem aussi, par exemple, attirer les femmes est un enjeu pour pallier le manque de main-d'œuvre. C'est même l'un des trois piliers de sa stratégie contre la pénurie de spécialistes, à côté de la promotion de la relève et de celle des seniors. La faïtière de l'industrie incite les entreprises à améliorer «la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale», à réfléchir à des solutions de garde, à ne pas fixer de réunion en dehors des horaires de 9h-17h, à côté de toute une série de mesures qui figurent désormais dans la convention collective de la branche.

Par ailleurs, l'organisation vise l'«encouragement précoce des jeunes filles» via des événements comme Tecmania, ou participe

aux journées techniques pour jeunes filles lancées par IngCH, l'association suisse des ingénieurs. Swissmem a en outre créé le SwisswoMEMclub en 2015 pour rassembler les femmes actives dans la branche. Le but affiché est de permettre d'«échanger les expériences, se renseigner et nouer des contacts», de même que de «motiver les femmes à s'établir dans la branche MEM et d'y rester à long terme». L'organisation recouvre un secteur qui emploie 320000 salariés en Suisse, mais elle ne dit pas quel pourcentage sont des femmes.

De fait, une étude d'EY publiée fin mars faisait elle aussi un résumé du problème: le manque de main-d'œuvre qualifiée préoccupe l'industrie. «Une entreprise sur quatre souhaite procéder à de nouvelles embauches dans les mois à venir, mais deux tiers d'entre elles font état de difficultés pour trouver et recruter des collaborateurs disposant des compétences adéquates», révèle le sondage réalisé auprès de 218 sociétés. ■

MATHILDE FARINE, ZURICH
@MathildeFarine



Les génériques sont encore sous-utilisés en Suisse

SANTÉ Les assureurs veulent des mesures incitant à prescrire des traitements moins chers. Pour la Fédération romande des consommateurs, c'est insuffisant

Ils seraient un important levier pour freiner les coûts de la santé en Suisse. Partant du fait que les médicaments comptent pour 13% dans les 80 milliards dépensés chaque année – 20% dans la part remboursée par l'assurance maladie – et que les génériques coûtent en moyenne 70% moins cher que l'original, l'équation a de quoi séduire. D'autant plus que ces alternatives moins chères sont encore sous-utilisées en Suisse, relevait mardi à Berne devant la presse la faïtière des assureurs, Santésuisse.

Avec une part de 18% au chiffre d'affaires des ventes de médicaments et de 23% en termes de volumes, les génériques présentent un fort potentiel, a souligné la directrice de Santésuisse Verena Nold. En Allemagne ou au Royaume-Uni, les génériques représentent respectivement 38% et 34% du marché en termes de reve-

nus, 85% et 81% en quantités, a-t-elle insisté lors du dixième grand oral annuel, donné conjointement avec la faïtière de l'industrie pharmaceutique, Interpharma.

Les pharmaciens dans le viseur

Pourtant, en Suisse, cette part de marché stagne depuis plusieurs années, au grand regret de Santésuisse, qui pointe notamment les marges appliquées actuellement par la distribution: calculées sous forme de pourcentage, elles impliquent que les pharmaciens se rémunèrent en fonction du prix des médicaments. «Cela favorise la prescription de produits plus chers», renchérit Axel Müller, directeur de la faïtière des génériques, Intergenerika, contacté par *Le Temps*.

Aujourd'hui, selon l'art. 38 de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS), la prime pour les distributeurs peut atteindre 12% pour les médicaments dont le prix va jusqu'à 879,99 francs. A cela s'ajoute une prime fixe de 4 à 240 francs selon

la catégorie de prix. Dans sa révision, la Confédération propose deux variantes, dont les barèmes sont unanimement rejetés par les assureurs, les pharmaciens et l'industrie.

Tous adhèrent cependant au principe, mais avec une formule allégée. A l'instar de la faïtière des assureurs, Intergenerika plaide en faveur d'une marge fixe d'une dizaine de francs, à laquelle s'ajouterait une part variable de l'ordre de 5%. Une position proche de celle des pharmaciens (PharmaSuisse) et Curafutura, qui regroupe les assureurs Helsana, CPT, Sanitas et CSS, demandant une prime fixe par emballage de 14,85 francs et un pourcentage de 3% sur le prix de fabrique. «Le potentiel d'économies serait de 330 millions de francs», a estimé Verena Nold devant la presse.

«Tous les scénarios conduisent à une hausse des prix»

Un propos que nuance la Fédération romande des consommateurs. «Nous avons étudié tous ces scénarios et il en résulterait une hausse des prix des médi-

caments les moins chers, ceux que les assurés paient souvent de leur poche», relève Yannis Papadaniél, responsable de la santé à la FRC. Dans cette catégorie (jusqu'à 4,99 francs), les prix pourraient tripler, voire quadrupler selon la variante retenue. D'où une certaine réserve sur cette démarche.

L'association de défense des consommateurs appelle aussi à la prudence concernant la fixation d'un prix de référence sur les génériques, comme le propose le Conseil fédéral dans son premier train de mesures destiné à maîtriser les coûts de la santé. Pour les assureurs, une adaptation au niveau des prix de l'étranger permettrait d'économiser 400 millions de francs, «alors que les génériques sont toujours deux fois plus élevés en Suisse que la moyenne des pays comparables comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou le Danemark», a encore relevé Verena Nold. Yannis Papadaniél tempère: «C'est un bon début, mais ce principe doit être élargi à une gamme plus large que les seuls génériques.»

Une possibilité que rejette Interpharma,

en raison du «peu de visibilité sur ce qu'induirait l'introduction d'un tel système», répond le directeur de la faïtière des pharma René Buholzer. Celui qui avait pourtant créé la surprise en disant entrer en matière sur cette question l'an passé relève par ailleurs le faible écart de prix (7%) des médicaments brevetés par rapport aux pays comparables.

De mystérieuses marges

Il ne dit en revanche rien sur les marges que réalisent les géants de la pharma sur leurs produits et qui alimentent régulièrement la controverse. Récemment, des confrères de la RTS évoquaient des facturations représentant 80 fois les coûts de fabrication. «C'est là le nœud du problème et la priorité», conclut Yannis Papadaniél. Et l'argument de la cherté des coûts de production est réduit à néant par le fait qu'aujourd'hui la production se concentre à l'étranger, en Asie en particulier. ■

RACHEL RICHTERICH
@RRichterich

34%

Un juste équilibre entre vie professionnelle et vie privée est l'un des soucis majeurs relevé par les employés. Sur 300 responsables des ressources humaines interrogés par le cabinet Robert Half, 34% ont indiqué que le manque de compatibilité entre le travail et la vie privée constituait une cause de démission. Ce pourcentage est particulièrement élevé dans les grandes entreprises. (AWP)

E-commerce

Amazon visé par une enquête

L'autorité de la concurrence en Italie a annoncé mardi avoir ouvert une enquête contre le géant américain Amazon pour possible abus de position dominante dans le commerce en ligne et la logistique. Selon l'Antitrust, Amazon conférerait des avantages sur son site en ligne (visibilité de

leurs offres, amélioration de leurs ventes...) uniquement aux vendeurs tiers qui adhèrent à son service de logistique. D'autres pays, comme le Japon, la France ou l'Autriche, ainsi que la Commission européenne, ont lancé des enquêtes ou des procédures visant les pratiques d'Amazon. AFP

Secteur industriel suisse

stacles qu'elles ont surmontés, davantage liés à la fonction qu'au genre



Opération 14 juin
Chaque semaine, jusqu'à la grève des femmes du 14 juin, «Le Temps» explore une nouvelle thématique en lien avec l'égalité et les droits des femmes.

La carrière d'une femme doit être un projet de couple, selon Aude Pugin, directrice d'APCO Technologies. (ALINE PALEY POUR LE TEMPS)

quelques regards étonnés de ses pairs, qu'elle convaincra par sa performance sur le terrain.

Les doutes quant à leurs capacités à diriger l'entreprise, ils ont été exprimés par... elles-mêmes. S'il fallait se risquer à faire une généralité, c'est celle-là. «Les femmes doivent prendre confiance en elles; souvent, elles sous-estiment leur capacité à prendre des responsabilités, elles ne se sentent pas légitimes», regrette Aude Pugin. Celle qui est aussi présidente de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) constate en outre que beaucoup de femmes déclinent des invitations à donner des conférences. Nicola Thibaudau nuance ce trait, qu'elle apparente davantage à une saine humilité qu'à un défaut: «C'est une qualité de savoir se remettre en question, cela montre une capacité à progresser en ne s'enfermant pas dans ses certitudes.»

Encore faut-il «oser» – un mot qu'elles emploient toutes et qui renforce l'image de fondeuses qu'elles dégagent. C'est cette voie de l'encouragement, plutôt que celle des quotas, qu'elles privilégient pour favoriser les postulations féminines. Que ce soit lors de journées portes ouvertes destinées aux écoles ou à l'occasion d'événements organisés par la faitière. Par solidarité féminine? Pas nécessairement, «la parité n'est pas un critère quand on engage», souligne Isabelle Har-

sch. Même si «chaque candidature féminine suscite chez nous beaucoup d'enthousiasme», ajoute Aude Pugin.

«Un projet de couple»

Si l'on cherche à recruter des femmes, c'est aussi par nécessité, puisque l'industrie va faire face dans les années à venir à un manque croissant de main-d'œuvre qualifiée, doublé d'une certaine baisse d'intérêt pour la formation duale, observe Aude Pugin. «Nos métiers nécessitent

des connaissances très pointues et les femmes représentent un potentiel de talents encore peu exploré», souligne Nicola Thibaudau.

Pour promouvoir des métiers «d'apparence moins sexy – techniques, dans des zones parfois excentrées», note Anne-Sophie Spérisen, l'en-

treprise doit faire notamment preuve de flexibilité sur l'aménagement des horaires. Que ce soit en permettant le partage de tâches (*job sharing*) ou en facilitant le travail à temps partiel, «y compris pour les hommes», souligne Isabelle Harsch. «Car quand une femme prend des responsabilités au sein d'une entreprise, c'est toute la sphère familiale qui doit être réorganisée», souligne Nicola Thibaudau. «La carrière d'une femme doit être un projet de couple», considère Aude Pugin. Avec un besoin de pouvoir concilier les deux. De part et d'autre. ■

«Les femmes doivent prendre confiance en elles; souvent, elles sous-estiment leur capacité à prendre des responsabilités»

AUDE PUGIN, DIRECTRICE D'APCO TECHNOLOGIES

MAIS ENCORE

Un dragon de plastique devant Nestlé à Vevey

Greenpeace poursuit son action contre les plastiques. Mardi matin, l'organisation a amené un dragon géant conçu à base d'emballages devant l'entrée de la multinationale Nestlé à Vevey (VD) pour réclamer la fin des emballages jetables. L'opération menée par plus d'une cinquantaine d'activistes s'est déroulée dans le calme, sous l'œil de la police présente en nombre. Une banderole portant le slogan «Nestlé stop single use» a été suspendue sur la façade de l'entreprise. ATS

EN BREF

«Lasagnes au cheval»: quatre condamnations

Six ans après le scandale de la viande de cheval vendue comme du bœuf en Europe, deux anciens dirigeants de l'entreprise française Spanghero et deux négociants néerlandais ont été condamnés mardi à Paris pour une succession de «tromperies» entre les Pays-Bas et la France. Les peines vont de 1 an avec sursis à 2 ans de prison ferme accompagnés d'interdiction d'exercer dans les métiers de la viande. Les faits commis par ces quatre hommes «ont durablement déstabilisé les filières viande et plats cuisinés en France et ont eu des conséquences sur la réglementation française mais aussi européenne», a observé le tribunal correctionnel dans son jugement. Le scandale, qui avait éclaté au Royaume-Uni début 2013 et s'était propagé à toute l'Europe, n'avait eu aucune conséquence sanitaire mais avait abouti à une crise de confiance des consommateurs. AFP

La Nouvelle-Zélande se détourne de Richemont

Le fonds souverain de la Nouvelle-Zélande, nommé NZ Super Fund, a décidé dans la foulée de l'attentat de Christchurch de se défaire de ses investissements dans les entreprises fabriquant des armes à feu. Il s'agit d'une réponse au durcissement de la législation décidée par le parlement en début de semaine dernière. Conséquence, le groupe de luxe genevois Richemont, qui détient le fabricant de fusils haut de gamme Purdey, est notamment banni des investissements du NZ Super Fund. Ce dernier gère 41 milliards de dollars néo-zélandais, soit environ 27,8 milliards de francs. LT

Temenos en progression sur tous les tableaux

Temenos a tiré profit au premier trimestre de l'année en cours de la poursuite de la transformation numérique du monde bancaire. Le développeur genevois de logiciels pour les banques a dépassé les attentes en réalisant un chiffre d'affaires de 203,8 millions de dollars (quasiment la même somme en francs), pour un résultat opérationnel (Ebit) de 49,5 millions. La hausse réelle du chiffre d'affaires, selon la norme IFRS, est de 18%, tandis que l'Ebit (non-IFRS) bondissait de près de 30% pour se situer plus de 5 millions de dollars au-dessus du consensus des analystes, selon les chiffres publiés mardi après la clôture de la bourse. Interrogé par AWP, le nouveau directeur général (CEO) Max Chuard s'est réjoui notamment de la hausse de 28% (à taux de change constants) des recettes de licence, qui ont dépassé 75 millions de dollars. Temenos maintient ses objectifs annoncés en février, à savoir une hausse de 16 à 19% du chiffre d'affaires en 2019 AFP

PUBLICITÉ



DUSTIN JOHNSON

HUBLOT

T H E A R T O F F U S I O N



Dustin Johnson

BIG BANG UNICO GOLF

HUBLOT

BOUTIQUES
GENEVE • LUZERN • ZÜRICH • ZERMATT

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 16.04.2019, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2019 en %

AS Investment Management Tél. +41 22 716 52 00 www.as-im.com <div></div>				
Fonds en actions				
AS Flexibility Switzerland (CHF) A	CHF 4/4 a	136.98	5.4	
AS Opportunity Switzerland (CHF) A	CHF 4/4 a	146.54	5.9	

Baloise Asset Management Tél. +41 (0)58 285 72 99 www.baloise-asset-management.com <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds en obligations				
BFI EuroBond (EUR) R Acc	EUR 2/1	93.29	2.0	
BFI Swissfranc Bond (CHF) R Acc	CHF 2/1	116.55	0.9	

Fonds en actions				
BFI Equity Fund (EUR) R Acc	EUR 2/1	219.32	15.9	
BFI InterStock (CHF) R Acc	CHF 2/1	102.58	16.0	
BFI Systematic Flex Equity Accu I EUR	EUR 4/4	9.93	4.0	
BFI Systematic Flex Equity Accu R CHF	CHF 4/4	9.89	4.8	
BFI Systematic Flex Equity Accu R EUR	EUR 4/4	10.04	3.9	

Fonds d'allocation d'actifs				
BFI Activ (CHF) R Acc	CHF 2/1	126.56	6.8	
BFI Activ (EUR) R Acc	EUR 2/1	77.25	6.3	
BFI Capital Protect (CHF) R Acc	CHF 2/2	10.94	0.2	
BFI C-QUAD. ARTS Bal. (EUR) R CHF	CHF 2/1	12.50	3.7	
BFI C-QUAD. ARTS Bal. (EUR) R EUR	EUR 2/1	13.21	3.9	
BFI C-QUAD. ARTS Cons. (EUR) R CHF	CHF 2/1	12.17	3.3	
BFI C-QUAD. ARTS Cons. (EUR) R EUR	EUR 2/1	12.84	3.7	
BFI C-QUAD. ARTS Dyn. (EUR) R CHF	CHF 2/1	11.59	3.3	
BFI C-QUAD. ARTS Dyn. (EUR) R EUR	EUR 2/1	12.35	3.5	
BFI Dynamic (CHF) R Acc	CHF 2/1	129.85	13.6	
BFI Dynamic (EUR) R Acc	EUR 2/1	73.77	12.6	
BFI Progress (CHF) R Acc	CHF 2/1	133.58	8.9	
BFI Progress (EUR) R Acc	EUR 2/1	81.57	9.9	

<div>BONHÔTE Tél. +41 32 722 10 00 info@bonhote.ch www.bonhote.ch</div>				
---	--	--	--	--

Fonds en obligations				
Bonhôte Asym.-Oblig (CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	95.58	0.8	
Bonhôte Asym.-Oblig (CHF) D (CHF)	CHF 3/1 a	95.70	0.8	
Bonhôte Sel.-Obl HR Multi-Fds (CHF)	CHF 4/2 a	100.94	4.2	
Fonds en actions				
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2 a	145.09	16.0	

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier	CHF 2/2	137.50	5.8	
Investissements alternatifs				
B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF)	CHF 4/2 bf	13461.00	5.9	
B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR)	EUR 4/2 bf	9638.00	6.0	
B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD)	USD 4/2 bf	11441.00	6.4	

Autres fonds				
Bonhôte Asym.- Act.(CHF) A (CHF)	CHF 3/1 af	98.94	2.0	
Bonhôte Asym.- Act.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	106.76	4.8	
Bonhôte Asym.-GI.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	101.25	3.0	
Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF 4/4 a	158.19	12.1	

<div>SYNCHRONY Funds made in Geneva</div> <div>Banque Cantonale de Genève Tél. 058 211 21 11 bcge.ch/funds</div>				
---	--	--	--	--

Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1 e	100.22	0.9	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1 e	106.54	1.8	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1 a	113.83	1.0	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3 e	110.16	0.9	
Fonds en actions				
Synchrony (LU) EuroPEAn Eq. (EUR) A	EUR 1/1 e	161.57	16.3	
Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1 e	115.83	13.8	
Synchrony (LU) HighDivEurope Stocks A	EUR 1/1 e	101.37	14.8	
Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks A	USD 1/1 e	101.85	10.9	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1 e	112.14	18.1	
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1 e	104.94	19.6	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1 e	157.55	16.0	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 e	203.87	17.8	
Synchrony Emerging Equity A	USD 4/3 f	111.55	12.5	
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3 f	170.84	15.5	
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF 1/1 e	113.00	12.9	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	213.95	19.7	
Synchrony Swiss Equity	CHF 4/3 e	169.14	18.0	
Synchrony US Equity A	USD 4/3 e	217.89	15.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	141.55	7.2	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	130.20	7.3	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	104.86	3.9	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	118.58	10.7	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1 f	101.53	3.9	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1 f	126.89	16.0	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 e	122.95	7.5	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 e	139.18	10.5	
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1 a	117.65	6.8	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1 a	117.58	8.7	
Synchrony LPP 40 SRI B	CHF 1/1 a	109.41	9.2	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1 a	106.32	13.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	141.55	7.2	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	130.20	7.3	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	104.86	3.9	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	118.58	10.7	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1 f	101.53	3.9	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1 f	126.89	16.0	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 e	122.95	7.5	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 e	139.18	10.5	
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1 a	117.65	6.8	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1 a	117.58	8.7	
Synchrony LPP 40 SRI B	CHF 1/1 a	109.41	9.2	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1 a	106.32	13.5	
Fonds immobiliers				
Synchrony Swiss Real Est Fof A	CHF 1/1 a	113.74	10.6	

Banque CIC (Suisse) SA T +41 61 264 12 00 cic.ch <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds en obligations				
CIC CH CONVERT BOND AKL B	EUR 3/3 e	1192.17	8.3	
CIC CH CONVERT BOND AKL C	CHF 3/3 e	102.79	8.1	
CIC CH COR BD EUR-SWI F AKL B	EUR 3/3 e	875.90	1.7	
CIC CH CORP. BD CHF AKL B	CHF 3/3 e	1201.62	1.1	
CIC CH GOVERN.M. BOND CHF AKL B	CHF 2/3 e	101.47	0.9	
CIC CH HY BOND "CHF PRIMUS" AKL B	CHF 3/3 e	104.52	1.7	

Fonds en actions				
CIC CH LA CAPS SWI EQ AC AKL B	CHF 2/3 e	2398.04	12.1	
CIC CH SM CAPS SWISS EQ. ACT AKL B	CHF 3/3 e	186.27	18.4	

Fonds d'allocation d'actifs				
CIC CH STRATEGY (CHF) AKL B	CHF 3/3 e	999.04	6.4	

BBGI GROUP S.A. Tél. +41 22 595 96 11 <div></div>				
---	--	--	--	--

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1 f	134.50	15.0	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1 f	81.70	1.7	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1 f	61.80	-1.0	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1 f	92.30	1.3	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1 f	66.00	-0.8	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1 f	77.70	0.3	
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 f	97.10	22.8	
BBGI Share Clean Energy (USD)	USD 1/1 f	66.70	20.0	
BBGI Share Energy (USD)	USD 1/1 f	152.90	9.8	
BBGI Share Gold (USD)	USD 1/1 f	43.40	4.6	
BBGI Tactical Switzerland A	CHF 2/1 f	149.50	11.9	
BBGI Tactical World A	USD 2/1 f	108.10	8.2	

BCV 0848 808 885 Gérifonds +41 21 321 32 00 www.gerifonds.ch info@gerifonds.ch <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF)	CHF 1/1 f	100.39	8.2	
BCV Actif Défensif (CHF)	CHF 2/1 f	94.45	5.3	
BCV Actif Offensif (CHF)	CHF 2/1 f	93.73	11.6	
BCV Actif Sécurité (CHF)	CHF 2/1 f	98.18	2.3	
BCV Pension 25 -AP-	CHF 1/1 f	131.85	5.7	
BCV Pension 40 -AP-	CHF 1/1 f	140.28	8.8	
BCV Stratégie Actions Monde	CHF 2/1 f	116.38	14.8	
BCV Stratégie Dynamique	CHF 2/1 f	101.40	10.8	
BCV Stratégie Equipondéré	CHF 2/1 f	154.44	7.9	
BCV Stratégie Obligation	CHF 2/1 f	95.35	1.3	
BCV Stratégie Revenu	CHF 2/1 f	115.09	4.9	

BlackRock Asset Management Schweiz AG Tél. +41 800 08 80 20 www.blackrock.com/ch <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds en obligations				
BGF FixedIncGlbOpps A2 USD	USD 3/1 ef	14.24	3.0	
Fonds en actions				
BGF Asian Dragon A USD	USD 2/1 ef	44.36	17.2	
BGF Asian Grwth Lead Fd A2	USD 1/1 e	19.15	13.5	
BSF MMAS A2	USD 1/1 e	95.99	-1.3	

Bordier & Cie 1204 Genève T +41 58 258 00 00 bordier.com <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier Eur.ShTerm Bd EUR	EUR 4/4 e	110.61	0.2	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 e	110.81	0.8	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR 4/4 e	113.38	14.1	
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4 e	192.22	13.9	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR 4/4 e	97.07	15.4	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 e	135.13	14.7	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4 e	136.79	14.4	

BWM SA Tél. +41 44 206 40 80 <div></div>				
--	--	--	--	--

www.bwm.ch VALUE INVESTING				
--	--	--	--	--

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG				
---	--	--	--	--

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3 a	565.55	9.2	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3 e	164.75	17.9	

CACEIS (Switzerland) SA Tél. +41 58 261 94 00 www.caceis.ch <div></div>				
---	--	--	--	--

Fonds en obligations				
BCF EM FixIn F USD	USD 2/3 a	96.96	5.1	
Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1 e	99.04	14.2	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1 e	74.46	14.3	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1 e	101.96	16.0	

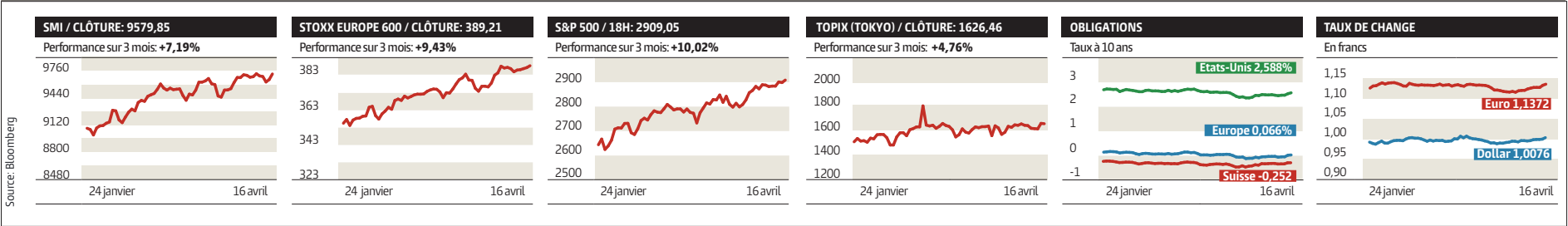
Cité Gestion SA Tél. 022 820 60 00 www.cite-gestion.com <div></div>				
---	--	--	--	--

Fonds en obligations				
CG Global Alloc. fund CHF-hdg.	CHF 1/1 a	1058.65	6.2	
CG Global Alloc. fund EUR	EUR 1/1 a	1084.77	6.3	
CG Global Alloc. fund USD-hdg.	USD 1/1 a	1130.98	7.1	

Credit Suisse Funds AG www.credit-suisse.com/amfunds <div></div>				
--	--	--	--	--

Fonds en instruments du marché monétaire				
CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1 e	978.46	-0.2	
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 e	1033.37	-0.2	
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1 e	1065.07	0.6	
CS (Lux) Money Market CHF B	CHF 2/1 f	688.75	-	
CS (Lux) Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 f	98.80	-	
CS (Lux) Money Market Fund USD B	USD 2/1 f	103.13	-	

Fonds en obligations				
Credit Suisse (Lux) Green Bond Fund B	EUR 2/1 e	153.99	4.0	
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1 e	115.29	3.0	
CS (CH) Sust. Intern. Bond A	USD 2/1 e	72.12	2.1	
CS (Lux) AgaNola Glob Val BF B	USD 1/1 e	132.05	2.6	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1 e	131.88	6.5	
CS (Lux) Bond Asia Local Ccy BF B	USD 2/1 e	114.92	4.2	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1 e	115.02	0.7	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1 e	144.07	2.0	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2 e	141.02	6.1	



La Suisse embarque sur la «nouvelle Route de la soie»



Après le Belt and Road Forum à Pékin, Ueli Maurer sera reçu en visite d'Etat en Chine fin avril. (ROLEX DELA PENA/AFP)

DIPLOMATIE Le président de la Confédération Ueli Maurer sera en visite officielle en Chine fin avril. Il participera à la deuxième édition du Belt and Road Forum et sera reçu par le président chinois Xi Jinping

RAM ETWAREEA
@ram52

La Suisse entend intégrer davantage le projet chinois de la «nouvelle Route de la soie». Ainsi, le président de la Confédération Ueli Maurer participera, les 26 et 27 avril, au Belt and Road Forum à Pékin, en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat. Pour cette deuxième édition, les autorités chinoises recherchent une plus grande adhésion à cette initiative qui s'est récemment attiré certaines critiques pour son manque de consultation et de transparence. Plusieurs pays menacent même de faire marche arrière.

Lancé en 2013 comme le «projet du siècle» par le président Xi Jinping, la «nouvelle Route de la soie» veut relier par route, rail et voie fluviale la Chine au reste du monde. En Europe, où il est vu avec une certaine suspicion, l'Italie a été, en mars, le dernier pays à signer un

protocole d'accord, notamment pour la modernisation du port de Trieste. Du coup, c'est aussi le premier pays du G7 à se rallier à l'initiative chinoise.

Le président de la Confédération Ueli Maurer sera par ailleurs reçu en visite d'Etat les 29 et 30 avril. Il aura alors une audience avec le président chinois Xi Jinping.

Développer la collaboration sino-suisse

En marge du Forum 2019, les secrétaires d'Etat Marie Gabrielle Ineichen-Fleisch, directrice du Secrétariat d'Etat à l'Economie et Daniela Stoffel, directrice du secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, signeront un protocole d'accord concernant les marchés tiers. Objectif: développer la collaboration sino-suisse en matière de commerce, d'investissement et de financement de projets sur les tracés de la «nouvelle Route de la soie», plus particulièrement dans les pays d'Asie centrale qui font partie du club suisse au sein du FMI. Il s'agit notamment du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, de l'Azerbaïdjan et de la Pologne, un groupe surnommé l'«Helvétistan».

En réalité, la Suisse est déjà liée indirectement à l'initiative chinoise. Elle figure parmi les premiers actionnaires de la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (BAII). Celle-ci a été fondée en 2013, en parallèle au projet de la «nouvelle Route de la soie». Berne a placé 700 millions de francs dans le capital de la banque.

Par ailleurs, une banque suisse et la China Reconstruction Bank, l'un des plus grands établissements financiers chinois, s'apprentent à lancer un fonds d'investissement dédié.

Le président de la Confédération commencera sa mission chinoise à Shanghai dès le 22 avril, avec une série de consultations avec des milieux économiques et financiers chinois. Du reste, il sera accompagné d'une délégation d'une trentaine d'hommes d'affaires suisses et des membres de l'Association de banquiers suisses.

Il rencontrera également les entreprises suisses établies en Chine – elles sont un millier contre 80 entreprises chinoises en Suisse, ainsi que les milieux touristiques. Avec 1,7 million de nuitées en 2018, la Chine est également la quatrième source de touristes en Suisse. ■

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Bénéfice net de Bank of America en hausse

Bank of America a annoncé mardi des résultats en demi-teinte au premier trimestre, marqués à la fois par une hausse des volumes de prêts accordés aux ménages et aux entreprises, et par une chute des recettes générées par le courtage. La deuxième banque américaine en termes d'actifs a dégagé un bénéfice net de 6,87 milliards de dollars, en hausse de 5,8% sur un an, mais le chiffre d'affaires a diminué de 0,3% à 23 milliards de dollars, selon un communiqué. **AFP**

La BNS veut rejoindre un club de banques centrales écolos

POLITIQUE MONÉTAIRE La Banque nationale suisse a déposé une demande d'adhésion au NGFS, un réseau mondial de banques centrales mobilisées pour que la finance contribue à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, révèle «24 heures»

SERVAN PECA
@servanpeca

Pour le conseiller national Benoît Genecand (PLR/GE), ne pas faire le pas aurait été de l'ordre de la «provocation». Régulièrement critiquée pour l'investissement de ses réserves monétaires dans le secteur des énergies fossiles, la Banque nationale suisse (BNS) s'active en coulisses pour accélérer ses efforts dans la préservation de l'environnement.

Dans 24 heures mardi, la BNS confirme qu'elle a déposé une demande d'adhésion au Network for Greening the Financial System (NGFS). Ce réseau de banques centrales s'est créé dans la foulée de la COP21 et de l'Accord de Paris. Il compte 30 membres, dont la Banque centrale européenne et la Banque populaire de Chine. Son objectif, affiché sur

son site internet: «Aider à renforcer la réponse mondiale pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et renforcer le rôle du système financier dans la gestion des risques et la mobilisation de capitaux pour des investissements verts et sobres en carbone, dans le contexte plus large d'un développement respectueux de l'environnement.»

«Un levier immense»

Interrogés par le quotidien, tant Benoît Genecand que la conseillère nationale Adèle Thorens (Verts/VD) saluent ce premier pas. Mais ils demandent à voir. La BNS reste imprécise à ce sujet. Elle évoque un «échange d'expériences et de connaissances à

propos des risques climatiques sur la stabilité financière et les scénarios macroéconomiques».

Pour Adèle Thorens, «le levier d'action des banques centrales est immense. Elles auraient la possibilité de désinvestir dans les sociétés les plus polluantes [...] mais elles peuvent aussi encourager les entreprises dans lesquelles elles investissent à se réorienter vers des activités plus durables.» ■

LU AILLEURS

EN BREF

Caisses de pension: pertes de 2018 effacées

L'évolution favorable des marchés financiers au cours des trois premiers mois de l'année a eu des répercussions positives sur les avoirs du deuxième pilier en Suisse. Entre janvier et mars, les caisses de pension ont effacé les pertes subies en 2018, selon le cabinet de conseil Willis Towers Watson (WTW). Le rendement n'a jamais été aussi élevé en neuf ans et demi. Le taux de couverture – soit le rapport entre la fortune des caisses et les rentes à verser – a gonflé de 1,8 point de pourcentage à 104,1%. Avec un taux supérieur à 100%, les caisses peuvent théoriquement tenir leurs engagements. Cette amélioration est inhabituelle, car les portefeuilles types sont pondérés pour limiter les dégâts liés au marché des actions. Or, depuis le début de l'année, les obligations profitent aussi de la tendance, alors que des périodes fastes devraient leur être plutôt défavorables. **AWP**

BlackRock plombé au premier trimestre

BlackRock, le premier gestionnaire d'actifs au monde, a annoncé mardi avoir enregistré un recul de son bénéfice et de ses revenus au premier trimestre, pâtissant d'une baisse des commissions versées par ses clients qui préférèrent investir dans des produits financiers à faible coût de gestion. La société new-yorkaise a dégagé un bénéfice net de 1,05 milliard de dollars (autant en francs) sur les trois premiers mois de l'année, soit – 3,3%. Le chiffre d'affaires a lui reculé de 6,6% à 3,34 milliards, conforme aux attentes (3,34 milliards), tandis que le volume d'actifs géré par l'entreprise au 31 mars s'élevait à plus de 6515 milliards de dollars, en hausse de 3,14% sur un an. L'entreprise a attiré 65 milliards de dollars d'argent frais au premier trimestre, profitant de l'intérêt continu pour ses fonds indiciels (ETF). **AFP**

Bonne performance du luxe

BOURSE Mardi, la bourse suisse a ouvert la séance en hausse de 0,21% à 9533,75 points, retrouvant le canal moyen du mois d'avril. Les indications préalables en provenance de Wall Street étaient pourtant négatives avec des résultats d'entreprises, notamment de banques, mitigés. Le Dow Jones a cédé 0,10% à 26384,70 points et le Nasdaq 0,10% à 7629,12 points. Sur le plan économique, le baromètre de la confiance des milieux financiers en Allemagne est repassé dans le vert en avril, tandis que le taux de chômage outre-Manche se maintenait en février à un plus bas depuis plus de 40 ans. Le SMI a clôturé en hausse de

0,70% à 9579,85 points et le SPI de 0,62% à 11498,81 points. Seul repli du jour au sein du SMI, **Novartis** (-0,25% à 80,86 francs) a obtenu de l'Agence américaine des médicaments le statut d'examen prioritaire pour son médicament brolicizumab contre la dégénérescence maculaire humide. **Roche** a grignoté 0,04% à 269 francs. Pour sa part, **Nestlé** a progressé de 0,57% à 94,90 francs. **Alcon** a perdu un peu de vitesse dans la journée avant d'enregistrer un gain de 2,21% à 56,30 francs. Deux poids lourds de la finance, BlackRock et The Capital Group, sont entrés au capital du nouvel entrant au SMI. En verve également, les valeurs du luxe **Richemont** (+1,57% à 73,64 francs) et surtout **Swatch** (+3,29% à 310,60 francs) ont affiché de solides performances. Les banquiers ont été en bonne forme avec des gains de 0,96% à 13,105 francs pour **UBS** et de 1,95% à 13,31 francs pour **Credit Suisse**. ■

Païement du dividende de Nestlé S.A.



L'Assemblée générale de Nestlé S.A. du 11 avril 2019 a décidé de verser le dividende suivant pour l'exercice 2018:

Brut CHF 2.45 par action

sous déduction de l'impôt fédéral anticipé de 35%, perçu à la source.

Le dividende sera payé à tous les actionnaires ayant droit au dividende le 12 avril 2019, selon leurs instructions, à compter du 17 avril 2019.

Nestlé S.A.
Cham et Vevey, le 17 avril 2019
Le Conseil d'administration

FONDS DE PLACEMENT

Fournir par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 16.04.2019, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2019 en %

Pictet-Robotics -P dy USD	USD 4/4 e	176.67	24.9
Pictet-Russian Equities -P USD	USD 2/1 e	73.36	16.0
Pictet-Security -P USD	USD 2/2 e	257.19	21.0
Pictet-Small Cap Europe -P EUR	EUR 2/2 e	1222.57	20.6
Pictet-Timber -P USD	USD 1/1 e	168.25	14.6
Pictet-US Eq Sel -P USD	USD 2/2 e	237.01	14.9
Pictet-USA Index -P USD	USD 4/4 e	261.99	16.3
Pictet-Water -P EUR	EUR 2/2 e	322.41	17.7

Fonds d'allocation d'actifs

PCH Target LPP MA Flex PX dy CHF	CHF 4/4 f	99.81	4.4
PCH-LPP 25 -P dy CHF	CHF 4/4 f	1257.62	5.1
PCH-LPP 40 -P dy CHF	CHF 4/4 f	1407.86	7.2
Pictet-Multi Asset Glb Op P EUR	EUR 4/4 f	120.96	4.2
Pictet-Piclife -P CHF	CHF 2/1 f	1085.89	7.1

Autres fonds

Pictet[CH]Pre.MtIs-Phy.Gold P dy CHF	CHF 2/1 e	124.75	2.2
Pictet[CH]Pre.MtIs-Phy.Gold P dy EUR	EUR 2/1 e	110.00	1.5
Pictet[CH]Pre.MtIs-Phy.Gold P dy USD	USD 2/1 e	124.48	0.3

Piguet Galland & Cie SA

Tél. 058 310 44 36
pgfunds@piguetgalland.ch
www.piguetgalland.ch



Fonds en obligations

Piguet Global Fund - Int. Bond Cap	CHF 1/1	173.42	3.3
Piguet Global Fund - Int. Bond Cap	EUR 1/1	175.62	3.3
Piguet Global Fund - Int. Bond Cap	USD 1/1	262.55	3.4
Piguet Global Fund - Int. Bond Dis	CHF 1/1	114.56	3.3
Piguet Global Fund - Int. Bond Dis	EUR 1/1	112.80	3.3
Piguet Global Fund - Int. Bond Dis	USD 1/1	153.09	3.4

Fonds en actions

Piguet Int. Fd SICAV-World Eq. CHF	CHF 1/1 a	137.80	15.5
Piguet Int. Fd SICAV-World Eq. EUR	EUR 1/1 a	112.60	15.6
Piguet Int. Fd SICAV-World Eq. USD	USD 1/1 a	149.65	17.0

Procimmo SA

Tél : +41 (0)43 817 70 43
www.procimmo.ch



Fonds immobiliers

Polymen Fonds Immobilier	CHF 5/5	146.50	7.3
Procimmo Swiss Commercial Fund	CHF 2/2	170.50	10.7
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	410.00	2.5

PvB Pernet von Balmoos AG

Tél. 044 205 51 51
www.pvbswiss.com



Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd A	CHF 4/4 e	114.71	15.6
---------------------------	-----------	--------	------

Banques Raiffeisen

Tél. 0844 888 808
www.raiffeisen.ch



Fonds en obligations

Raiffeisen Conv Bond Global B	CHF 2/1 e	102.59	3.0
Raiffeisen Euro Obli A	EUR 2/1 e	82.71	1.8
Raiffeisen Euro Obli B	EUR 2/1 e	194.85	1.8
Raiffeisen Futura Global Bond A	CHF 4/1 e	84.61	2.3
Raiffeisen Futura Global Bond I	CHF 1/1 e	97.94	2.5
Raiffeisen Futura Swiss Franc Bond A	CHF 4/1 e	109.01	1.1
Raiffeisen Futura Swiss Franc Bond I	CHF 4/1 e	102.67	1.2
Raiffeisen Swiss Obli A	CHF 2/1 e	115.72	1.2
Raiffeisen Swiss Obli B	CHF 2/1 e	196.93	1.2

Fonds en actions

Raiffeisen EuroAc A	EUR 2/1 e	112.30	15.3
Raiffeisen EuroAc B	EUR 2/1 e	161.95	15.3
Raiffeisen Futura Global Stock A	CHF 4/1 e	96.99	13.3
Raiffeisen Futura Global Stock I	CHF 4/1 e	132.99	13.5
Raiffeisen Futura Swiss Stock A	CHF 4/1 e	278.85	15.9
Raiffeisen Futura Swiss Stock I	CHF 4/1 e	145.42	16.1
Raiffeisen SwissAc A	CHF 2/1 e	425.05	15.5
Raiffeisen SwissAc B	CHF 2/1 e	503.07	15.5

Fonds d'allocation d'actifs

Raiffeisen Global Invest Balanced A	CHF 2/1 e	123.74	6.6
Raiffeisen Global Invest Balanced B	CHF 2/1 e	156.96	6.6
Raiffeisen Global Invest Equity A	CHF 2/1 e	98.68	10.4
Raiffeisen Global Invest Equity B	CHF 2/1 e	103.06	10.4
Raiffeisen Global Invest Growth A	CHF 2/1 e	110.29	8.6
Raiffeisen Global Invest Growth B	CHF 2/1 e	114.56	8.6
Raiffeisen Global Invest Yield A	CHF 2/1 e	109.79	4.7
Raiffeisen Global Invest Yield B	CHF 2/1 e	145.46	4.7
Raiffeisen Pens.Inv. Fut Yield A	CHF 4/1 e	140.88	4.7
Raiffeisen Pens.Inv. Fut Yield I	CHF 4/1 e	153.21	4.7
Raiffeisen Pens.Inv.Fut Eq A	CHF 4/4 e	103.53	-
Raiffeisen Pens.Inv.Fut Eq I	CHF 4/4 e	103.53	-
Raiffeisen Pens.Inv.Fut.Balanced A	CHF 4/1 e	133.84	7.2
Raiffeisen Pens.Inv.Fut.Balanced I	CHF 4/1 e	144.77	7.2

Autres fonds

EURO STOXX 50 EUR Dis	EUR 4/4 e	130.21	15.8
Raiffeisen Index-SPI Dis	CHF 4/1 e	161.97	16.1
Raiffeisen Pens Inv Fut Growth A	CHF 4/4 e	127.56	11.3

Raiffeisen Pens Inv Fut Growth I	CHF 4/4 e	134.42	11.3
----------------------------------	-----------	--------	------

REALSTONE

Tél. +41 58 262 00 00, www.realstone.ch

Fonds immobiliers

Realstone Development Fund	CHF 5/5	124.20	1.1
Realstone Swiss Property Fund	CHF 5/5	139.60	8.6

responsAbility

Investments AG
www.responsesAbility.com



Autres fonds

rA Fair Agriculture B1	CHF 2/2 b	88.65	-6.9
rA Fair Agriculture B2	EUR 2/2 b	91.16	-7.0
rA Micro and SME FF B	USD 4/1 b	162.28	1.5
rA Micro and SME FF H CHF	CHF 4/1 b	124.92	0.6
rA Micro and SME FF H EUR	EUR 4/1 b	140.57	0.7

Solvalor Fund Management

Tél. +41 58 404 03 00
www.solvalor.ch



Fonds immobiliers

Solvalor 61	CHF 1/1	275.00	12.6
-------------	---------	--------	------

Trillium SA

Tél.: 022 318 84 49
Fax: 022 318 84 48
www.manavest.ch



Autres fonds

Manavest-Convertible Bds CHF	CHF 4/4 a	109.43	5.4
Manavest-Convertible Bds EUR	EUR 4/4 a	78.85	5.5
Manavest-Convertible Bds USD	USD 4/4 a	102.27	6.5
Manavest-Em Mkt Eq CHF	CHF 4/4 a	102.77	11.9
Manavest-Em Mkt Eq EUR	EUR 4/4 a	75.27	12.0
Manavest-Eur. Evol. Eq. EUR	EUR 4/4 a	223.67	19.1
Manavest-Euro Corp Bds CHF	CHF 4/4 a	116.83	3.1
Manavest-Euro Corp Bds EUR	EUR 4/4 a	93.03	3.2
Manavest-Euro Sel. Eq. EUR	EUR 4/4 a	131.86	11.9
Manavest-Fle & Da. 2024 bonds CHF	CHF 4/4 a	107.70	4.1
Manavest-Fle & Da. 2024 bonds EUR	EUR 4/4 a	110.70	4.2
Manavest-Fle & Da. 2024 bonds USD	USD 4/4 a	117.47	5.0
Manavest-Glo. Themes CHF	CHF 4/4 a	102.30	16.7
Manavest-Glo. Themes EUR	EUR 4/4 a	102.14	16.8
Manavest-Glo.Fix.Inc.To.Ret. CHF	CHF 4/4 a	83.19	2.2
Manavest-Glo.Fix.Inc.To.Ret. EUR	EUR 4/4 a	78.19	2.3
Manavest-Glo.Fix.Inc.To.Ret. USD	USD 4/4 a	103.47	2.2

Manavest-Gover. Bds CHF	CHF 4/4 a	113.86	1.3
Manavest-Gover. Bds EUR	EUR 4/4 a	91.00	1.4
Manavest-Multist. Fix. In. CHF	CHF 4/4	95.92	2.2
Manavest-Multist. Fix. In. EUR	EUR 4/4	97.00	2.3
Manavest-US Ble. Plus Eq. USD	USD 4/4 a	126.29	15.4
Manavest-US Flex. Eq. USD	USD 4/4 a	141.67	18.0

Union Bancaire Privée, UBP SA

Tél. 00800 827 38 637
www.ubp.com
ubpfunds@ubp.ch



Fonds en obligations

UBAM - Abs. Ret. Low Vol FI APC	EUR 2/1 e	101.94	0.5
UBAM - Corporate Euro Bond AC	EUR 1/1 e	198.57	3.2
UBAM - Corporate US Dollar Bond AC	USD 1/1 e	196.61	3.8
UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR 1/1 e	252.55	0.4
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD 1/1 e	223.07	1.2
UBAM - Em Mkt Dbt Opportunities AC	USD 1/1 e	176.95	6.8
UBAM - Emerging Mkt Corp Bond AC	USD 4/1 e	144.51	5.1
UBAM - Euro Bond AC	EUR 1/1 e	1030.23	1.9
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD 4/1 e	179.27	6.9
UBAM - US Dollar Bond AC	USD 1/1 e	2590.05	1.3
UBAM - 30 Global Leaders Equity AH	USD 1/1 e	163.86	18.8
UBAM - AJIO US Equity Value AC	USD 1/1 e	1086.82	12.3
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1 e	15318.00	17.2
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR 1/1 e	1730.87	11.2
UBAM - Europe Equity AC	EUR 4/1 e	442.92	15.8
UBAM - SNAIM Japan Equity Value AC	JPY 1/1	1470.00	9.3
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1 e	334.87	16.8

Autres fonds

UBAM Convertibles Europe AC	EUR 1/1 f	1572.16	3.9
-----------------------------	-----------	---------	-----

Vontobel

Fonds Services AG
T +41 58 283 53 50
vontobel.com/am



Fonds en instruments du marché monétaire

Swiss Money B	CHF 2/1 e	113.68	0.1
US Dollar Money B	USD 2/1 e	135.31	1.1

Fonds en obligations

Absolute Return Bond (EUR) B	EUR 2/1 e	157.17	2.2
Absolute Return Bond Dynamic B	EUR 2/2 e	101.16	4.0
Bond Gbl Aggregate B	EUR 2/2 e	110.89	3.1
Eastern European Bond B	EUR 2/1 e	136.58	1.9
Emerging Markets Debt B	USD 2/1 e	129.17	7.3
EUR Corporate Bond Mid Yield B	EUR 2/1 e	177.13	4.0
Euro Bond B	EUR 2/1 e	405.40	1.8

Global Convertible Bond B	EUR 2/1 e	132.70	3.6
High Yield Bond B	EUR 2/1 e	132.21	5.9
Sust Em Mkts Loc Coy Bd B	USD 2/1 e	93.01	4.0
Swiss Franc Bond B	CHF 2/1 e	242.32	1.4
TwentyFour Abs. Ret. Credit AQHG	EUR 4/4 e	97.53	2.0
Value Bond B	CHF 2/1 e	105.42	2.3

Fonds en actions

Asia Pacific Equity B	USD 2/1	557.22	14.4
Clean Technology B	EUR 2/1 e	316.86	20.0
Emerging Markets Equity B	USD 2/1 e	812.42	13.8
Eur. Mid & Small Cap Equity B	EUR 2/1 e	237.88	19.0
European Equity B	EUR 2/1 e	295.01	13.8
Future Resources B	EUR 2/1 e	187.19	17.2
Global Equity B	USD 2/1 e	293.01	12.0
Global Equity Income B	USD 2/1 e	259.33	8.5
Japanese Equity B	JPY 2/1	7259.00	6.4
mtx China Leaders B	USD 2/1	257.33	21.3
mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD 2/1	377.96	17.3
mtx Sust.Emer.Mkts Leaders B	USD 2/1 e	151.99	15.9
mtx Sust.Global Leaders B	USD 2/1 e	141.87	12.5
New Power B	EUR 2/1 e	145.72	19.5
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1 e	227.71	16.1
Swiss Mid and Small Cap Equity B	CHF 2/1 e	222.03	18.2
US Equity B	USD 2/1 e	1373.30	13.9
Vescore Swiss Eq Miti Factor A	CHF 2/1 e	137.83	17.6
Vontobel Swiss Dividend A	CHF 4/1 e	565.59	15.7
Vontobel Swiss Small Companies A	CHF 4/1 e	1005.66	12.4

Autres fonds

Alternative Risk Premia I	USD 4/4 f	102.02	1.7
Commodity B	USD 2/1 e	58.08	14.8
Dynamic Commodity B	USD 2/1 e	64.29	13.4
Euro Short Term Bond B	EUR 2/1 e	133.23	1.2
Multi Asset Alphabet B	EUR 4/4 e	97.84	3.4
Multi Asset Solution B EUR	EUR 4/4 e	102.95	5.4
Non-Food Commodity B	USD 4/4 e	82.28	18.6
Vescore Artif. Intel IMA B - EUR	EUR 4/4 e	109.15	9.2

Vontobel Fonds Services AG - Helvetia

Tel. 0848 80 10 20
Fax 0848 80 10 21
www.vontobel.com



Fonds en obligations

Helvetia - Income Pf A	CHF 4/1 e	136.63	3.5
Helvetia - Income Pf I	CHF 4/1 e	153.91	3.5

Fonds en actions

Helvetia - Dynamic Pf A	CHF 4/1 e	130.40	9.4
Helvetia - Dynamic Pf I	CHF 4/1 e	134.98	9.4

Explication Indices
Conditions d'émission et de rachat de parts: Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts: 1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire) 2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution) 3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées) 4. Combinaison de 2) et 3) 5. Conditions particulières lors de l'émission de parts Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts: 1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire) 2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution) 3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements) 4. Combinaison de 2) et 3) 5. Conditions particulières lors du rachat de parts Particularités: a) évaluation hebdomadaire b) évaluation mensuelle c) évaluation trimestrielle d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts e) valeur du jour précédent f) évaluation antérieure g) émission des parts suspendue temporairement h) émission et rachat de parts suspendus temporairement i) prix indicatif l) en liquidation x) après distribution de revenu et/ou gain de cours Les informations fournies sont sans garantie NAV / Issue Price commissions non comprises

Zurich Invest AG

Tél. 044 628 49 99
Fax 044 629 18 66
www.zurich.ch



Fonds en instruments du marché monétaire

Target Inv. Fd Geldmarkt CHF - B	CHF 1/1 e	8.61	-0.7
----------------------------------	-----------	------	------

Fonds en obligations

Target Inv. Fd Obligationen CHF - B	CHF 2/1 e	9.48	1.5
-------------------------------------	-----------	------	-----

Fonds en actions

Target Inv. Fd 100 CHF - B	CHF 2/1 e	21.71	15.2
----------------------------	-----------	-------	------

Fonds d'allocation d'actifs

Target Inv. Fd 25 CHF - B	CHF 2/1 e	11.97	5.5
Target Inv. Fd 35 CHF - B	CHF 2/1 e	12.71	6.6
Target Inv. Fd 45 CHF - B	CHF 2/1 e	13.82	7.9

BOURSE

ACTIONS SUISSES DE COURS SUR WWW.LETEMPS.CH

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Volume	Extrêmes 12 mois	Var.% déb. 19</
-------	---------------	-------------	--------	------------------	--------------------

Carnet du jour 17

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE 14 h: M^{me} Denise Deladoey-Clavel ; Lausanne; chapelle Saint-Roch. 14 h 30: M. Roland Aaby ; Villeneuve; centre funéraire de Montoie, chapelle A. 14 h 30: M. Humbert Cambrosio ; Lausanne; église du Sacré-Cœur d8#39; Ouchy. 15 h: M. Jean-François Renaud ; Lausanne; centre funéraire de Montoie, chapelle B. VAUD Aigle – 14 h: M. Domenico Bibbo ; église catholique. Bottens – 14 h: M. Georges Bezençon ; temple. Chailly – 14 h: M. Michel Perréaz ; temple. Morges – 15 h: M^{me} Chantal Virnot-Segard ; église catholique Saint-François-de-Sales. Perroy – 14 h: M^{me} Paulette Jotterand-Baudat ; temple. St-Sulpice – 14 h: M^{me} Leonor Wessner-Pardo ; cimetière. Vallorbe – 13 h 30: M. René Simon ; temple.	Yverdon-les-Bains – 14 h: M. Jean-Paul Randin-Pavillard ; centre funéraire. FRIBOURG Albeuve – 14 h 30: M. Gottfried Trachsel ; église. Cheyres – 14 h 30: M. Conrad Joye ; église. Rue – 14 h 30: M. Fernand Cuennet ; église. Sensales – 14 h: M^{me} Annelyste Piccand-Dévaud ; église. NEUCHÂTEL La Chaux-de-Fonds – 11 h: M. Jean-Pierre Juvet ; centre funéraire. Le Landeron – 14 h: M. Maurice Bourgoin ; église Saint-Maurice. Les Ponts-de-Martel – 13 h 30: M. Willy Huguenin-Lüthi ; temple. Neuchâtel – 15 h: M. Pierre Fasel ; basilique mineur Notre-Dame (église rouge). VALAIS Crans – 17 h: M. Giuseppe Vadala ; chapelle. Héremence – 17 h: M^{me} Cécile Dayer ; église.	Martigny-Bourg – 10 h: M. Maurice Juillerat ; église Saint-Michel. Randogne – 17 h: M. David Debrunner ; église. Troistorrents – 16 h: M^{me} Josiane Granger ; église. GENÈVE Châtelaine – 10 h: M. Jorge Montserrat-S&#225;nchez ; église Saint-Pie X. Genève – 14 h 15: M^{me} Madeleine Fuochi ; centre funéraire de Saint-Georges, chapelle B. Genève – 14 h 30: M. Roland Richter ; temple de la Servette. Genève – 14 h 45: M^{me} Marie-Claire Hofer-Aufair ; centre funéraire de Saint-Georges. Genève – 16 h: M. Georges Gabriel Kahalé ; centre funéraire de Saint-Georges. Meyrin-Village – 14 h 30: M^{me} Marguerite Pugin ; église Saint-Julien. Versoir – 10 h 15: M^{me} Bernadette Wütrich ; église catholique.
---	--	--

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Le Temps publicité:
Tél. +41 58 269 29 00
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre médico-chirurgical des Eaux-Vives: Tél. 022 718 03 80 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy:	VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, Vevey: Tél. 021 923 40 00 Hôpital Riviera-Chablais, Montreux: Tél. 021 966 66 66 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43



NOUS NOUS ENGAGEONS, ABONNEZ-VOUS !

En vous abonnant au Temps, vous ne nous apportez pas seulement un soutien essentiel, vous protégez aussi les fondements de vos libertés individuelles.

Toutes nos offres d'abonnement sont à découvrir sous www.letemps.ch/abos ou au 0848 48 48 05

www.letemps.ch

LE TEMPS

Pompes funèbres officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33 Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10. Aigle: tél 024 466 46 56 Aubonne: Tél. 021 808 62 88 Bex: tél : 024 463 35 79 Carrouge: Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69 Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00 Chexbres: Tél. 021 946 24 01 Echallens: Tél. 021 882 23 35 Froideville: Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54 Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12 Mézières: Tél. 021 903 23 38 Montreux: Tél. 021 964 46 46 Morges: Tél. 021 801 06 08 Morrens: Tél. 021 731 16 55 Moudon: Tél. 021 905 28 28 Nyon: Tél. 022 361 80 10 Orbe: Tél. 024 441 15 55 Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15 Rolle: Tél. 021 825 50 60 Villeneuve: Tél. 021 960 30 20 Vuibroye: Tél. 021 907 79 18 Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27 Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38 Flordeuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 Funeragor: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33 Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91 François Schneider et fils,	Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43. Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertout 8, Tél. 021 801 23 43 Bière: Tél. 021 809 51 60 Nyon: Tél. 022 361 05 05 Perroy: Tél. 021 825 30 40 Gavillet SA Pompes funèbres: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32 Vevey: Tél. 021 922 89 11 Générales SA: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43 Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13 Le Sépey , route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51 Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22 Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44 Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20 Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78 Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00 Clarens, Tél. 021 961 11 12 La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80 St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00 Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon, rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00	Tél. 032 968 38 33 Pompes funèbres Yan Dubois, Couvet: Clos-Pury 7, Tél. 032 861 12 64 Emery Pompes funèbres, Hauterive: Rouges-Terres 1B, Tél. 032 841 18 00 Pompes Funèbres Horizon, Bôle: rue de Pierre-à-Sisier 13, Tél. 032 842 18 42 JURA ARC-Jura Voisard SA: www.arc-jura-voisard.ch Delémont: rue de Fer 7, Tél. 032 422 25 25 Bassecourt: Tél. 032 426 88 88 Saignelégier. Tél. 079 426 90 11. Pompes Funèbres Chaignat SA: Saignelégier, rue de la Gruère 25, Tél. 032 951 24 51
ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE GENEVE Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00, VAUD	NEUCHÂTEL Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30. Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04 Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42. Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chaux-de-Fonds: rue de Chasseral 79,	FRIBOURG (CANTON) Pompes Funèbres Générales Fribourg-Région Sàrl: Fribourg: rue de Morat 54, Tél. 026 322 39 95 Bulle: Tél. 026 913 97 07. Romont: Tél. 026 652 89 90 Murith P. SÀ: Fribourg: bd de Pérolles 27, Tél. 026 322 41 43 Corserey: les Pontets 10, Tél. 026 470 19 94 Domdidier: rue de Saint-Aubin 6, Tél. 026 675 41 33 Murten: Tél. 026 672 21 00 Bestattungsdienst Josef Mülhauser: Düringen: Velgaweg 4, Tél. 026 493 30 46 Bestattungsdienst Raemy GmbH: Giffers: Allmendstrasse 20, Tél. 026 418 14 29 VALAIS Gay-Crosier & Terrettzaz SA: Martigny: rue D'Octodure 2, Tél. 027 722 24 13. Pompes funèbres Pagliotti & Fils: Martigny: av. du Grand-St-Bernard 66, Tél. 027 721 87 21

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA Pont Bessières 3 Case postale 6714 CH – 1002 Lausanne Tél + 41 58 269 29 00 Fax + 41 58 269 28 01 Conseil d'Administration Présidence: Marc Walder Direction Ringier Axel Springer Suisse SA Directeur Suisse romande: Daniel Pillard Rédaction en chef Rédacteur en chef: Stéphane Benoit-Godet adjoints: David Haeberti, Eléonore Sulser Rédacteur en chef web: Gaël Hurlimann adjoint: Xavier Filliez Assistante: Marie-Jane Berchten	Chefs de rubrique <i>International:</i> Simon Petite <i>Suisse:</i> Yelmarc Roulet <i>Economie:</i> Valère Gogniat & Servan Peca <i>Opinions & Débats:</i> Frédéric Koller <i>Culture & Le Temps Week-end:</i> Stéphane Gobbo <i>Epoque & Société:</i> Célia Héron <i>Sport:</i> Laurent Favre <i>Sciences:</i> Pascaline Minet Chefs d'édition Nicolas Dufour (numérique) Olivier Perrin Philippe Simon Jean-Michel Zufferey Responsable production Cyril Bays	Iconographie Catherine Rüttimann Rédacteur en chef T Magazine Emmanuel Grandjean La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact Rédaction de Genève <i>Responsable:</i> David Haeberti Rue Jean-Violette 10 CH- 1205 Genève Tél. + 41 58 269 29 00 Rédaction de Berne <i>Responsable:</i> Bernard Wuthrich Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 58 269 29 26	Rédaction de Sion <i>Responsable:</i> Grégoire Baur Case postale 906 1950 Sion Tél. + 41 58 269 29 79 Rédaction de Zurich Flurstrasses 55 CH - 8048 Zurich Tél. + 41 58 269 29 00 Relation clients Ringier SA Pont Bessières 3 CP 7289 - 1002 Lausanne Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 0848 48 48 05 Fax + 41 58 269 28 01 <i>E-mail:</i> relationclients@letemps.ch <i>Tarifs:</i> découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Marketing <i>Directeur Suisse:</i> Roland Wahrenberger <i>Directrice romande:</i> Madiha Favre <i>Brand Manager:</i> Emmanuelle Dellus Business et développement <i>Directeur:</i> Alain Jeannet Régie publicitaire Admeira SA Pont-Bessières 3 1002 Lausanne Tél. +41 58 909 98 23 E-mail: lt_publicite@admeira.ch Prix et conditions générales: www.admeira.ch <i>Chief Executive Officer:</i> Bertrand Jungo <i>Chief Commercial Officer:</i> Frank Zelger <i>Business Unit Director RASCH:</i> Beniamino Esposito <i>Sales Director:</i> Anne-Sandrine Backes-Klein	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA Tirage diffusé 35 071 exemplaires (source : tirage contrôlé REMP 2018) Audience REMP MACH Basic 2018-2 : 108 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél.+41582692800, e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support,	qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres oeuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139 <div> MIXTE Papier issu de sources responsables FSC-C014046</div> Journal imprimé sur papier certifié FSC®
---	---	--	--	---	---	--

«Fanprojekte», Bundesliga social club

FOOTBALL En Allemagne, 59 clubs allant de la première à la quatrième division accueillent des travailleurs sociaux qui utilisent le football pour faciliter l’intégration sociale des fans. Reportage à Kaiserslautern

CLÉMENT LE FOLL, KAISERSLAUTERN

Durant la Seconde Guerre mondiale, les prisonniers de guerre épélucaient des patates. De cette corvée, il ne reste à Kaiserslautern que le nom Kartoffelhalle, littéralement la salle des pommes de terre. Aujourd’hui, ce bungalow à la façade taguée aux couleurs rouge et blanc du 1. FC Kaiserslautern abrite le *Fanprojekt* (projet

«La relation que j’ai avec ces jeunes va au-delà d’une simple journée de travail»

MICHELLE, TRAVAILLEUSE SOCIALE DU FANPROJEKT DE KAISERSLAUTERN

de fans, en français) de ce club de l’ouest de l’Allemagne. Son but principal: faciliter l’intégration sociale de jeunes supporters âgés de 12 à 27 ans à travers différentes initiatives et événements. «C’est un mélange entre un foyer pour jeunes et du travail de rue», définissait récemment le coordinateur national de ces initiatives, Michael Gabriel, au magazine *11 Freunde*.

Fondées en 1993, ces structures de travail social sont désormais présentes dans 59 clubs allemands. Sont concernés les populaires Bayern Munich et Borussia Dortmund, mais aussi des équipes de quatrième division conservant une solide base de fans comme le Rot-Weiss Essen ou le Waldhof Mannheim. Les *Fanprojekte* emploient des travailleurs sociaux. A Kaiserslautern, ils sont trois: Michelle et Florian (30 ans) et Christian (39 ans). Lunettes rectangulaires sur le nez et bonnet vissé sur la tête, ce dernier en est le responsable depuis juillet 2013. «Ici, supporter le club est la sous-culture qui unit le plus les jeunes», éclaire-t-il. La récente relégation en 3. Liga n’a pas altéré la ferveur de fans qui ont pourtant vécu un titre de champion d’Allemagne en 1998 avec Andreas Brehme, Michael Ballack et Ciriaco Sforza. Cette saison, chaque rencontre à domicile du 1. FC Kaiserslautern réunit plus de 21000 spectateurs.



Dans le stade du Borussia Dortmund, des banderoles défendent les «projets de fans». (THOMAS BIELEFELD/IMAGO)

Bureaux, cuisine, bibliothèque garnie de magazines de football et télévision, une ambiance chaleureuse règne dans le local du *Fanprojekte*. «Depuis notre création en 2007, nous avons aidé près de 250 jeunes, majoritairement en difficulté scolaire ou en proie à des problèmes familiaux, commence Christian, confortablement assis dans un divan vert. Nous faisons de l’aide aux devoirs ou de la rédaction de CV.» Pour les parents, le *Fanprojekt* est parfois un recours avant l’appel à l’assistance sociale.

Un rôle de médiateur

Les manettes de PlayStation et les fléchettes dispersées aux quatre coins du local témoignent de moments plus divertissants. Tennis de table, jeux vidéo ou diffusion d’un documentaire, chaque jeudi de 18h à 22h, le *Fanprojekt* organise une soirée à thème. Elle rassemble en moyenne une

dizaine de jeunes, ultras ou non, unis par leur passion pour le 1. FC Kaiserslautern. «Nous jouons à FIFA, au baby-foot, ça m’a permis de rencontrer de nouveaux amis», raconte Christian, 18 ans, assidu du projet depuis qu’il l’a découvert via Facebook. Michelle, salariée depuis octobre 2015, ajoute: «La relation que j’ai avec ces jeunes va au-delà d’une simple journée de travail. Nous passons beaucoup de temps ensemble, notamment lorsque nous allons en déplacement voir Kaiserslautern.»

Lors de chaque match à l’extérieur du 1. FCK, Christian, Michelle et Florian organisent le voyage, réservent les tickets et effectuent le déplacement avec certains habitués. Le trio est identifié et respecté par l’ensemble des supporters, notamment parce que leur vie est ancrée à Kaiserslautern. «Je vais au stade depuis l’enfance. J’ai débuté en tribune latérale puis j’ai rejoint le kop un peu plus tard», retrace le troisième travailleur du

projet, Florian, biberonné au 1. FCK par son père et sa tante.

Le *Fanprojekt* tient un stand d’information au pied du stade Fritz Walter en marge de chaque rencontre à domicile. Ce dimanche face au FC Carl Zeiss

«Ici, supporter le club est la sous-culture qui unit le plus les jeunes»

CHRISTIAN, TRAVAILLEUR SOCIAL DU FANPROJEKT DE KAISERSLAUTERN

Jena, le vent souffle si fort qu’il contraint Christian à placer des pierres sur ses fascicules d’information pour ne pas qu’ils s’envolent. L’une des autres missions du *Fanprojekt* est de promouvoir

la culture des supporters et de faire l’interface avec le club ou les autorités. Avant certains matches, ils échangent avec la police sur le point de rendez-vous des supporters ou l’organisation d’un cortège pour rejoindre le stade.

A l’échelon national, leur voix a été primordiale pour le maintien des places debout dans les tribunes allemandes. Assis sur le banc du stand, Christian est aujourd’hui suppléé par Mathias*, supporter soumis à une interdiction de stade. Après avoir purgé une partie de sa peine, le jeune homme peut désormais retourner en tribune, mais doit effectuer des travaux d’intérêt général auprès du *Fanprojekt*. «Nous aidons également certains interdits de stade pour leurs démarches juridiques», expose Christian.

Indépendant du club

En Allemagne, le *Fanprojekt* est l’un des deux piliers du dialogue entre les supporters et le *Fan-*

beauftragte, qui est lui composé de salariés du club chargés de faire le lien avec les supporters. «Leur fonction est moins sociale et plus pratique: gérer les places et échanger avec les fan-clubs, indiquer les lieux où se garer lors d’un déplacement», indique Christian, qui n’est pas rémunéré, lui, par le club, mais par l’Arbeiterwohlfahrt (AWO), une des plus grandes associations caritatives d’Allemagne. A Kaiserslautern, les autres financeurs sont le land de Rhénanie-Palatinat, la ville et, depuis cette saison, la Fédération allemande de football (DFB). Les clubs de Bundesliga et de 2. Liga ne sont eux pas soutenus par la fédération, mais par la Ligue allemande de football (DFL). Au cours de la saison 2017-2018, la fédération et la ligue ont investi 6,6 millions d’euros dans les *Fanprojekte*.

Tribunes sans frontière

Au fil des ans, le *Fanprojekt* de Kaiserslautern a intensifié son investissement contre le racisme et les discriminations via le projet «Tribune ohne Grenzen» (tribunes sans frontières). Christian en détaille la genèse: «Nous avions remarqué que beaucoup de gens parlaient français et allemand dans la ville, mais peu discutaient ensemble.» Un rapprochement culturel entre l’Allemagne et la France – Kaiserslautern est situé à quelques dizaines de kilomètres de la frontière française – à travers le football s’est alors mis en route. «Le *Fanprojekt* m’a payé plusieurs mois de cours d’allemand», renseigne Alexandre, Français débarqué à Kaiserslautern un an auparavant, aujourd’hui bilingue. Avant d’assister à une rencontre du FC Metz, qui évolue en Ligue 2, des jeunes supporters des deux clubs ont visité la ville ainsi que le Mémorial de Verdun, musée consacré à l’histoire de cette bataille de la Première Guerre mondiale.

«C’est la base de notre travail: être créatifs et organiser des événements pour les supporters», conclut Florian, qui ne travaille actuellement qu’à 50% pour le *Fanprojekt* dans le cadre de ses études en politique sociale. Il espère passer à temps plein cet été. «Ce job, c’est la combinaison parfaite entre ma passion et mes études, que rêver de mieux?» s’interroge-t-il. Que Kaiserslautern retrouve la Bundesliga? ■

* Le prénom a été modifié

Coup de chaud sur le programme de Tokyo 2020

OLYMPISME Les marathons des JO débiteront à 6h du matin pour anticiper les températures potentiellement caniculaires du Japon en été. Dans leur ambition de pouvoir se tenir n’importe où, les grands événements sportifs doivent s’adapter

A quinze mois de la cérémonie d’ouverture, les Jeux olympiques d’été de Tokyo 2020 entrent dans le concret. Les organisateurs ont dévoilé, mardi, le programme complet de l’événement qui se déroulera du 24 juillet au 9 août 2020.

Imbriquer 339 épreuves de 33 sports différents sur une quinzaine de jours tient forcément du casse-tête et ne va pas sans créer quelques surprises. La communauté cycliste s’étonne par exemple d’une course en ligne masculine planifiée six jours après l’arrivée du Tour de France. Et puis il y a l’heure de départ des deux marathons féminin et

masculin: 6h du matin. Soit trois heures et demie plus tôt qu’à Rio en 2016. Tant pis pour les lève-tard: il s’agit de prévenir le risque de voir les courses se dérouler par une chaleur extrême.

Dans un premier temps, elles avaient été prévues à 7h du matin. Mais des organisations de médecins japonais s’étaient manifestées pour insister sur le risque «potentiellement mortel» encouru par les participants, même à ce moment-là. Le Japon est habitué à vivre l’été écrasé sous des températures caniculaires. Le thermomètre grimpe régulièrement jusqu’à 40 degrés à l’ombre, avec un resenti encore supérieur sous le soleil (qui se lève avant 5h le matin). Les nuits à plus de 30 degrés sont également courantes. En 2018, une terrible vague de chaleur sur l’Archipel a causé quelque 80 décès et près de 40000 hospitalisations.

Pour que les athlètes n’aient pas à s’activer dans de telles conditions, les Jeux

olympiques de Tokyo en 1964 s’étaient déroulés du 10 au 24 octobre, à une époque de l’année où le climat nippon est apaisé. Mais d’autres facteurs entrent aujourd’hui en ligne de compte, à commencer par les intérêts des diffuseurs, qui tiennent à leur rendez-vous estival.

Marathon de minuit

L’idée de Jeux automnaux en 2020 a bien été évoquée, mais les organisateurs l’ont rapidement balayée pour préférer différentes pistes pour contrecarrer la chaleur. En plus des marathons, plusieurs autres épreuves disputées en extérieur verront leurs horaires aménagés, à l’instar du 50 kilomètres de marche athlétique, qui débutera à 5h30.

On évoque aussi des peintures bloquant les rayons du soleil appliquées sur la route et des stations de rafraîchissement mobiles, tandis qu’un centre spécial de surveillance des températures

extrêmes et de traitement des urgences, avec la compétence de procéder à une évacuation si nécessaire, pourrait être installé.

Il n’y a pas qu’à Tokyo que les conditions climatiques mettent au défi les grands rendez-vous sportifs, qui aspirent à pouvoir se dérouler à peu près n’importe où et n’importe quand. Au Qatar, où se tiendront les Championnats du monde d’athlétisme en 2019 puis la Coupe du monde de football en 2022, il a toutefois été décidé de renoncer à la tenue des compétitions en plein été pour privilégier les températures moins extrêmes de la période octobre-novembre-décembre. Il y fera tout de même chaud: le départ du marathon des Mondiaux sera donné à minuit. ■

LIONEL PITTET
@lionel_pittet

EN BREF

La F1 négocie en Chine

Le millième Grand Prix de l’histoire de la formule 1 s’est déroulé dimanche à Shanghai et les dirigeants de la catégorie ne seraient pas opposés à ce qu’une deuxième course annuelle se déroule en Chine. Ils négocient avec six gouvernements locaux et privilégieraient un circuit urbain. L. PT/AFP

Liverpool pour confirmer

Suite des quarts de finale retour de la Ligue des champions ce mercredi soir, avec deux équipes qui tenteront à 21h de défendre à l’extérieur l’avantage obtenu au match aller. Liverpool part avec un net avantage (2-0) contre Porto, tandis que Tottenham devra jouer serré pour résister à Manchester City (1-0). L. PT



Dans un club de Séoul. Le milieu de la nuit coréen a été marqué ces dernières années par des dizaines de cas d'agression sexuelle. (SEONGJOON CHO)

«Ma vie n’est pas ton porno», le cri des Coréennes excédées

ASIE Le milieu de la K-pop est secoué ces dernières semaines par des agressions sexuelles en cascade. Au pays des «molkas», ces mini-caméras dissimulées dans des toilettes publiques pour filmer les femmes à leur insu, les Coréennes exigent le respect

JULIE ZAUGG, HONGKONG

Burning Sun était l’un des clubs les plus en vue de Séoul. Situé au cœur du quartier huppé de Gangnam, il accueillait des DJ réputés et tout le gratin de la K-pop – ensemble de genres musicaux sud-coréens qui s’exportent comme des petits pains. Mais fin janvier, ce haut lieu de la nuit s’est fait prendre dans un scandale sans précédent. Tout a commencé lorsqu’un client âgé de 28 ans a relaté comment il s’était fait tabasser par le gérant du club, puis par la police, après avoir tenté d’aider une jeune femme en train de se faire agresser sexuellement à l’intérieur. Son récit a fait émerger des dizaines de témoignages de femmes, qui ont raconté avoir été droguées, puis violées dans les salles VIP de l’établissement.

Une vidéo en montre une, inconsciente, qui se fait traîner à bout de bras vers une arrière-chambre sous le regard impassible des videurs. L’un des investisseurs du club, la star coréenne Seungri, aurait participé à ces faits, en procurant des jeunes femmes à ses partenaires d’affaires. Il est désormais sous enquête pour prostitution.

Ses fans sont sous le choc. «Mais ceux qui connaissent cette industrie de l’intérieur savent que l’exploitation sexuelle y est très répandue», relève Patty Ahn, une experte de la K-Pop à l’Université de Californie à San Diego. Un proche du milieu raconte avoir vu les membres d’un groupe de K-pop féminin se faire entraîner dans un club, où se trouvaient des gros poissons de l’industrie musicale. «Chacun en a choisi une pour passer la nuit avec», se souvient-il.

«Tu l’as violée, haha!»

Mi-mars, le scandale rebondissait à nouveau. L’investisseur et star Seungri avait fait partie d’un chat privé avec une dizaine d’autres stars de la K-pop. Ils s’échangeaient des vidéos documentant leurs exploits sexuels avec des femmes filmées à leur insu. «Je lui ai donné des somnifères avant de me la faire», dit un message. «Elle est inconsciente.» «Et alors?» «Tu l’as violée haha!», dit un autre échange. Un message envoyé en 2016 laisse entendre qu’un policier aurait touché un pot-de-vin pour se taire.

Fin mars, Jung Joon-young, considéré comme l’instigateur de cette chatroom, se faisait arrêter. Ce chanteur et acteur de 30 ans a depuis annoncé qu’il quittait l’industrie. Seungri a lui aussi dû sus-

pendre sa carrière, tout comme deux idoles des Coréens, Yong Jun-hyung et Choi Jong-hoon, membres respectifs des groupes Highlight et FT Island.

Cette affaire survient dans un climat déjà tendu. Depuis deux ans, le pays subit une épidémie de «molkas», ces mini-caméras dissimulées dans des toilettes publiques, des vestiaires de salles de sport ou des cabines d’essayage pour filmer les femmes à leur insu. En 2018, 6800 cas ont été rapportés à la police. «En Corée du Sud, les femmes ont pris l’habitude d’inspecter chaque recoin d’un cabinet de toilette à la recherche d’une caméra avant de se dévêtir», relate Michael Hurt, sociologue à l’Université de Séoul.

«En Corée du Sud, les femmes ont pris l’habitude d’inspecter chaque recoin d’un cabinet de toilette à la recherche d’une caméra avant de se dévêtir»

MICHAEL HURT, SOCIOLOGUE À L’UNIVERSITÉ DE SÉOUL

Ces vidéos illicites sont ensuite «postées en ligne sur des sites dédiés, qui les décrivent comme du porno naturel», explique Jenna Gibson, une experte de la culture coréenne de l’Université de Chicago. En regarder une coûte environ 100 wons (9 centimes). Soranet, l’une de ces plateformes, avait un million d’usagers lorsqu’elle a fermé en 2016 et avait généré 10 milliards de wons (8,8 millions de francs) durant ses onze années d’existence.

Fin mars, deux hommes ont été arrêtés pour avoir installé des molkas dans les sèche-cheveux, les prises et les téléviseurs de 42 chambres d’hôtel. Quelque 8000 vidéos de femmes dénudées ou d’actes sexuels ont ensuite été uploadées sur un site.

Pour les femmes filmées ainsi, le calvaire ne s’arrête pas là. Leur identité est souvent révélée, puis elles sont pourchassées sur les réseaux sociaux et traitées de prostituées. Incapables de supporter ce harcèlement, certaines se sont donné la mort. «Cette femme s’est suicidée après la sortie de sa vidéo, regardez son chef-d’œuvre posthume», lit-on parfois sur les plateformes de partage.

«La Corée du Sud est une société extrêmement conservatrice et patriarcale, juge Jenny Gibson. Moins rémunérées que leurs collègues masculins et obli-

gées de renoncer à leur carrière sitôt leurs enfants nés, les femmes y sont considérées comme des citoyennes de seconde zone.» A l’école, l’éducation sexuelle est quasi inexistante. Les hommes coréens ont l’habitude de traiter les femmes comme des objets dont ils peuvent faire ce qui leur plaît.

#MyLifelsNotYourPorn

«Ce pays a un gros problème de violence domestique, dit-elle. Mais la police considère en général qu’il s’agit d’une affaire privée entre les deux époux et qu’elle n’a pas à intervenir.» Sur les 5437 personnes interpellées en 2017 pour des affaires de molkas, seules 2% ont été condamnées. Et même en cas de jugement, les peines sont légères: 1 an de prison et une amende de 8800 francs au maximum.

Comme partout ailleurs, «les femmes hésitent à témoigner car on les accuse souvent de l’avoir cherché ou de mentir», complète Michael Hurt. Il rappelle le cas de Baek Ji-young, qui a dû s’excuser publiquement en 2000 après que son manager eut publié une vidéo de leurs ébats sexuels. La réaction du public fut d’une telle virulence qu’elle dut quitter le pays et interrompre sa carrière.

Mais deux événements récents ont embrasé la société coréenne. En mai 2018, une femme de 25 ans a été arrêtée pour avoir posté une photo d’un mannequin masculin posant nu pour un cours de dessin. «De nombreuses femmes y ont vu une preuve des doubles standards qui règnent en Corée du Sud: ces actes ne sont punis que lorsque la victime est un homme», analyse Jenny Gibson.

Au même moment, une jeune résidente de Séoul apprenait qu’un homme l’avait filmée à son insu, alors qu’elle se promenait nue dans son appartement au 22e étage d’une tour. Et que la police avait libéré le voyeur en minimisant l’affaire. Outrée, elle a créé le hashtag #MyLifeIsNotYourPorn, qui est instantanément devenu viral.

60 000 femmes dans la rue pour exiger le respect

S’en sont suivies plusieurs manifestations de masse, qui ont culminé par une marche ayant réuni 60000 femmes en octobre dernier. Une série de vidéos sont également apparues montrant des femmes détruisant leur maquillage ou tranchant leur chevelure pour lutter contre les standards de beauté ultra-perfectionnistes que la société coréenne leur impose, sous l’égide du slogan «Escape the corset».

Ce mouvement a déjà fait rouler plusieurs têtes. Le directeur de films Kim Ki-duk, le politicien Ahn Hee-jung et le coach sportif Choe Jae-beom ont tous été condamnés ces derniers mois pour avoir agressé des femmes. ■

SUR LE WEB

Brise Glace
Un podcast qui s’intéresse à tout ce qu’on n’ose ni dire ni demander aux gens qui nous entourent. A écouter à l’adresse www.letemps.ch/podcast

Pourquoi portent-ils tous des t-shirts NASA?

TENDANCE Après les t-shirts Hard Rock Cafe, les hoodies ornés des blasons des universités de l’Ivy League, c’est au tour des vêtements floqués du logo de la National Aeronautics and Space Administration d’avoir la cote. Décryptage

MARIE-AMAËLLE TOURÉ
[@mariemaelle](https://twitter.com/mariemaelle)

«Celui qui affiche le logo de la NASA sur son t-shirt n’a en fait jamais mis un pied dans l’espace», titrait le satirique Gorafi sur son site l’année passée. Vous les avez aussi aperçus dans les rues, ces jeunes exhibant fièrement un t-shirt, une veste, des chaussettes agrémentés du logo de l’agence spatiale américaine. On le surnomme le «meatball», littéralement «boule de viande». Un rond bleu semblable à une planète composée d’étoiles, d’un vecteur rouge et d’une orbite circulaire, sur lequel apparaît en lettres capitales: NASA. Si certains nourrissent sûrement un grand intérêt pour l’aérospatiale, pas sûr que tous soient «capables de décomposer l’acronyme», s’insurgeait notre journaliste Virginie Nussbaum dans l’une de ses chroniques. Qu’on l’apprécie ou non, la tendance interpelle. Pourquoi diantre la NASA est-elle devenue cool?

Préférences culturelles nouvelles

Sans surprise, le concept a été importé des Etats-Unis, où l’on retrouve depuis quelques mois le *meatball* dans les grandes chaînes de prêt-à-porter telles que Urban Outfitters, Forever 21 ou Target à des prix plus qu’abordables (entre 8 et 20 dollars). «La popularité de séries telles que *The Big Bang Theory* ou de personnalités comme Elon Musk a rendu les organisations du type de la NASA désirables. Il s’agit d’une convergence de l’offre et de préférences culturelles nouvelles», résume Frédéric Godart, auteur du livre *Sociologie de la mode*. Prenez donc une sitcom mettant en avant l’univers aérospatial, une personnalité charismatique œuvrant dans le domaine, et vous obtiendrez des milliers de jeunes arborant fièrement les couleurs d’une agence gouvernementale.

Certaines personnalités ont par ailleurs contribué à rendre la NASA plus cool encore. Ariana Grande, Kylie Jenner, Rihanna ou encore Anne Hathaway ont toutes été aperçues avec une veste, un pull ou un t-shirt NASA. En 2016, à l’occasion des 60 ans de l’agence spatiale, le designer anglais Heron Preston signe une collection capsule à ses couleurs. Ils s’inspire, lui, du «worm», logo rouge utilisé à partir des années 1970, qu’il fait revivre sur ses pantalons high-

Ariana Grande, Kylie Jenner ou Rihanna ont toutes été aperçues avec une veste, un pull ou un t-shirt NASA

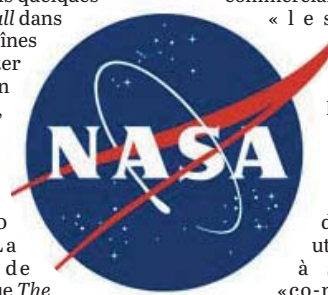
tech, ou encore sur ses vestes astronautes allant de 550 à 1500 dollars.

Et la NASA dans tout ça?

L’agence gouvernementale a décidément la cote, mais quid de la reproduction de son logo? Toutes les conditions de réutilisation sont mentionnées sur le site de l’agence. On peut notamment y lire que la NASA «ne fera la promotion ni ne supportera aucun produit, service ou activité commerciale» ou encore que «les identifiants, emblèmes, dispositifs, images, de la NASA peuvent être utilisés comme décoration sur un produit, mais ne doivent pas être utilisés de manière à suggérer un «co-marquage» des produits». Une réglementation donc bien établie.

«Il s’agit d’un petit merchandising difficile à contrôler. En conditionnant la reproduction de son logo à quelques règles, la NASA peut mieux cadrer ce marché», résume Me Anne Dorthé, spécialiste du droit de la propriété intellectuelle.

Si l’envie d’une collaboration se fait sentir, il faudra tout de même en informer Monsieur Merchandising de la NASA, Bert Ulrich. Ce dernier l’assure, toutes les requêtes sont étudiées. ■



PUBLICITÉ



Mercredi 1^{er} mai 2019 à 19h
Auditoire César Roux du Bâtiment hospitalier

Conférences
«**Identité, altérité, métamorphoses**»

Des neuroprothèses pour remarcher
Prof. Jocelyne Bloch, Service de neurochirurgie, UNIL-CHUV
Prof. Grégoire Courtine, Centre de neuroprothèses, EPFL et Service de neurochirurgie, UNIL-CHUV

Introduction du **Prof. Philippe Ryvlin**, chef du Département des neurosciences cliniques, UNIL-CHUV

Sommes-nous tous des humains augmentés?
Matthieu Gafsou, photographe

Table ronde avec la participation de **Bertrand Kiefer**, rédacteur en chef de la *Revue médicale suisse*. Modérateur **Jacques Poget**

Entrée libre sur inscription: espacechuv@chuv.ch
Plus d’informations www.chuv.ch/culture
Activités culturelles 021 314 18 17

Les oiseaux vont mourir en Colombie

CINÉMA Les débuts du commerce de la drogue en Colombie sont racontés sur un mode plus chamanique que gangsta dans «Les oiseaux de passage». Une splendide fresque soulevée par le souffle de l’invisible



Rapayet (José Acosta) affronte Zaida (Natalia Reyes) au cours de la «yonna», une danse nuptiale au cours de laquelle la femme bat des ailes comme un oiseau. (TRIGON)

ANTOINE DUPLAN
@duplantoine

«La famille est représentée par les doigts de la main», explique Ursula à sa fille Zaida, en âge de se marier. Le symbole qu’invoque la matriarchie est puissant, l’avenir se chargera de le récuser. En attendant, place à la «yonna», une danse nuptiale traditionnelle des indiens Wayuu. Drapée de voiles rouges, mimant avec emphase et grâce l’oiseau qui s’envole, Zaida se dérobe à pas pressés devant les prétendants. Seul Rapayet arrive à la faire trébucher. Elle sera sienne. Mais Ursula exige une dot supérieure à ce que le fiancé, petit trafiquant de gnôle et de café, peut raisonnablement payer. Dans le désert à bord de véhicules brinquebalants, dans les collines à dos d’âne, Rapayet retourne à ses activités. Sur la plage, il rencontre des membres du Peace Corps, un mouvement anticommuniste américain. Ces hippies cherchent de l’herbe. Il va

leur en fournir en abondance. Et amener aisément les trente chèvres, vingt vaches et trois colliers de la dot de Zaida.

Rites ancestraux

C’est en noir et blanc que Ciro Guerra et sa productrice Cristina Gallego ont réalisé *L’étreinte du serpent*, ce poème ethnologique détaillant la dégradation des cultures indigènes de la forêt colombienne après le passage des explorateurs, des missionnaires et des pilliers de ressources naturelles. Ils passent à la couleur, et quelle couleur flamboyante, pour raconter la Marimbera Bonanza, cette période d’opulence liée au trafic de marijuana qu’a connue la Colombie dans les années 1970, qui s’est achevée dans un désastre culturel et la toute-puissance des narcotrafiquants. Un souffle puissant venu du fond du désert, du fond des âges passe sur ce western animiste, cette épopée chamarrée croisant les rituels immémoriaux et l’avancée impitoyable du capi-

talisme, mêlant les comédiens professionnels aux figurants vernaculaires.

Située dans la Guajira, une région désertique du nord de la Colombie, l’intrigue des *Oiseaux de passage* va de 1968 à 1980. Le titre des cinq chants composant le film en donne la tonalité tragique – *Herbe sauvage*, *Les tombes*, *La prospérité*, *La guerre*, *Les limbes...* Le business de Rapayet est florissant. C’est bientôt par tonnes qu’il exporte son herbe vers les Etats-Unis. Grisé

par l’argent, son copain Moises commet de premiers crimes de sang. Le conseil des anciens exige que cet «alijuna» (étranger) sacrilège soit tué. Rapayet s’en charge et cette exécution à coloration fratricide marque le début de la malédiction: l’ordre social et hiérarchique millénaire est bouleversé. Les Wayuu sont contaminés par la fièvre de l’argent et par la peur d’être volés. La violence engendre la violence. Jadis gardée par un homme armé d’une péttoire, la plantation de chanvre

de l’oncle Annibal grouille de mercenaires munis d’armes automatiques.

On ne se déplace plus à dos d’âne mais en 4x4. Les Wayuu qui vivaient dans des huttes de branchages se terrent dans des bunkers de béton. Les pires instincts se débrident, le jeune Leonidas se livre à des actes impardonnables. Les rites ancestraux sont abjurés, le sacré bafoué: c’est dans les tombes que sont planquées les armes. Les messagers sont intouchables; l’un d’eux est pourtant abattu. Se sachant condamné, il ôte son chapeau et, impavide, attend la mort, sachant qu’avec lui meurt un équilibre millénaire.

Doigts arrachés

Au crépuscule de la Marimbera Bonanza, quand les cinq doigts de la main ont été arrachés et dispersés, il ne reste qu’une femme folle portant le corps d’un enfant, un vieil homme estropié abattant un homme désarmé et des phalanges d’alijunas cousus de narcodollars.

Des nuées de criquets, comme échappées d’un verset biblique, s’apprêtent à dévorer ce qui reste de vivant sur cette terre maudite. La Colombie diversifiera ultérieurement ses revenus avec la cocaïne. Suite dans *Narcos*, *Pablo Escobar: El Patron del Mal* et autres produits audiovisuels.

Grandeur et décadence d’une famille de gangsters: *Les oiseaux de passage* renvoie évidemment au *Parrain* de Coppola, et par-delà à Shakespeare et à l’implacable mécanique de la tragédie antique. La fatalité intègre la dimension de la magie. Les «yolujas» (fantômes) se mêlent aux vivants, les femmes guettent les présages et décryptent les rêves. Quant aux «oiseaux de passage», ils désignent aussi bien la flottille d’avions légers venus de Miami pour emporter la came que les volatiles divers qui se posent inopinément sur une branche ou foulent le tapis d’un habitat comme autant d’augures. ■

Quelle couleur flamboyante pour raconter la Marimbera Bonanza, cette période d’opulence liée au trafic de marijuana qu’a connue la Colombie dans les années 1970, qui s’est achevée dans un désastre culturel et la toute-puissance des narcotrafiquants

HORS-SÉRIE GAME OF THRONES

A l’occasion de la sortie mondiale de l’ultime saison de *Game of Thrones*, *Le Temps* publie, en collaboration avec le magazine *Lire*, un hors-série exceptionnel.

Au sommaire: un entretien exclusif avec George R.R. Martin, le père de *Game of Thrones*; la vérité sur les neuf familles qui se disputent le trône; des quiz pour savoir quel fan de *Game of Thrones* vous êtes; le décryptage des références philosophiques et mythologiques qui pullulent dans les 8 saisons de *Game of Thrones* et plein d’autres surprises!

Ce hors-série peut être commandé sur: www.letemps.ch/got

Prix spécial lecteurs *Le Temps* CHF 6.90
TVA incluse. Frais de livraison CHF 2.-

Egalement disponible dans les kiosques de Suisse romande au prix de CHF 9.90

Format 20 x 26 cm, 100 pages
Délai d’envoi: 3 jours ouvrables



Le charme décadent de la bourgeoisie



Un professeur d'université (Diego Abatantuono) est embarqué dans une spirale infernale par un tueur à gages (Antonio Folletto) à qui il a sauvé la vie par une nuit pluvieuse. (FALKOR, TURNUS FILM AG)

CINÉMA Le Valaisan Denis Rabaglia retrouve une nouvelle fois l'Italie pour une comédie noire. Il raconte dans «Un ennemi qui vous veut du bien» l'improbable rencontre entre un professeur d'astrophysique et un tueur à gages lui faisant une offre des plus étranges

STÉPHANE GOBBO
@StephGobbo

Si on dit qu'on est tous l'ennemi de quelqu'un, n'aurait-on pas tous, à l'inverse, un ennemi? C'est la question que va se poser Enzo Stefanelli, professeur d'astrophysique en fin de carrière, après avoir sauvé nuitamment la vie d'un jeune tueur à gages. En guise de remerciement, celui-ci lui fait en effet une surprenante propo-

sition: nomme ton pire ennemi et je le supprime!

A partir de cet argument, le plus italien des cinéastes romands, Denis Rabaglia, tire les fils d'une histoire en forme de spirale infernale qui va voir les acquis d'Enzo voler en éclats. Se rendant peu à peu compte qu'il est devenu comme une sorte d'étranger au sein de sa propre famille, tandis que les mérites d'une de ses plus grandes découvertes sont revenus à un collègue, ce bourgeois arrivé à la fin de sa carrière va réaliser qu'il a peut-être bien plus d'ennemis potentiels que d'alliés indéfectibles.

Satire acide

Il y a dans *Un ennemi qui vous veut du bien* tous les éléments propices au développement d'un drame

LES ÉTOILES DU TEMPS

- ★★★★ On adule
- ★★★ On admire
- ★★ On estime
- ★ On supporte
- On peste
- On abhorre
- On n'a pas vu

familial ou d'un thriller. Le cinéaste valaisan a, lui, choisi de lorgner du côté de la comédie noire, trouvant un bel équilibre entre une certaine noirceur et un humour grinçant. Il y a dix ans, avec *Marcello Marcello*, il signalait une fable romantique gorgée de soleil. A cette Italie de la mer et de la dolce vita, il oppose aujourd'hui un décor froid (les Pouilles en hiver) pour signer une satire acide stigmatisant l'hypocrisie ambiante. Son film se déguste comme un antipasto subtilement piquant, relevé par un casting impeccable que même quelques baisses de rythme, dans sa partie centrale, ne sauraient affadir. ■

★★ «Un ennemi qui te veut du bien», de Denis Rabaglia (Italie, Suisse, 2018), avec Diego Abatantuono, Antonio Folletto, Mirko Trovato, Sandra Milo, 1h37.

«Je m'en sors par mon investissement»

RENCONTRE Denis Rabaglia revient sur l'aventure de son troisième long métrage de cinéma, coproduit comme les deux précédents par l'Italie et la Suisse

En 2000, vous réalisez avec «Azzurro» une comédie mélodramatique. Huit ans plus tard, vous signez avec «Marcello Marcello» une comédie romantique. Et aujourd'hui, vous nous offrez avec «Un ennemi qui te veut du bien» une comédie noire... J'aime bien rester dans ce qu'on peut appeler de manière générale la comédie dramatique, mais avec à chaque fois des orientations différentes. Dans *Azzurro*, il y avait aussi un côté comédie sociale qui fait écho à mes deux films de télévision, *Grossesse nerveuse* et *Pas de panique*. Disons que la forme de comédie que j'explore est sérieuse sur le fond; elle se distingue du comique pur, pour lequel je ne pense pas que j'aurais des capacités particulières. Je voulais qu'*Un ennemi qui vous veut du bien* soit divertissant, mais qu'on se dise qu'à tout moment il pourrait se passer quelque chose de grave.

L'histoire qui sert de déclencheur au film vous a été soufflée par le réalisateur polonais Krzysztof Zanussi. Avez-vous développé votre récit en partant des deux personnages centraux? A partir de cette intrigue de départ, il a rapidement été évident qu'on aurait, pour que le clash fonctionne, un tueur du Sud et un professeur du Nord. A partir de là, on a construit la famille, avec l'idée, comme dans un Agatha Christie, que le plus pourri ne serait pas forcément celui auquel on pense d'abord. Une fois qu'on avait ce cadre, on a amené d'autres choses, comme l'astrophysique, qui nous semblait une piste intéressante, une métaphore montrant qu'Enzo n'est en quelque sorte pas connecté à la vie réelle, en opposition à Salvatore, qui est très ancré.

Enzo Stefanelli, ce professeur d'astrophysique originaire du Nord, est incarné par Diego Abatantuono, connu pour ses rôles de Milanais excentriques. S'est-il imposé rapidement? Au départ, on pensait à des personnages plus proches d'acteurs comme Toni Servillo ou Sergio Castellitto: on avait l'idée d'un professeur plus classique, dans le genre maigre, grisonnant, avec un gilet et des petites lunettes. Mais comme le casting n'avancait pas, même s'il y avait beaucoup d'intérêt autour du film, j'ai eu l'idée de ce colosse aux pieds d'argile. Pourquoi ne pas aller dans le sens inverse et prendre une force de la nature? Car si on arrivait à faire trembler quelqu'un comme lui, ce serait beaucoup plus fort. On a alors inversé les personnages,



DENIS RABAGLIA
CINÉASTE

avec un professeur costaud et un tueur qui a un côté un peu dandy et félin.

La mère d'Enzo est incarnée par Sandra Milo, grande dame du cinéma italien et français des années 1950-1960. Avez-vous comme assouvi un fantasme de cinéophile en travaillant avec elle? Lorsqu'on m'a dit qu'elle pourrait faire mon film, j'avais l'impression qu'on était allé chercher Greta Garbo... Diego est aussi une icône, mais différemment. Avec Sandra, ce qui est étonnant, c'est qu'elle est toujours dans l'instant présent; elle a tellement eu de hauts et de bas dans sa carrière et d'histoires dans sa vie qu'elle ne regarde pas en arrière. Il y a des périodes où elle a totalement disparu, mais aujourd'hui, à 86 ans, elle est de nouveau très présente dans le cœur des gens. Elle est d'une vivacité incroyable. Quoi qu'on lui demande, elle ne se trompe jamais.

Finalement, quelles sont les plus grandes difficultés à diriger une équipe italienne en Italie, où on est considéré, on peut l'imaginer, comme un réalisateur suisse aux origines transalpines? Et surtout par un Diego qui n'est pas multilingue et aime bien marquer son territoire...

Cela n'a pas toujours été facile parce qu'il n'a pas rendu les choses faciles; il a pris beaucoup de place dans le processus. Mais c'est quand même le troisième film que je tourne en italien, je commence donc à connaître la manicette. Dans le fond, c'est moi qui me cale sur eux, plus que le contraire. En Italie, on ne peut par exemple pas faire les choses par téléphone ou par e-mail, il faut toujours être présent. Vous devez être là et discuter avec les gens, alors que dans notre système c'est parfois vu comme une perte de temps. Mais après, quand je suis en place, je fais les choses d'une manière différente et tout le monde sent que je ne suis pas un réalisateur classique de comédie italienne; je place la caméra différemment, mon style est plus expressif, je suis moins en train de capter que d'organiser une sorte de chorégraphie. Aujourd'hui, en Italie, les réalisateurs de comédie grand public sont un peu tous des faiseurs – on tourne avec deux caméras et ça roule. Donc si je pars un peu perdant, je m'en sors par mon investissement. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR S. G.

INTERVIEW



La peinture anglaise

de Turner à Whistler

DU 1^{ER} FÉVRIER
AU 2 JUIN 2019

CREDIT SUISSE


Fondation de l'Hermitage

Donation Famille Bugnion

Lausanne

Nouveau programme temporaire


WE ARE OLYMPIANS, AND YOU?



COACH

ME,

PLEASE!



LE MUSÉE OLYMPIQUE

DU 19 AU 22 AVRIL 2019

VOYAGES ET CULTURE

Je vous emmène...



...AU SPITI, TERRE DU MILIEU, TERRE DES DIEUX

avec Irma Delacombaz, licenciée en Science des Religions de l'Université de Fribourg.

Traditions hindouistes et bouddhistes nichées au cœur de l'Himalaya

Du 30 août au 15 septembre 2019, prix p/p : CHF 5'420

SOIRÉE DE PRÉSENTATION

le 9 mai à 18h30

Lieu : VOYAGES ET CULTURE
Rue de Bourg 10 - 1003 Lausanne

Entrée libre, inscription auprès de :
info@voyages-et-culture.ch - Tél. +41 21 312 37 41
www.voyages-et-culture.ch

L’octogénaire n’est pas près de tirer sa révérence: «Je prendrai ma retraite quand je serai à l’horizontale», lance-t-il

FORUM DES 100

Les portraits de la dernière page du «Temps» sont désormais consacrés aux personnalités qui seront distinguées lors de l’édition 2019 du Forum des 100

Date de l’événement
Le 9 mai prochain à Lausanne

Thème
Transition écologique:
le temps de l’action

Programme et inscription
www.forumdes100.ch



PROFIL

1935 Naissance de Denis von der Weid.

1966 Naissance de Daria Robinson.

1989 Création d’Antenna.

2004 Lancement du Wata.

Daria Robinson ouvre la porte d’entrée de la Fondation Antenna, alors qu’elle s’apprêtait à se faire un café. «J’étais à New York pour voir mon fils de 19 ans. Je suis arrivée ce matin à Genève», annonce, la paupière lourde, la nouvelle directrice des lieux en guise de préambule.

Cette astrophysicienne rejoint le bureau de Denis von der Weid, octogénaire longiligne au visage creusé et aux cheveux blancs dressés sur la tête. Trente ans les séparent. Le fondateur de cet organisme reconnu d’utilité publique, qui diffuse depuis trente ans des solutions technologiques, économiques et médicales aux populations les plus démunies, cherchait une personne pour reprendre la direction d’Antenna.

Son bureau ressemble à un véritable antre regorgeant de bibelots, de tableaux haïtiens, de dossiers posés en vrac, de capsules d’hibiscus – qui permettent de lutter contre l’hypertension – ou d’objets qui semblent avoir été bricolés sur un coin de table. Pourtant, ce ne sont pas des gadgets mais des outils capables de sauver des vies.

L’eau salée devient potable

Un exemple? Cet appareil d’électrolyse nommé Wata, que l’on peut brancher à un panneau solaire. Cette technologie transforme une solution d’eau salée en hypochlorite de sodium, soit en chlore capable de rendre l’eau potable. Cette production décentralisée permet aux utilisateurs d’être indépendants de toute fourniture externe et d’éviter les problèmes de transport et de stockage. Par exemple dans les cas d’épidémies infectieuses.

Inventés il y a une dizaine d’années, plus de 4000 appareils Wata ont été diffusés dans une centaine de pays. Antenna estime faciliter ainsi l’accès à l’eau potable à 20 millions de personnes. «La cha-

rité ou le don ne permettent pas de diffuser largement une technologie. Il faut un modèle économique viable avec des partenaires locaux pour avoir un réel impact. Lorsqu’une start-up décide de commercialiser nos idées, nous en sommes enchantés. Nous favorisons aussi l’autonomie des populations locales», affirme celui qui fut tour à tour professeur d’économie de développement, président de la Déclaration de Berne (aujourd’hui Public Eye), directeur d’une grande société pharmaceutique, responsable de recherche dans une léproserie indienne, professeur d’université à Bogota et père de sept enfants. «J’ai adopté cinq frères et sœurs orphelins à Bombay. Aujourd’hui, je suis grand-père de 18 petits-enfants adoptés.»

«Pourquoi les grandes institutions de recherche ne laissent-elles pas quelques miettes de leurs budgets pour résoudre les défis

En duo contre la pauvreté

**DARIA ROBINSON
DENIS VON DER WEID**

A Antenna, elle l’épaule, lui qui veut continuer à travailler. Pour diffuser des solutions technologiques, économiques et médicales aux populations les plus démunies

GHISLAINE BLOCH
@BlochGhislaine

Nord-Sud? 80% des technologies développées profitent à seulement 10% de la population mondiale. Ce clivage nous coûtera très cher», s’indigne Denis von der Weid qui a ouvert sa porte, en septembre dernier, à Daria Robinson. Mais il n’est pas près de tirer sa révérence. «Je prendrai ma retraite quand je serai à l’horizontale», lance-t-il. Elle sourit. «C’est comme un tango que l’on doit apprendre à danser à deux. Il est parfois tétu. C’est à la fois un défaut et une qualité, dit-elle. Mais je suis tombée amoureuse de son énergie et des causes qu’il défend. Cela me plaît de pouvoir améliorer les conditions de l’extrême pauvreté grâce à la science.»

Ce déclin n’est pas venu tout de suite. A 16 ans, son cœur ne battait que pour le spatial. Devenir astrophysicienne était une évidence. Sa carrière l’a menée à l’Agence spatiale européenne où – grâce à son énergie et à son charisme –

elle a convaincu divers acteurs. Elle a aussi fondé et dirigé Science & Space Bridges, une société créant des ponts entre la science et la technologie, les gouvernements, l’industrie et la société.

Monsieur Spiruline

«A Antenna, j’ai l’impression de retomber dans un monde familier. Je reviens aux sources», ajoute Daria Robinson. Dans sa famille, les scientifiques étaient une espèce inconnue. Sa mère était psychologue alors que son père travaillait pour l’OMC. «Le mien était chef de la cavalerie suisse», note de son côté Denis von der Weid qui, enfant, a été envoyé en pensionnat à Berne et ne rentrait chez lui qu’une fois tous les trois mois. «La question de la faim était déjà un vrai sujet de préoccupation. Il fallait finir son assiette. On nous disait que les Chinois n’avaient pas assez à manger. Mais on ne savait même pas où était la Chine.»

Aujourd’hui, selon un rapport de l’ONU, on sait que 821 millions de personnes sont en situation de manque chronique de nourriture, soit un habitant de la planète sur neuf. Fonctionnant avec un budget d’environ 4 millions de francs, la Fondation Antenna tente de résoudre une partie du problème. Elle a, par exemple, développé avec la société Eléphant Vert des biostimulants destinés à plusieurs pays d’Afrique. Une alternative aux engrais et pesticides chimiques qui permet aux agriculteurs de diminuer leurs coûts de production. La Fondation Antenna est aussi pionnière en matière de production et de distribution de spiruline, la micro-algue dont quelques grammes par jour améliorent l’état des enfants mal nourris. «Nous pourrions faire beaucoup plus. Nos actions ne constituent que quelques gouttes au milieu de l’océan», conclut Denis von der Weid. ■

Un jour, une idée

Bandapar et ses pièces à l’âme si vintage



FRANCESCA SERRA

Lorsqu’on passe la porte de la friperie Wood, l’abondance des pièces et styles différents nous fait rebondir d’une époque à une autre. Dans ce temple du deuxième main pour hommes et femmes, les plus âgés retrouvent le plaisir d’un souvenir, alors que les plus jeunes s’y rendent pour déguster une pièce unique et originale. Lors de ses déplacements en France, en Italie et en Belgique, mais aussi lors des pèlerinages aux Etats-Unis, Mahi Durel a un radar pour détecter les vêtements *second hand* qui sortent du lot ou qui pourraient satisfaire les tendances du moment, secondée par son copain Tristan Basso, musicien et plasticien. Cette chineuse a grandi dans une famille où récupération et customisation étaient une routine.

Diplômée en stylisme et couture, la jeune femme franco-iranienne a travaillé au Grand Théâtre de Genève comme costumière et mené en duo, avec Caroline Bault, la marque genevoise de prêt-à-porter féminin WellBehave de 2006 à 2011. Si la marque demeure depuis en stand-by, elle a décidé de puiser dans le stock de tissus qui somnolait dans son atelier pour lancer de petites collections ponctuelles. «Certains tissus viennent par exemple de chez Walder à Lyon, un grossiste chez qui s’approvisionnent les costumières du monde entier, mais nous avons également récupéré des coupons d’étoffes en plus de certaines fins de stock.»

Sous le label Bandapar, Mahi vient donc de lancer une série composée de blousons mais surtout des kimonos, du plus traditionnel comme le *hanten* matelassé pour homme aux versions plus urbaines,

fluides et féminines. Elle a également dessiné des shorts taille haute, des pantalons larges en velours ainsi que des imperméables à la Columbo revisités en mode romantique. En juin, une nouvelle petite série viendra coloniser ses cintres, dévoile la reine du vintage. «J’ai dessiné des tops, des chemises, des combinaisons jupes-culottes, mais aussi des maillots de bain en lycra qui m’ont donné du fil à retordre pour fabriquer le bon patron. Il s’agit d’un modèle une pièce inspiré des années 1970, nullement échancré, froncé devant et croisé sur le dos.» Une douce extravagance et des prix modiques caractérisent ce nouveau microlabel genevois qui tire la langue à la grande distribution. ■

Bandapar, Wood Friperie, rue Bergallonne 4, Genève, tél. 076 577 03 78, lu-sa 12h-18h30, mahidurel sur Instagram, @Woodfriperie sur Facebook.